

SEANCES DU MARDI 14 JUILLET 1987
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 14 JULI 1987ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGE:

Page 2828.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget du ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1986.

Projet de loi ajustant le budget du ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1985.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1987.

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise, M. Bascour, secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au ministre de la Région bruxelloise, M. Thys, secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au ministre de la Région bruxelloise, M. Valkeniers, p. 2828.

Discussion et vote des articles, p. 2836.

PROPOSITIONS DE RESOLUTION (Discussion):

Proposition de résolution relative à l'implantation et à la mise en service d'une huitième centrale nucléaire.

Proposition de résolution relative au plan d'équipement du secteur de l'électricité pour 1987-1997.

Proposition de résolution visant à différer la mise en œuvre du plan national d'équipement en moyens de production et de transport d'énergie électrique pour la période 1985-1995.

Discussion. — *Orateurs*: MM. Langendries, rapporteur, Hatry, Pataer, de Wasseige, M. le Président, MM. Gryp, Trussart, A. Geens, M. Aerts, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au ministre des Affaires économiques, p. 2849.Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1986-1987
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1986-1987

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 2828.

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van het Brusselse Gewest voor het begrotingsjaar 1986.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van het Brusselse Gewest voor het begrotingsjaar 1985.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van het Brusselse Gewest voor het begrotingsjaar 1987.

Algemene beraadslaging (hervatting). — *Sprekers*: ridder de Donnée, minister van Landsverdediging en minister van het Brusselse Gewest, de heer Bascour, staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, toegevoegd aan de minister van het Brusselse Gewest, de heer Thys, staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, toegevoegd aan de minister van het Brusselse Gewest, de heer Valkeniers, blz. 2828.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 2836.

VOORSTELLEN VAN RESOLUTIE (Beraadslaging):

Voorstel van resolutie betreffende de vestiging en het opstarten van een achtste kerncentrale.

Voorstel van resolutie betreffende het uitrustingsplan van de elektriciteitssector voor 1987-1997.

Voorstel van resolutie tot het uitstellen van het nationaal uitrustingsplan voor productie en transport van elektrische energie 1985-1995.

Beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Langendries, rapporteur, Hatry, Pataer, de Wasseige, de Voorzitter, de heren Gryp, Trussart, A. Geens, de heer Aerts, staatssecretaris voor Energie, toegevoegd aan de minister van Economische Zaken, blz. 2849.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen et M. Mouton, secrétaires, prennent place au bureau.

Mevrouw Panneels-Van Baelen en de heer Mouton, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 35 m.

De vergadering wordt geopend te 14 u. 35 m.

CONGE — VERLOF

M. Conrotte, pour raisons familiales, demande d'excuser son absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heer Conrotte, wegens familiereidenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1986

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1985

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1987

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN HET BRUSSELS GEWEST VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN HET BRUSSELS GEWEST VAN HET BEGROTINGSJAAR 1985

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN HET BRUSSELS GEWEST VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des projets de loi relatifs au budget du ministère de la Région bruxelloise.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van het ministerie van het Brussels Gewest.

La parole est au chevalier de Donnée, ministre.

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Monsieur le Président, je ne vais pas répéter tout ce qui a été dit, ce matin, et qui est repris dans le rapport, mais souligner, à titre d'introduction, que le budget de 1987 de la Région

bruxelloise, qui fait suite à celui de 1986 que vous avez également dû examiner, revêt une très grande signification pour la Région bruxelloise parce qu'il est en augmentation de 52,5 p.c. par rapport à celui de 1985.

Cette augmentation n'a été possible que par l'octroi des droits de succession à la Région bruxelloise pour 1986-1987, grâce à la loi budgétaire et, pour les années 1988 et suivantes, grâce au projet de loi dont nous discuterons demain.

Ces droits de succession, qui représentent quelque 2 milliards 400 millions, nous permettront, en effet, de mener une politique beaucoup plus soutenue, plus originale et, j'ose le dire, plus musclée, dans trois domaines fondamentaux pour l'avenir de la Région bruxelloise.

Le premier de ces domaines est l'assainissement des finances communales. Plusieurs intervenants ont souligné ce matin, comme ce le fut dans l'autre assemblée, que l'avenir de la Région bruxelloise dépendait très largement des possibilités du bon fonctionnement de ses communes. Il ne pourra y avoir, de toute évidence, à Bruxelles, un cadre porteur d'une véritable expansion économique si la ville est délabrée et sale et si les services communaux fonctionnent mal. Aussi, le devoir premier de l'Exécutif est-il de tout mettre en œuvre en vue d'assainir les finances communales et, répondant ainsi au vœu de M. Vandenhoute, de permettre à terme à toutes les communes — certaines ont commencé à le faire —, de réduire progressivement la pression fiscale ?

Il est illusoire de croire à une réduction de la pression fiscale, à Bruxelles, des finances communales sans un retour à l'équilibre en 1988, comme le prévoit d'ailleurs la loi des comptes annuels des communes. On sait, en effet, que beaucoup d'entre elles vont traîner, durant des années encore, des dettes qu'elles ne pourront résorber que progressivement.

C'est pourquoi l'Exécutif a décidé de consacrer, pour 1986, quelque 1 750 millions de droits de succession à l'assainissement des finances communales.

A charge des droits de succession de 1987, nous prévoyons une dotation complémentaire aux communes de 709 millions. Ainsi, près de 2 milliards 500 millions iront aux communes.

Je suis d'ailleurs heureux de constater que les déficits annuels à l'exercice des communes, qui atteignaient 5,8 milliards en 1982, ont été ramenés à 3 milliards en 1985, grâce aux actions entreprises par mon prédécesseur et par votre serviteur pour l'assainissement des finances communales.

En 1986, le total des déficits à l'exercice a été ramené à 1,5 milliard, soit 4,3 milliards de réduction en cinq ans.

Le deuxième axe fondamental de notre politique est relatif à la rénovation urbaine. Les droits de succession nous permettront, en cette matière, de mettre à la disposition de la Région bruxelloise des sommes supplémentaires fort importantes, puisqu'il s'agit de 650 à 700 millions de francs par an.

M. Jean-Louis Thys vous parlera plus en détail de la politique de l'Exécutif en matière de rénovation urbaine. Nous croyons que, grâce aux efforts financiers, à l'élargissement des compétences de la SDRB et à la collaboration à mettre en œuvre avec le secteur privé, nous pourrions, cette année encore, lancer de nouveaux chantiers importants.

Je ne voudrais pas déflorer le sujet de M. Thys et je m'arrête donc ici, de peur, non pas de lui ôter le pain de la bouche, mais de lui couper l'herbe sous le pied. (*Sourires.*)

Le troisième axe important de notre politique relative à l'avenir de notre Région consiste dans le développement d'activités sérieuses de recherches appliquées à Bruxelles.

Nous avons pu constituer, partiellement grâce aux droits de succession pour 1987, un fonds de 815 millions pour la recherche scientifique appliquée, ce qui représente quatre fois plus qu'en 1985 et quinze fois plus qu'en 1984, un effort ayant été accompli par M. Hatry de 1984 à 1985. Dans ce domaine, nous recherchons des projets en concertation avec le secteur privé.

Il n'appartient pas à l'Exécutif ni à son administration de créer des projets de recherche, mais de travailler en étroite coordination avec le secteur privé. Je tiens ici à rendre hommage à l'IRSIA qui a été chargé par la Région bruxelloise, par convention, de l'instruction des dossiers en matière de prototypes et de recherches appliquées. Je voudrais aussi féliciter l'IRSIA pour la qualité du travail fourni, avec une entière loyauté, au profit de la Région bruxelloise.

Nous espérons réaliser pour la Région bruxelloise un véritable plan de rattrapage technologique dans les recherches appliquées, ce qui est important, compte tenu que le quart des chercheurs impliqués dans le dossier industriel travaille dans la Région bruxelloise.

Quels sont les grands problèmes qui nous attendent dans les mois et les semaines à venir, voire dans les années futures? C'est à la finalisation d'un plan d'assainissement crédible et efficace des finances de l'Agglomération que l'Exécutif sera confronté dès la rentrée. Nous aurons aussi à veiller au rééquipement de l'Agglomération, notamment dans les domaines de la propreté publique et de l'incendie. En ce qui concerne notamment la collecte des immondices, un effort d'investissement et d'organisation interne s'impose de toute urgence en raison, hélas, de la malpropreté de certaines rues.

Là aussi, de façon à aider l'Agglomération, nous avons, à charge des droits de succession 1987, réservé 394 millions à l'achat de nouvelles bennes destinées à la propreté publique et au financement d'un atelier central, commun au charroi du service des immondices et de l'incendie.

L'Exécutif démontre ainsi sa volonté d'aider, dans un esprit constructif, l'Agglomération à sortir de ses difficultés actuelles, ce qui implique aussi un effort des autorités de l'Agglomération. Je pense que nous pourrions compter sur elles et que, dans le courant de cet été, nous aboutirons à un plan d'assainissement satisfaisant et à la relance de divers investissements.

Nous aurons également, dans les mois et les années à venir, à concrétiser nos plans en matière de rénovation urbaine.

De heer Vervaeke heeft vanmorgen een aantal opmerkingen en bedenkingen gemaakt betreffende de urbanistische geschiedenis van de jongste jaren van Brussel. Mijnheer Vervaeke, ik deel grotendeels uw diagnose. Wij mogen de gemaakte fouten niet herhalen. Wij moeten allen werken aan het totstandkomen van een vernieuwde en harmonieuze hoofdstad.

Zowel staatssecretaris Thys als ikzelf zullen de grootst mogelijke aandacht aan stadsvernieuwing wijden. Dat is zeker voor de komende maanden en jaren een prioritaire objectief van de Brusselse Executieve. Daarmee gaan ook een aantal andere taken gepaard die er nauw mee verbonden zijn, zoals de waterzuivering, het beheer van afvalstoffen en dergelijke, waarover staatssecretaris Bascour straks nader toelichting zal geven.

Tels sont, monsieur le Président, les grands axes de la politique menée dans les matières qui me concernent plus particulièrement, c'est-à-dire la tutelle et l'expansion économique. C'est essentiellement, il est vrai, la recherche qui a fait l'objet d'actions originales.

Enfin, nous continuons à gérer l'expansion économique de notre Région en bon père de famille, avec les moyens dont nous disposons.

Je voudrais terminer en remerciant tous les membres de cette Assemblée qui ont bien voulu exprimer ce matin leur appréciation pour les travaux de l'Exécutif, sans oublier de répondre aux questions plus techniques qui m'ont été posées par M. Hotyat et par Mme De Pauw.

M. Hotyat a formulé une remarque technique et politique, à savoir que si la Région bruxelloise a reçu des droits de succession à partir de 1986 — ce que plus personne ne conteste — elle n'a rien reçu pour les années 1984 et 1985.

Je vous rappelle que la loi du 5 mars 1984 prévoyait une sorte de compensation partielle pour l'octroi des droits de succession aux deux autres Régions, sous la forme d'un complément de dotation pour la Région bruxelloise. Ce montant a été fixé à 536 millions de 1983 à 1989 et à 500 millions pour 1990, ce qui représente 4 milliards 255 millions. Je reconnais volontiers qu'il ne s'agit là que d'une compensation partielle.

Monsieur Hotyat, vous avez également demandé pourquoi la Région bruxelloise intervenait pour 2 p.c. dans la charge d'intérêt des emprunts conclus dans le cadre du fonds Northomb.

Il s'agit d'une mesure approuvée par l'Exécutif précédent et qui joue quel que soit le niveau du taux d'intérêt. Pour les villes des autres Régions, l'intervention n'a lieu que lorsque le taux d'intérêt dépasse 9 p.c. Pour Bruxelles, l'Exécutif de la Région bruxelloise peut financer 2 p.c. grâce aux 400 millions qu'elle reçoit annuellement pour la main-morte. C'est autant de gagné pour les communes! Cette intervention traduit la volonté à la fois de mes prédécesseurs et la mienne d'accorder une aide exceptionnelle aux communes bruxelloises, vu l'importance que revêt leur bon fonctionnement pour la satisfaction et le bien-être des citoyens ainsi que pour l'expansion économique.

M. Guillaume. — Quel est actuellement le taux d'intérêt?

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Je ne puis vous répondre ainsi de mémoire. Le taux d'intérêt du fonds d'aide est actuellement une moyenne des taux de plusieurs emprunts. Vous bénéficiez donc d'un avantage. Si vous n'en voulez pas, monsieur Guillaume, j'affecterai les crédits ailleurs. Mais je m'étonne d'entendre un bourgmestre éclairé parler de la sorte.

M. Guillaume. — Je m'étonne qu'un ministre interrogé, économiste de surcroît, ne sache pas répondre!

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Je ne connais pas par cœur, je le répète, le taux mathématique actuel résultant de cette moyenne. Je vous le communiquerai; mes collaborateurs m'en feront certainement part lorsqu'ils en descendront de la tribune.

En tout cas, l'intervention de la Région bruxelloise est de 2 p.c., même si le taux d'intérêt n'était que de 4 p.c., alors que ce n'est pas le cas, par exemple, pour les villes de Liège et d'Anvers, ni pour les autres villes du royaume. Le taux est inférieur à 11 p.c.

Mme De Pauw étant absente en ce moment, je lui enverrai directement les réponses à ses questions.

Il m'incombe encore de remercier les intervenants qui ont bien voulu appuyer la politique de l'Exécutif; je songe en particulier à MM. Desmaretz, Hatry et Vandenhoute.

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, je pense avoir ainsi esquissé les grandes lignes de notre action. J'ai répondu aux questions qui m'étaient particulièrement adressées, les autres concernent mes collègues MM. Thys et Bascour. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Bascour.

De heer Bascour, staatssecretaris voor het Brussels Gewest, toegevoegd aan de minister van het Brussels Gewest. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal pogen zo bondig en precies mogelijk te antwoorden op de vragen die mij werden gesteld in verband met mijn specifieke bevoegdheden.

Vooraf wil ik antwoorden op een van de vragen van mevrouw De Pauw over de toestand van de militaire domeinen te Brussel. Ik zal zeer kort de historische schetsen, die door de meesten van u trouwens is gekend. Het gaat over de Rolinkazerne, het Voertuigenarsenaal, de Prins-Albert-en de Prins-Boudewijnkazernes, het Militair Hospitaal en het Klein Kasteeltje. De geschiedenis begint met de overeenkomst van 30 september 1976 waarbij de Belgische Staat de kazerne Rolin verkocht aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting voor 2,4 miljard, zijnde 12 000 frank de m², waarvan reeds 1,4 miljard werden betaald. De eigendomsoverdracht geschiedde naarmate de uitvoeringsschijven werden betaald. Zo zijn de Rolinkazerne, het Voertuigenarsenaal, de Prins-Albertkazerne en het grootste deel van de Prins-Boudewijnkazerne eigendom van de NMH. Het Militair Hospitaal en het Klein Kasteeltje zijn

nog steeds ten volle eigendom van het departement van Landsverdediging. Maar als onderpand voor terugbetaalbare schatkistcertificaten, ter waarde van ongeveer 1 miljard, werden deze gebouwen in beheer overgedragen aan het ministerie van Financiën, dienst der Domeinen.

Wat betreft de kazerne Rolin zal in 1987 de eerste fase van sociale woningbouw, zijnde 81 appartementen, worden aangevat. Bij de totale afwerking zal het bestand der sociale woningen en appartementen 240 bedragen.

In verband met het Voertuigenarsenaal besliste de Raad van Bestuur van de Vrije Universiteit Brussel op 17 februari 1987, bij toepassing van het onteigeningsbesluit ten algemene nutte van 19 februari 1985, over te gaan tot het verwerven van het Arsenaal voor het voor de VUB bestemde gedeelte ervan. Dat gereserveerde gedeelte bedraagt ongeveer 4/5de van het arsenaal. De VUB zal contact opnemen met de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel opdat deze gelijktijdig overgaat tot de aankoop van haar deel van het Arsenaalterrein, namelijk het resterende gedeelte van ongeveer 1/5de.

Het achterste gedeelte van de Prins-Boudewijnkazerne, dat een oppervlakte van 67 are beslaat, werd bij beslissing van de raad van bestuur van de NMH op 24 juni 1986 ingevolge de procedure van beperkte offerte-aanvraag met de formule van wedstrijd, voor dertig jaar in erfpacht toegewezen aan een distributiebedrijf voor een canon van 208 miljoen. De andere zones van deze kazerne blijven volgens de wet moeilijk verkoopbaar aan de privé-sector. Niettemin zijn onderhandelingen aan de gang om deze leegstaande ruimten oordeelkundig te laten innemen door de privé-sector.

Wat de Prins-Albertkazerne betreft heeft de Regie der Gebouwen de intentie een deel van de kazerne aan te kopen ten behoeve van het ministerie van Buitenlandse Betrekkingen.

Vooraf zal evenwel een gunstig advies van de stedenbouwkundige dienst nodig zijn en zullen de begrotingsmogelijkheden moeten worden onderzocht. Zolang deze problemen niet opgelost zijn, blijft het probleem van de verkoopbaarheid van de overige delen van die kazernes aan de privé-sector bestaan.

Klein Kasteeltje en Militair Hospitaal. Daar de sociale huisvestingskredieten bij voorrang moeten worden besteed voor de renovatie van het patrimonium van de erkende huisvestingsmaatschappijen, zullen het Brusselse Gewest en de NMH onmogelijk tot de betaling van de resterende aankoopprijs kunnen overgaan. Deze aangelegenheid werd op 10 februari jongstleden door het overlegcomité regering-executieven verwezen naar een werkgroep *ad hoc*, die zich bezighoudt met de verdeling van de lasten uit het verleden van de sociale huisvestingssector. Deze werkgroep stelde voor dat de minister van Financiën het probleem van de Brusselse kazernes zou voorleggen aan de Ministerraad, zodat er aan de militaire domeinen een andere bestemming kan worden gegeven dan die vastgesteld in de conventie van 1976.

Intussen deden zich toch een aantal feiten voor. Zoals u weet werd het Klein Kasteeltje ingevolge een recente beslissing van de regering verbouwd tot een opvangcentrum voor kandidaat-politieke vluchtelingen. Dit gebouw is dus *de facto* in bezit genomen door de nationale regering. Voor de zone van het Militair Hospitaal hebben enkele projectontwikkelaars voorstellen voorgelegd. De besprekingen hierover verkeren in een beginfase, zodat er op het ogenblik nog geen beslissing kan worden genomen. De Brusselse Executieve en ikzelf plegen hierover voortdurend overleg met de NMH en met de ministeries van Landsverdediging, Financiën en Begroting, enzovoort. Samen zoeken wij oplossingen voor de militaire domeinen die nog geen nieuwe bestemming hebben gevonden.

Mevrouw De Pauw stelde een vraag over de afvalstoffen. De Raad van State heeft een positief advies uitgebracht over een ontwerp van wet tot wijziging van artikel 2, 4, van de gecoördineerde wet tot oprichting van de voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, van 20 juli 1970. Door deze wetswijziging zal het Brusselse Gewest ook bevoegd worden voor de vloeibare afvalstoffen, die circa 20 pct. uitmaken van het totaal der afvalstoffen. Aansluitend op dit ontwerp zal er dit jaar nog een globaal ontwerp van wet inzake afvalstoffen worden ingediend, dat verder reikt dan een gelijkaardig wetsvoorstel dat door de heer Van Miert in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd ingediend.

Mevrouw De Pauw stelde eveneens een vraag over het taalgebruik van de sociale huisvestingsmaatschappijen in het Brusselse Gewest. Op mijn verzoek zond de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting op 20 december 1986 een omzendbrief naar alle erkende vennootschappen met de opdracht hen te wijzen op hun verplichting in hun omgang met derden de taalwetgeving strikt na te leven.

Op 27 maart jongstleden heb ik aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting opdracht gegeven toe te zien op de correcte toepassing van de bepalingen van de taalwetgeving in bestuurszaken wat de dienstorders betreft aan het personeel, de brochures en mededelingen aan de sociale huurders of kandidaat-huurders. Tevens werd deze maatschappij aangezocht hieromtrent verslag uit te brengen; tot op heden werd dit verslag mij nog niet volledig medegedeeld.

Mevrouw De Pauw stelde ook enkele vragen in verband met Brussel, meer bepaald inzake de dalende inkomens, het dalend aantal inwoners, de stijgende werkloosheid, het percentage van de bevolking dat recht heeft op een sociale woning en het percentage van de sociale woningen ten opzichte van het totale woonpatrimonium.

De Nationale Maatschappij voor de Huisvesting heeft nooit een studie uitgevoerd inzake het percentage van de Brusselse bevolking dat zou gerechtigd zijn een sociale woning te huren. Zoals u weet, mag het maximum netto-inkomen van een kandidaat-huurder van een sociale woning — cijfers toepasselijk op 1 oktober 1986 — 524 000 frank per jaar bedragen voor een alleenstaande, 655 000 frank per jaar voor een gezin met 1 kostwinner, 720 500 frank per jaar voor een gezin met 2 kostwinners. Hierbij moet worden gevoegd 39 300 frank per kind ten laste, dit voor de drie types van inkomen.

Indien het ministerie van Financiën over de statistische gegevens voor het Brusselse Gewest inzake inkomensgroepen — zoals in de sociale huurwetgeving bepaald — beschikt, zou de studie door de NMH van dit percentage aan deze maatschappij zelf worden opgedragen.

Het sociale woonpatrimonium, afhankelijk van het Brusselse Gewest, bedraagt circa 8,5 pct. van het totale woningbestand te Brussel.

Mevrouw De Pauw, en ook andere collega's, hebben gevraagd of het beleid dat sinds enkele jaren inzake renovatie wordt gevoerd, verandering heeft gebracht in de percentages.

Inzake de weerslag van het percentage van de bevolking dat recht heeft op een sociale woning ingevolge de renovatie, kan worden gesteld dat, qua aantal beschikbare woningen, dit geen enkel effect heeft gehad. De renovatie had wel een positief effect in de zin dat aan de sociale huurders een verbeterde woning — wij denken hier bijvoorbeeld aan badkamer, stortbad, vernieuwing van de elektrische leiding, isolatiewerken — werd aangeboden tegen een minimaal verhoogde huurprijs.

De renovatie heeft weinig invloed uitgeoefend op het percentage sociale woningen ten opzichte van het totale woonbestand in het Brusselse Gewest. Immers, de sterke vertraging in de nieuwbouw was een verschijnsel dat zich ongeveer tegelijkertijd voordeed in de privé-woonsector en in de openbare woonsector. Dit alles hield verband met de demografische terugloop van de vorige jaren.

Mevrouw De Pauw heeft ook een precieze vraag gesteld in verband met het verzoek van de Koninklijke Bibliotheek om een gedeelte van de Prins-Boudewijnkazerne op het Daillyplein te verwerven. Het oorspronkelijke plan van de Koninklijke Bibliotheek om zich in een vleugel van die kazerne te vestigen, werd door de minister van Openbare Werken afgewezen. Ik dacht dat mevrouw De Pauw dit wist. Ondertussen heeft de Koninklijke Bibliotheek bijkomend onderdak gevonden in de gebouwen van het nieuwe OCMW-hospitaal te Schaarbeek. Tot op heden heeft de Koninklijke Bibliotheek geen nieuw verzoek meer gericht aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.

Een andere belangrijke vraag die door verschillende leden werd gesteld is: hoever staat het met de studentenintegratie bij bewoners van sociale woningen? De NMH heeft circa 20 jaar geleden, specifiek te Leuven, een onderzoek laten uitvoeren om na te gaan in hoever kotstudenten door huurders van sociale woningen kunnen opgenomen worden. Nooit worden specifieke beleidsmaatregelen genomen aan de hand van de resultaten van dit onderzoek.

Een aantal kleinere sociale appartementen/studio's worden door erkende vennootschappen aan studenten toegewezen. Het percentage kan ik niet onmiddellijk mededelen, maar als u het wenst, kan ik u de precieze cijfers laten bezorgen.

Op de vraag welke personen en middelen de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij van de NMH zal overnemen bij de toekomstige regionalisatie van de nationale huisvestingsmaatschappijen, kan ik het volgende mededelen: zodra enerzijds het Amortisatiefonds, opgericht bij de overeenkomst tussen de regering en de drie Executieven, betreffende de regeling van de schulden van het verleden en de ermee verbandhoudende lasten inzake sociale huisvesting, bekrachtigd door het koninklijk besluit nummer 518 van 31 maart 1987, operationeel zal zijn, en anderzijds, de concrete cijfers van die totale schuldenlast en de verdeling

ervan door de bij de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij aangestelde revisoren zullen berekend zijn, zal worden overgegaan tot de definitieve opsplitsing van de NMH en de NLM. Dit zal de overdracht van de taken en de personeelsleden naar de drie Gewesten meebrengen. Voor het Brusselse Gewest gebeurt die overdracht naar de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij. Het koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij voorziet in een kader van 40 personeelsleden. De voorzitter, de ondervoorzitter, de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal werden reeds benoemd.

Van het opgeheven Nationaal Instituut voor de Huisvesting werden vier personeelsleden overgedragen aan de BGHM. De overige personeelsleden zullen essentieel van de NMH naar de BCHM moeten overgaan, bij toepassing van de bepalingen van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, dit wil zeggen, eerst toepassing van de mobiliteitsregeling volgens de geldende criteria van anciënniteit, enzovoort.

Mevrouw Depauw en andere sprekers hebben ook vragen gesteld in verband met de situatie van de wooninfodienst. Deze dienst bevond zich aan de Keizerlaan en werkte met ambtenaren die door het NIH werden ter beschikking gesteld. Hij werd in 1986 *de facto* en vanaf 1 maart 1987 — datum van afschaffing van het NIH — *de jure* opgeheven. De taken van het NIH werden overgedragen aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, die deze echter wegens gebrek aan personeel niet kon uitvoeren. Daarom heeft de Executieve op 8 juli 1987 beslist een nieuwe wooninfodienst te Brussel op te richten met de opdracht aan het publiek de meest ruime informatie te verschaffen over de huisvestingspremies en alle andere problemen die verband houden met aspecten van onder meer fiscale en administratieve aard inzake woningbouw en -renovatie.

Mevrouw Rifflet en de heren Hotyat, Vervaeet en Valkeniers hebben vragen gesteld in verband met het migrantenbeleid. Zoals u weet werd een ministerieel comité opgericht met het oog op een efficiënte oplossing van het zeer complexe en zeer humane probleem van de migranten. Mag ik hierbij aanstippen dat het hier een bicommunautaire aangelegenheid betreft, zodat de oprichting van een ministerieel comité uiteraard verantwoord is?

De heer Valkeniers. — Maar er gebeurt niets.

De heer Bascour, staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, toegevoegd aan de minister van het Brusselse Gewest. — Ik dank de heer Vervaeet en andere sprekers voor hun objectieve en constructieve benadering van de leefmilieuproblematiek, evenals van de migrantenproblematiek en vooral van de problematiek inzake waterzuivering.

Wat het waterzuiveringsbeleid betreft, wil ik erop wijzen dat de afvalwateren van het Brusselse Gewest een niet te verwaarlozen aandeel hebben in de verontreiniging van het Scheldewater. Wetenschappelijke opmetingen wijzen uit dat ongeveer 20 pct. van de verontreiniging van het Scheldewater te Antwerpen te wijten is aan het Zennewater dat van Brussel komt. Dit hoeft ons niet te verwonderen. Onze hoofdstad met haar 1 miljoen inwoners — en dan spreek ik nog niet van de 300 000 à 400 000 forensen — beschikt immers over geen enkel waterzuiveringsstation. Het doet mij genoeg dat stilaan iedereen overtuigd geraakt van de noodzaak van een dergelijke installatie en daaraan constructief wil meewerken. Ik herinner in dit verband aan de toespraken van de heren Hatry, Vervaeet en Valkeniers.

Gezien het belang, wil ik hier nogmaals heel kort de situatie schetsen. In de zone Brussel-Zuid nemen momenteel de voorbereiding en de uitvoering van de zuivering van de afvalwaters Brussel-Zuid concrete vormen aan. De aanleg van de afvalwatercollectoren onder de industrielaan is voltooid. Het resterende deel van de effluentleiding, samen met een collectordeel, werd aanbesteed op 23 februari 1987. Onlangs werden deze werken gegund, zodat binnen kort de werken kunnen worden aangevat. Het zuidelijk waterzuiveringsstation, met een capaciteit van ongeveer 350 000 I.E. en de vijf aanvoercollectoren: Anderlecht, Sint-Gillis, Ukkel, Vorst en de aansluiting COOVI bevinden zich in de ontwerpfase.

De executieve van het Brusselse Gewest heeft, op mijn voorstel, goedkeuring gehecht aan een prioritaire investeringsprogramma dat op redelijke termijn en met een redelijk rendement het zuiveringsstation van Brussel-Zuid operationeel moet maken. Dit is gepland voor 1991. Het investeringsprogramma houdt eveneens rekening met de dringend uit te voeren waterbeheersingswerken.

De zuiveringszone Brussel-Zuid vertegenwoordigt een vuilvracht van ongeveer 350 000 inwoner-equivalent. De sanering van Brussel-Zuid zal een eerste stap zijn in de sanering van de Zenne op het grondgebied van het Brusselse Gewest.

Zoals de heer Vervaeet weet, ontspringt de Zenne in de buurt van Soignies. De biologische kwaliteit van het water is betrekkelijk goed tot Tubize. Daarna is het verontreinigd. In Buizingen, te Halle, dat de heer Vervaeet goed kent, is de biologische kwaliteit zo slecht dat het water dat uiteindelijk Brussel bereikt, gelijk is op dat van een open riool.

De sanering van de zone Brussel-Zuid zal bijdragen tot de sanering van het Scheldebekken.

Er werden precieze vragen gesteld in verband met het waterzuiveringsstation Brussel-Noord. Ter voorbereiding van de uitbouw van het noordelijk gedeelte van het richtplan, is een campagne van metingen gestart via het telemetrisch net. De heer Vervaeet heeft daarover trouwens een brochure gekregen, die zeer nuttig is voor wie is begaan met Brussel en met de waterzuivering.

Ik heb het betrokken studiebureau verzocht mij in de eerstvolgende maanden de resultaten en de eindbeschouwingen van de studie mede te delen. Het is mijn bedoeling om, op basis van deze conclusies en rekening houdend met de middelen waarover ik zal beschikken, eventueel in verschillende fasen, de sanering van de noordzone systematisch en functioneel uit te bouwen.

Het richtplan vermeldt voorts dat een tweede richtplan betrekking zal hebben op de Woluwevallei. In het kader van de waterzuivering en van een gecoördineerde aanpak van beide problemen, moet worden gestart met een optimalisatiestudie op basis van de bestaande studies. Het doel hiervan is het tweede richtplan op te stellen. Deze aangelegenheid wordt momenteel onderzocht door mijn kabinet.

Gezien de hydrografische grenzen, zullen zowel in het waterzuiveringsstation Brussel-Zuid, als Brussel-Noord, ook afvalwaters van gemeenten in het Vlaamse Gewest worden behandeld.

Het richtplan bepaalt daarom duidelijk dat voor de werken, waarbij zowel het Vlaamse als het Brusselse Gewest betrokken zijn, het aandeel van elk van beide gewesten in bouw en exploitatie na gezamenlijk deskundig onderzoek wordt vastgelegd. Uit de studie van professor Vanhaute en professor Wollast in dit verband blijkt dat het totale aandeel van het Vlaamse Gewest ongeveer 10 pct. bedraagt. Er is al een eerste voorbereidende vergadering met collega Lenssens geweest. Ik hoop dit overleg op een constructieve wijze voort te zetten. Ondanks het uiterst beperkt aantal bevoegde ambtenaren bij het Brusselse Gewest, werd toch een zeer ernstige inspanning gedaan om de zuivering van afvalwater binnen het Brusselse Gewest op een gecoördineerde wijze aan te pakken. Het verheugt mij dat verschillende collega's, onder wie de heer Vervaeet, in principe akkoord gaan met de planmatige, efficiënte en gecoördineerde aanpak van het beleid inzake waterzuivering in het zuiden van Brussel en in het noorden van Brussel.

De heer Vervaeet heeft heel wat suggesties gedaan met betrekking tot de aanwezigheid van water in de stad. Ik zal hier zoveel mogelijk gevolg aan geven.

De heer Hatry beweert dat de uitvoering van de waterzuivering in het Brusselse Gewest met de steun van en in samenwerking met de nationale overheid dient te gebeuren. Ook de Brusselse Executieve is deze mening toegedaan en laat ter zake geen enkele gelegenheid voorbijgaan. De komende onderhandelingen met betrekking tot de waterverdragen kunnen daartoe een eerste en unieke gelegenheid zijn.

De heer Vervaeet en anderen hebben verwezen naar de EG-richtlijn 84/631/EEG betreffende het toezicht en de controle op de grensoverschrijding van gevaarlijke afvalstoffen. Onlangs werd een koninklijk besluit gepubliceerd betreffende de invoer, de doorvoer en de uitvoer van afvalstoffen. Enkele bepalingen van dit besluit kunnen pas optimaal in werking treden wanneer de gewesten de nodige informatie hebben doorgeseind naar de nationale overheid. Zonder afbreuk te willen doen aan de bevoegdheden van de nationale overheid, nemen de gewesten de bevoegdheden voor hun rekening die hun krachtens de wet zijn toegekend.

Mme Rifflet a posé la question de savoir si les sociétés agréées n'acceptaient pas désormais plus facilement les familles à plus hauts revenus et si, dans ce cas, le caractère social desdites sociétés ne risquait pas de s'émousser.

Je rappelle que la réglementation relative à la loi sur les locations sociales, en ce qui concerne les conditions d'admission n'a pas été

modifiée depuis l'arrêté royal du 30 juin 1981. Dès lors, les règles d'admission et les normes de priorité sont inchangées et d'application urgente.

Dans chaque société agréée, un commissaire de la SNL doit effectuer un contrôle en la matière et, à ce jour, aucune plainte concernant une éventuelle infraction ne m'a été communiquée.

Mevrouw Rifflet vroeg zich af of het sociaal woonbeleid nog toekomst had. Volgens haar wordt in sommige kringen gedacht aan privatisering van de erkende vennootschappen. Zij vraagt zich af of niet moet worden gedacht aan woningen voor gezinnen met meer dan drie personen. Noch door de Executieve noch door mezelf werden voorstellen tot privatisering van de erkende vennootschappen ter bespreking voorgelegd.

Het sociale woonbeleid wordt onverminderd voortgezet en van 1987 af met verruimde middelen, waarop verschillende sprekers vanochtend gegeven werden. Allereerst wordt het bestaande sociaal woonpatrimonium onderhouden en zo nodig gerenoveerd. Daarnaast komen er opnieuw beperkte mogelijkheden voor sociale nieuwbouw. Hier, en bij de renovatie, worden zoveel mogelijk sociale woningen voor grote gezinnen en voor gehandicapten gebouwd of gerenoveerd.

Mevrouw Rifflet vroeg ook of er bij het kabinet een studie bestaat over het woonbeleid voor migranten en welke conclusies de staatssecretaris hieruit getrokken heeft. Wij hebben een studiebureau de opdracht gegeven een onderzoek te doen naar de gevolgen van het internationale karakter van Brussel op het huisvestingsbeleid. Tot op heden werden mij twee deelrapporten voorgelegd: ten eerste, een inventaris van de gegevens omtrent de huisvesting en de situatie van de migranten en ten tweede, een analyse van de cijfers. De specifieke toestand van enkele gemeenten werd in het bijzonder onderzocht.

Zodra deze studie beëindigd is en ik het eindrapport zal hebben, zal ik, na overleg met de betrokken instellingen, een beleidsnota inzake het huisvestingsbeleid voor migranten voorleggen aan de Executieve. Mijn kabinet neemt bovendien deel aan de werkzaamheden van de interministeriële commissie voor het migrantenbeleid te Brussel.

Heel wat senatoren vroegen of niet meer nieuwbouw nodig is in de sociale huisvestingssector. Sinds de explosie van de schuldenlast van deze sector, niet alleen in Brussel maar ook in de andere gewesten, sinds het begin van de jaren tachtig, is het Brusselse Gewest afgestapt van de voor de gewestbegroting schuldenbezwarende methode van prefinanciering met leningen, aangegaan door de NMH.

Van 1983 af wordt de sociale woningbouw (bij organiek koninklijk besluit van 9 april 1984) rechtstreeks met budgettaire middelen gefinancierd waarbij aan de plaatselijke maatschappijen, bouwers-eigenaars van de sociale woningen, terugvorderbare voorschotten worden toegekend.

Ingevolge de in de begroting ingeschreven supplementaire huisvestingskredieten van 300 miljoen frank zal meer ruimte worden geschapen voor sociale nieuwbouw. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. le Président. — La parole est à M. Thys, secrétaire d'Etat.

M. Thys, secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au ministre de la Région bruxelloise. — Monsieur le Président, M. Hotyat m'a interrogé sur l'évolution de la modification de la loi organique du 29 mars 1962 relative à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire et particulièrement sur l'inscription dans ce projet d'une réglementation concernant l'étude d'impact.

Notre Exécutif a approuvé l'avant-projet de loi, le 12 janvier 1987.

Trois objectifs y figurent. Le premier: adapter les dispositions actuelles à la spécificité de notre Région; le deuxième: simplifier l'arsenal normatif actuellement en place; le troisième: affirmer ou compléter les mécanismes existants en fonction des leçons tirées de l'expérience et compte tenu d'exigences nouvelles.

Cet avant-projet a été soumis à une large consultation des nombreux milieux bruxellois intéressés. Les réactions et observations de leurs représentants m'ont été communiquées. Elles font l'objet d'une analyse nouvelle d'un groupe intercabinet, celui qui a élaboré l'avant-projet initial. Dès que ce travail sera terminé — il l'est pratiquement —, l'Exécutif régional bruxellois se prononcera sur un projet définitif.

Mais avant de soumettre celui-ci à l'Exécutif, je veillerai à recevoir la Conférence des bourgmestres et je puis vous assurer, d'ores et déjà, que le rôle et l'autonomie des communes bruxelloises y seront particulièrement soulignés.

Il me paraît raisonnable de prévoir le dépôt de ce projet de loi à la fin de cette année; si, d'aventure, il peut être prêt avant, tant mieux.

Comme plusieurs membres l'ont souhaité, je confirme l'engagement que nous avons pris de traiter ce projet de loi important en assemblée bruxelloise dite informelle.

A propos du point spécifique qui a été soulevé concernant l'étude d'impact, je dirai très clairement aux intervenants — j'y reviendrai dans le cadre du débat sur le projet de loi — que la nouvelle loi prévoira le principe de l'étude d'impact au sens de la circulaire européenne et qu'un arrêté déterminera le type de travaux soumis aux études d'impact et sur lesquels nous aurons l'occasion de délibérer.

En ce qui concerne la Société des transports intercommunaux de Bruxelles, je continuerai, comme de nombreux membres de cette assemblée, à lutter pour obtenir un service de qualité pour les habitants et pour les navetteurs.

Vous avez, monsieur Hotyat, rappelé opportunément, au cours d'autres discussions en tout cas, la façon dont l'Exécutif s'était impliqué dans la décision du Conseil des ministres du 7 novembre 1986. Il s'agissait de la mise en métro lourde de la petite ceinture et cette décision a été complétée, à l'initiative de notre Exécutif, par la mise en place d'un réseau de surface performant et complémentaire.

Depuis lors, je n'ai cessé de négocier avec le ministre des Communications, pour qu'il mette intégralement en œuvre la décision du 7 novembre 1986, en ce compris l'aménagement de surface. C'est, vous en conviendrez, tout à fait positif.

Quant à la mise en place du nouveau conseil d'administration de la STIB, la décision relève exclusivement du ministre des Communications, et, on peut le regretter, l'Exécutif régional n'a pas, comme tel, de délégué au conseil d'administration de la STIB. Cependant, des responsables bruxellois siègeront — nous y avons veillé — dans ce nouveau conseil et je suis certain qu'ils défendront au mieux les intérêts de notre Région.

En ce qui concerne la rénovation urbaine, je rappelle et souligne que notre Région a conclu un accord avec la Société de développement régional de Bruxelles où se retrouvent partenaires publics et partenaires privés, tant du monde du travail que du monde de la finance. L'ensemble des forces vives de Bruxelles est donc concentré dans ce pararégional. C'est pour cette raison que nous avons conclu un accord avec la SDRB.

Dans le but de soutenir cet accord, d'importants moyens provenant de la ristourne des droits de succession — M. Hatry y a fait allusion ce matin encore — seront mis à la disposition de la SDRB: 625 millions pour 1986 et 625 millions pour 1987, dépenses courantes et dépenses d'investissement.

En ce moment, cette SDRB adapte statutairement ses structures à ses nouvelles missions. Il n'y a donc pas création de nouvel organisme, mais rationalisation d'organismes et association du secteur public et du secteur privé dans un but bien précis.

Il est intéressant de relever que, jusqu'à présent, les compétences d'ordre économique de rénovation des sites industriels désaffectés et de rénovation de l'habitat étaient assumées, de manière cloisonnée, par les différents services responsables. La nouvelle société de développement régional apportera, à cet égard, la cohésion indispensable pour réussir ce grand défi bruxellois.

Cette manière de procéder permettra de dégager des synergies efficaces, notamment entre les investissements publics et les investissements privés.

La mise en place de cette structure de rénovation constitue une tâche majeure de cette année budgétaire 1987.

Cette réorganisation de la politique de rénovation urbaine dans notre Région ne doit cependant pas nous faire perdre de vue le rôle déterminant — et j'insiste — des communes de la Région bruxelloise dans cette politique.

J'ai d'ailleurs veillé, dès ma désignation comme secrétaire d'Etat chargé de cette politique, à la simplification et à l'harmonisation des réglementations relatives aux subsides en la matière.

Vous le savez, les études sont dorénavant subsidiées. Ce n'était pas le cas antérieurement, ce qui bloquait nombre de communes, vu leur manque de moyens financiers.

Mieux: les avances récupérables sont liquidées dès la commande, ce qui permet d'alléger les charges financières des communes. La SDRB s'ouvre donc à un rôle nouveau d'outil régional de rénovation. Cette société mixte pourra réaliser tous les montages nécessaires à la multiplication des opérations de rénovation dans notre Région.

L'Exécutif régional doit veiller — et c'est important — à la planification de ces opérations de rénovation en transcendant les opérations locales et en privilégiant celles susceptibles d'avoir le plus de retombées

positives permettant de favoriser un véritable développement socio-économique de notre Région.

Les aspects sociaux de la problématique de la rénovation, on l'a déjà souligné, sont capitaux. Je pense, par exemple, au problème de l'immigration.

J'ajoute que l'Exécutif de la Région bruxelloise n'oublie certes pas de poursuivre la campagne «Habiter Bruxelles» et a, dans cet esprit, publié une nouvelle brochure d'information sur les différentes primes accessibles aux particuliers.

Les points principaux de la politique menée par l'Exécutif sont, en résumé: poursuite de l'aide aux communes, facilité d'octroi, à celles-ci, d'aides pour la rénovation, création d'un outil mixte et performant, en collaboration et au sein de la SDRB et, enfin, poursuite et intensification des aides aux particuliers.

Il s'agit donc à la fois d'une simplification et d'une restructuration, qui auront le mérite, je l'espère, d'entraîner des résultats concrets, perceptibles sous peu. D'ailleurs, comme M. Vervaeke l'a souligné et je l'en remercie, on observe déjà, dans d'autres domaines, un certain nombre de résultats concrets à la suite de l'action que nous avons menée.

Mme De Pauw, M. Hotyat et d'autres intervenants m'ont demandé ce que deviendraient les commissions, dites de concertation, au lendemain du vote, par votre assemblée, du projet de loi sur l'Agglomération.

Il est exact qu'il faudra alors modifier l'arrêté royal relatif à ces commissions. Et je voudrais, en l'occurrence, faire une déclaration importante: il n'entre pas dans mes intentions de renforcer, par cet arrêté royal, la représentation de la Région. Il est clair que nous devons faire en sorte, dans le respect du même équilibre que celui existant actuellement entre les différents pouvoirs concernés, qu'une nouvelle harmonie préside aux travaux qui se dérouleront au sein de ces commissions de concertation. Cette question est, pour l'instant, à l'étude, et je veillerai à déposer un arrêté royal, dans les toutes prochaines semaines, lorsque paraîtra la loi, que votre assemblée aura bien voulu voter.

En ce qui concerne la circulation automobile, je crois avoir répondu à la question relative aux études d'impact. Je voudrais cependant signaler que la Région bruxelloise a participé activement aux travaux de la commission interministérielle, consacrés à l'étude du trafic aux heures de pointe, commission qui s'est déjà réunie à quatre reprises, sous la présidence du secrétaire général du ministère des Communications. Il faut savoir que la densité de circulation résulte, pour l'essentiel, du flux de population immigrant vers Bruxelles, ou sortant de notre ville, selon les heures de la journée. Il s'imposait, à mon sens, que le problème des «heures de pointe» fasse l'objet d'un examen au niveau national, avec la participation active de notre Région, ce qui est d'ailleurs le cas. J'espère que la commission, mise en place à cet effet, aboutira à d'excellents résultats.

Je voudrais également rappeler que notre Région ne dispose pas d'un modèle mathématique de trafic, permettant d'évaluer l'impact de nouveaux aménagements routiers sur la situation actuelle. C'est pourquoi — et cela correspond exactement au souci exprimé par plusieurs intervenants, tant de la majorité que de l'opposition — l'Exécutif a confié une mission au bureau d'études STRATEC, afin de collecter les données nécessaires à la mise au point de ce modèle. Les résultats de cette étude seront connus au début de l'année prochaine.

Ils sont, de toute évidence, du plus haut intérêt pour l'examen des divers projets d'aménagement qui nous sont soumis. Il est, en effet, établi que sans ces données essentielles, il est extrêmement difficile d'évaluer les effets de la réalisation de nouvelles voiries sur les débordements dans les voiries locales du trafic de transit, notamment. L'étude doit déboucher sur une sélection des aménagements les mieux à même de résoudre les problèmes examinés.

Avant d'aborder l'espace Bruxelles-Europe, la problématique des bureaux, en Région bruxelloise, ainsi que le projet «Quartier Léopold», je voudrais simplement indiquer qu'à l'occasion de ces études ponctuelles, mais suffisamment vastes, sont apparus, de façon claire et scientifique, certains mécanismes pervers, en termes de circulation, de modification de logements en bureaux et de destruction d'espaces publics. Tous ces aspects, qui semblaient confus dans l'esprit de nombreux responsables bruxellois, leur sont apparus beaucoup plus clairement à l'occasion de ces diverses études.

Il est évident que mon souci n'est pas de faire réaliser des études de qualité, pour les placer ensuite dans une bibliothèque mais, bien au contraire, d'encourager ceux et celles qui, depuis de nombreuses années, plaident pour une concertation entre les différents pouvoirs concernés

pour non seulement mener une politique d'aménagement structurée entre les pouvoirs publics et le secteur privé, mais pour établir un équilibre au sein d'un certain nombre de zones bruxelloises entre le logement qui doit être rénové, voire reconstruit, et les quartiers où il doit être supprimé pour faire place au secteur tertiaire.

Sur base et de cet équilibre et des éléments scientifiques et urbanistiques qui émaneront des études en question, ainsi que des nombreux travaux qui ont été réalisés par des personnes compétentes, nous pourrions, au moyen de la nouvelle loi sur l'urbanisme que nous voterons, je l'espère, au début de l'année prochaine, établir ensemble les règles d'un aménagement cohérent de notre ville, en 1988.

Je désire rapidement, afin de ne pas prolonger le débat, vous entretenir de la problématique des bureaux, en Région bruxelloise, qui revêt un caractère particulièrement important. Le développement de la fonction tertiaire y a pris des proportions qu'il convient incontestablement de maîtriser. Il est faux de prétendre, comme l'a fait M. Hotyat — et je le prie de m'excuser car il est très souvent objectif — que l'Exécutif et essentiellement le secrétaire d'Etat, compétent en la matière, accentueraient le caractère tertiaire de notre cité. Cette accusation me semble totalement non fondée.

Je crois, par contre, pouvoir affirmer que l'Exécutif prend actuellement toutes les mesures nécessaires pour que le développement européen à Bruxelles, notamment au niveau des bureaux, s'effectue dans la cohérence, et fournit parallèlement un effort important dans le domaine de la rénovation, de même que sur le plan urbanistique pour permettre la création de logements de qualité.

Tel est le défi que l'Exécutif et l'interlocuteur actuel tentent de relever avec les pouvoirs communaux.

Comme je l'ai dit, le développement de la fonction tertiaire a pris, à Bruxelles, des proportions qu'il convient de maîtriser. Conscient que «l'art urbain» requiert un équilibre difficile à atteindre, au niveau des fonctions essentielles, telles que «habiter, travailler, se détendre», je me suis néanmoins fixé comme objectif d'y tendre, dans toute la mesure du possible.

Je peux prouver, à chaque moment, que toute ma politique d'aménagement va dans ce sens et, au-delà d'un accord théorique, vise à en assurer la concrétisation.

J'en veux pour preuve la convention que l'Exécutif a signée, et que j'ai signée avec le ministre des Travaux publics, pour ce qu'il est convenu d'appeler, en termes de logement, le «Conseil des ministres européens» et le «triangle Communes-Froissart».

Les accords sont pris entre le gouvernement belge, responsable, et l'Exécutif, pour ce qui regarde le développement du logement, dans le quartier européen.

Je vous rappelle la convention signée entre les promoteurs privés et l'Exécutif régional, pour ce qui concerne le centre international à la gare du quartier Léopold. Ainsi, dans l'optique d'une véritable politique régionale intégrée d'implantation de bureaux, y compris ceux des administrations publiques, une étude concrète a été décidée par l'Exécutif, sur ma proposition, afin que ce dernier puisse traiter, en partenaire averti, avec les milieux concernés.

Cette étude devra permettre, sur base des documents reflétant les préoccupations de tous les intervenants, des administrations concernées, des utilisateurs des milieux urbains et des groupes soucieux de l'évolution de la ville, de dégager les solutions qui s'imposent.

De heer Vervaeke heeft gelijk wanneer hij de mentaliteitsverandering onderstreept die aan de basis ligt van de stedenbouw, het huisvestingsbeleid, enzovoort!

En ce qui concerne le quartier Léopold, je crois utile de rappeler aux divers intervenants que le projet d'aménagement du quartier de la gare du Luxembourg et de ses abords a été examiné à la suite d'une demande émanant de groupes privés, en vue de construire un centre international de Congrès, équipement qui fait défaut à notre Région.

Comme tout autre projet, ce dernier — le seul qui nous ait été proposé — a été examiné avec attention par notre Exécutif régional. Il a été jugé suffisamment crédible pour présenter un intérêt manifeste pour l'avenir de notre Région.

Il ne m'appartient nullement de m'immiscer dans la désignation des auteurs de projets, qui est du ressort des investisseurs privés concernés.

La concertation et l'enquête publique se sont déroulées suivant les règles en vigueur. L'enquête a, par ailleurs, été précédée d'une conférence de presse au cours de laquelle le projet a été présenté.

La commission de concertation a écouté les habitants au cours de deux longues séances et a rendu un avis tenant compte des nombreuses remarques et suggestions des parties intéressées.

Un projet adapté fera l'objet d'une nouvelle demande de certificat d'urbanisme numéro 2; il sera accompagné d'une étude décrivant les effets du projet sur la situation existante. Une fois de plus, voici un projet précis dont est saisi l'Exécutif: il a été porté à bonne fin et traité, comme la loi le prévoit, par le biais de deux réunions de concertation. L'avis unanime, circonstancié, qui a été remis par la commission de concertation, sera suivi et le projet que nous déposerons en tiendra compte ainsi que des remarques formulées à d'autres occasions.

Répondant à un membre qui m'a interrogé sur la politique en matière de cyclisme, je me bornerai à l'informer que l'attitude, tant des administrations que des associations regroupant les cyclistes est, à mon sens, excessivement hésitante quant à la manière d'intégrer ce mode de déplacement dans la politique générale des transports.

L'étude de faisabilité d'une promenade verte, cyclo-piétonne — on y a fait référence — commandée par mon prédécesseur, Mme Goor, et reliant les différents espaces verts de la Région, est aujourd'hui terminée. L'administration régionale en examine les conclusions afin de déterminer les moyens budgétaires et juridiques à mettre en œuvre.

Par ailleurs, je rappelle que la Région alloue des subsides aux quelques communes, peu nombreuses, qui projettent la création de pistes cyclables.

Avant d'en revenir au domaine du bicommunautaire qui a été évoqué ce matin, je voudrais répondre aux questions relatives à la CIBE. Il est vrai que l'assemblée générale de la CIBE a autorisé les communes à se défaire, d'une certaine façon, d'une tutelle parfois excessive.

Se fondant notamment sur le plan, dit de restructuration, adopté par l'Exécutif et par le gouvernement à la fin de l'année dernière, les dix-neuf communes bruxelloises tentent actuellement de trouver un accord pour créer une intercommunale de distribution d'eau.

Pour les aider à créer cette intercommunale, l'Exécutif a notamment mis à leur disposition une étude réalisée, à charge de la Région, par le professeur Pestieau, de l'Université de Liège.

Cet éminent scientifique a mené diverses recherches et études d'où il ressort que les communes bruxelloises — et donc leurs habitants — ont intérêt, dans un premier temps, à se structurer sous forme d'une intercommunale pure. Par la suite, cette entité juridique sera à même d'estimer, sur base des éléments qui lui auront été fournis dans l'étude du professeur Pestieau, si elle a intérêt à rester une intercommunale pure ou s'il est préférable qu'elle devienne une intercommunale mixte, le but final, de toute manière, étant de faire en sorte que le prix de l'eau diminue, dans la mesure du possible, pour les consommateurs privés et industriels.

Je parle pour la Région bruxelloise, mais le cas est vrai, par analogie, pour d'autres entités communales qui auraient à traiter du même problème, dans d'autres Régions. Nous attendons les résultats de ces conversations.

Nous envisageons, par ailleurs, la désignation d'un audit qui devra, à la demande de ces mêmes communes, examiner le fonctionnement de la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux.

Pour en terminer sur ce thème, qui me paraît important pour les habitants, je rappelle que les communes de Bruxelles sont actuellement responsables, en toute autonomie, du devenir de la distribution d'eau à Bruxelles, qu'elles disposent, pour en décider, d'un rapport du professeur Pestieau, et que, de plus, elles disposeront par la suite des conclusions d'un audit.

Enfin, mon administration s'emploie actuellement à rédiger de manière objective un cahier des charges qui sera mis à la disposition des communes désireuses de constituer cette intercommunale, et qui servira de base à l'appel d'offres au secteur privé.

Nous espérons ainsi, monsieur le Président, chers collègues, répondre au souci des communes de Bruxelles de pouvoir offrir de l'eau à meilleur compte à leurs habitants et à leurs entreprises.

M. Vandenhoute. — Monsieur le secrétaire d'Etat, il serait souhaitable, dans l'élaboration des statuts actuellement en discussion, que l'on prévoie la participation du secteur privé, ce que les textes actuels ne permettent pas.

M. Thys, secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au ministre de la Région bruxelloise. — Il ne m'appartient de rédiger les statuts. Je le

répète: un rapport scientifique, fruit des travaux du professeur Pestieau, a été remis aux communes et à la Conférence des bourgmestres. A elles de veiller à ce que les différentes possibilités que je viens d'exprimer puissent être retenues.

Je le dis très franchement: si les communes de Bruxelles — et je pèse mes mots — ne parviennent pas à faire preuve à cette occasion, et en pleine autonomie, d'un souci de cohérence et de simplification, je crains qu'un jour, une solution leur soit imposée et que l'autonomie communale soit alors beaucoup moins respectée.

Je rencontre donc votre préoccupation, mais j'estime qu'il est urgent de conclure dans les semaines ou dans les mois à venir, pour que nous puissions apporter une réponse adéquate à ce souci de restructuration.

J'en viens aux questions qui m'ont été posées sur la politique de l'emploi.

Les crédits inscrits à la section 35 «Politique de l'Emploi» ont été arrêtés en 1987, compte tenu des soldes disponibles au 31 décembre 1986, qui sont, bien entendu, automatiquement reportés dans le budget de la Région bruxelloise.

C'est en fonction de cette possibilité que les crédits ont été réduits parfois.

En réalité, pour 1987, les possibilités budgétaires sont les suivantes: article 12.32, frais d'études, 11,2 millions; article 33.06: subsides aux ASBL, 5,9 millions; article 33.07: subsides aux institutions de placement, 2,6 millions.

Les subsides à l'ONEM s'élèvent, compte tenu des soldes de 1986, pour le placement des travailleurs, à 50,8 millions et pour l'informatisation de l'ONEM à 37,7 millions.

Je puis certifier aux intervenants que la couverture budgétaire est largement assurée dans ces conditions, d'autant que, parallèlement à ces crédits traditionnels, un subside de 215,6 millions est prévu pour permettre la mise en route de l'Office régional bruxellois de l'emploi, résultant de l'accord dit de la Sainte-Catherine. C'est ce qui explique l'augmentation des crédits prévus à l'article 42.01: Subventions à l'ONEM.

En ce qui concerne les institutions bicommunales, je répondrai que la décision du Conseil des ministres du 31 mai 1986 a confié la responsabilité de la gestion des institutions bicommunales aux deux ministres des Réformes institutionnelles, en y associant les deux secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise.

Dans ce contexte, plusieurs législations et réglementations ont été réexaminées ou sont en cours d'évaluation.

En ce qui concerne les maisons de repos, je suis conscient du problème actuel des normes d'agrément des maisons de repos en Région bruxelloise et de l'ancienneté de la législation en vigueur. Les ministres et secrétaires d'Etat compétents dans les matières bicommunales, dont je viens de vous parler, ont chargé un groupe intercabinet de rédiger un projet de nouvelles normes d'agrément. Ce groupe a été mis en place dans le courant du mois de janvier 1987. Il vient de terminer ses travaux à la fin du mois de juin.

Le projet de nouvelles normes a été soumis à concertation. Une rencontre entre les membres du groupe de travail et les organisations représentatives du secteur a eu lieu le 29 juin. Ont été invités à faire part de leurs observations: Infor-home, le CBI, Femarbel, l'Union des villes et communes, la Conférence des présidents et secrétaires des CPAS de la Région bruxelloise. Ces observations, remarques et suggestions font actuellement l'objet d'un examen par le groupe de travail intercabinet et permettront d'affiner le projet d'arrêté royal dont je viens de parler.

Je veux donc signaler que, comme ce fut le cas pour les Communautés flamande et française, la Région bruxelloise sera incessamment dotée d'une législation nouvelle, indispensable pour répondre aux besoins actuels en matière de normes d'agrément pour les maisons de repos pour personnes âgées.

De même, la composition de la Commission nationale des maisons de repos, instituée par la loi de 1966, a été revue pour ne plus comprendre que des Bruxellois puisque son ressort est limité à Bruxelles depuis 1980.

L'arrêté royal du 21 mai 1987, dont vous avez fait état et qui fixe un prix de journée provisoire pour les institutions relevant du Fonds 1981, doit également être adapté.

Ainsi, il y a lieu de resituer cet arrêté royal dans son contexte d'évaluation de la politique d'hébergement des handicapés à Bruxelles. Le groupe de travail intercabinet a convenu de plusieurs mesures que je n'évoquerai pas ici — si un membre est intéressé, je puis les lui transmettre — mais qui forment un ensemble cohérent.

Enfin, divers intervenants, et notamment MM. Vervaeke et Valkeniers, ont souligné l'importance d'une politique coordonnée de l'immigration. Mon collègue Bascour y a fait allusion.

Je veux rappeler à ce sujet que le comité de concertation gouvernement national — Exécutifs régionaux a décidé, le 4 mai 1987, la création d'un comité ministériel mixte chargé d'élaborer une politique coordonnée d'immigration à Bruxelles.

Ce comité ministériel, monsieur le Président, chers collègues, réunit les membres de l'Exécutif, les ministres des Réformes institutionnelles chargés du bicommunautaire et les ministres des Communautés chargés de la politique d'accueil et d'intégration des immigrés. C'est donc une nouvelle opportunité à saisir.

Ik hoop samen met mijn collega's van dit interministerieel comité een volledig verslag te kunnen voorlezen vóór het einde van 1987. Ik herinner eraan dat ik als parlements lid een amendement heb ingediend bij het ontwerp van wet betreffende de inschrijving van de migranten en de naturalisatie, ertoe strekkende een nationale commissie voor studie van de immigratie op te richten. Die commissie, met als voorzitter de minister van Staat, de heer Vermeylen, en met als ondervoorzitter de gouverneur van Brabant, de heer Roggen, is niet bij machte geweest degelijk werk te leveren. Die commissie blijft evenwel de plaats bij uitstek om een gecoördineerd beleid uit te stippelen.

Tenslotte heb ik als staatssecretaris, bezorgd om de sociale problemen van de Brusselaars, contacten gehad met mijn collega's, de heer Dehaene en mevrouw Smet, om enerzijds de kredieten nodig voor het onthaal van de politieke vluchtelingen door de OCMW's van Brussel te deblokken en anderzijds, het plan om de politieke vluchtelingen over het land te verspreiden, opnieuw te onderzoeken.

Monsieur le Président, j'espère que les diverses réponses apportées aux membres de cette assemblée auront été suffisamment précises et complètes pour permettre à chacun d'apprécier à sa juste valeur les efforts de l'Exécutif régional en vue de réaliser un aménagement cohérent, d'achever les travaux entrepris, de répondre aux besoins en matière de moyens de transport, que nous voulons adaptés et valables, d'établir un équilibre entre les logements, les commerces et les bureaux et de permettre une rénovation effectuée par les communes, le secteur privé et la SDRB, c'est-à-dire par la Région. L'Exécutif régional souhaite également mener une politique sociale et une politique de l'emploi ainsi que résoudre le délicat problème de l'immigration. A défaut d'avoir convaincu tous les membres du Sénat, j'espère au moins avoir apporté à cette assemblée les éléments nécessaires à l'élaboration d'un jugement dont je regrette qu'il soit parfois trop sévère ou injuste.

J'ai plaidé une cause à laquelle je souhaite que le Sénat puisse apporter son appui en votant le budget proposé. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Valkeniers.

De heer Valkeniers. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal de vragen die ik vanmorgen aan de staatssecretaris heb gesteld, en waarop ik geen antwoord heb gekregen, opnieuw stellen.

Ik heb verweten dat de 50 pct. verhouding Nederlandstaligen-Fransstaligen voor het niveau één zowel in de gemeentediensten als in de OCMW's, in de praktijk nog steeds niet is bereikt. Ik heb gevraagd wat de Brusselse Executieve van plan is te doen opdat uiteindelijk deze 50 pct.-verhouding zoals op het nationale niveau zou worden bereikt. Ik meen dat staatssecretaris Thys daarvoor bevoegd is en derhalve op mijn vraag moet antwoorden.

Ik heb ook gevraagd wat de staatssecretaris denkt te doen in verband met de gesubsidieerde contractuelen te Brussel. Daar moeten ten minste 25 pct. Vlamingen worden aangeworven, vermits volgens het koninklijk besluit nummer 474 de plaatselijke besturen werkgever zijn, zodat de taalwetgeving van toepassing is. Op deze vraag heb ik evenmin antwoord gekregen.

Ik heb er eveneens op gewezen dat er in Brussel heel wat Franstalige instellingen tot nu toe geweigerd hebben te opteren voor de Franstalige Gemeenschap. Bijgevolg ontvangen zij nog steeds toelagen uit de nationale pot. Voor de Nederlandstalige instellingen is dat niet het geval. Ook hier vernam ik graag wat ter zake de bedoelingen zijn van de Brusselse Executieve.

Voorts heb ik gevraagd hoe de Brusselse Executieve de rol ziet van Brussel als Europese hoofdstad.

Tenslotte heb ik nog een vraag over de Brusselse Intercommunale Watermaatschappij. Sedert tien jaar worden mij allerhande beloften gedaan en nu schermt men met studies. Als burgemeester van een gemeente die aangesloten is bij de Brusselse Watermaatschappij, waarover de staatssecretaris de voogdij heeft, zie ik echter niets veranderen. Het bestuur van de maatschappij stelt reeds jaren een sanering in het vooruitzicht, maar het water wordt steeds duurder. Het water zou nochtans goedkoper moeten worden, want de afschrijvingen van Tailfer verminderen.

Tegelijkertijd duiken er Franse maatschappijen op die de gemengde intercommunale als oplossing voorschotelen. Ik betwijfel dit ten zeerste en heb dan ook tot nog toe geen verbintenissen willen aangaan. Mij interesseert vooral de prijs en de kwaliteit van het water. Waarborgen zijn er misschien wel voor de kwaliteit, maar niet voor de prijs.

Ik betreur dat ik mij als burgemeester van een Vlaamse gemeente voor deze aangelegenheid moet wenden tot een staatssecretaris voor het Brusselse Gewest. Er is echter helemaal geen duidelijkheid over het statuut van de Brusselse Watermaatschappij. Is een gemengde intercommunale al dan niet interessant? De staatssecretaris spreekt over de studie van professor Pestieau. Als aangesloten gemeente menen wij recht te hebben op deze studie. Wanneer krijgen wij de resultaten van het audit waarover hij spreekt? Ik ben het beu om aangesloten te zijn bij een intercommunale zonder enige inspraak te hebben en zonder op de hoogte te worden gehouden van wat er gebeurt.

Op mijn vragen over deze punten heb ik geen antwoord gekregen van de staatssecretaris. Nochtans zou ik graag weten waar wij aan toe zijn. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Thys, secrétaire d'Etat.

M. Thys, secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au ministre de la Région bruxelloise. — Monsieur le Président, M. Valkeniers ne m'en voudra pas de lui rappeler que mes compétences, en tant que membre de l'Exécutif régional bruxellois, sont limitées aux dix-neuf communes, notamment en ce qui concerne la Compagnie intercommunale des Eaux.

M. Valkeniers. — Je le sais, monsieur le secrétaire d'Etat.

De heer Thys, staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, toegevoegd aan de minister van het Brusselse Gewest. — Ik heb geantwoord als lid van de Executieve van het Brusselse Gewest. Ik ben niet bevoegd voor andere gemeenten. In de toekomst zal dit misschien wel het geval zijn.

De heer Valkeniers. — Dit is een uitvlucht, mijnheer de staatssecretaris. De prijs van het water van de Brusselse Watermaatschappij is in de Brusselse gemeenten dezelfde als in de gemeenten buiten Brussel, aangesloten bij de BIWM.

De Voorzitter. — Mijnheer Valkeniers, u heeft gebruik gemaakt van het recht op repliek. Ik vraag u nu de staatssecretaris te laten antwoorden. Wij bevinden ons hier niet in de commissie, waar men eindeloos kan blijven voort discussiëren.

M. Thys, secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au ministre de la Région bruxelloise. — Nous pensons que le fait de permettre aux dix-neuf communes — c'est aussi valable pour d'autres communes — de s'adresser, sur base d'un appel d'offres et d'une étude objective, au secteur privé pour créer une intercommunale de distribution d'eau doit entraîner la réduction du coût de l'eau. C'est après avoir analysé les résultats de l'appel d'offres que l'Exécutif et les communes bruxelloises prendront leurs responsabilités.

De Brusselse Executieve is niet uitsluitend bevoegd voor de Brusselse Watermaatschappij. Andere leden van de regering zullen dus ook op die vraag van de heer Valkeniers moeten antwoorden.

Les autres points, en particulier le problème du personnel des CPAS, ne concernent pas directement le budget de la Région bruxelloise. Bien que, dans le cadre de cette discussion, nous ayons mêlé le secteur

bicommunautaire et le budget de la Région bruxelloise, les questions que vous évoquez relèvent d'un autre budget.

Il est clair que l'Exécutif est chargé de l'application des lois et donc aussi des lois linguistiques.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1986

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986.

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère de la Région bruxelloise pour 1986.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van het Brussels Gewest voor 1986.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir document n° 5-XXV-1, session 1985-1986, du Sénat).

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stuk nr. 5-XXV-1, zitting 1985-1986, van de Senaat).

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses du budget du ministère de la Région bruxelloise afférentes à l'année budgétaire 1986 des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Titre I			
Dépenses courantes	4 958,5	50,0	40,0
Titre II			
Dépenses de capital	4 225,2	1 040,1	392,6
Totaux	9 183,7	1 090,1	432,6

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I) en voor de kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel I. Voor de uitgaven van de begroting van het ministerie van het Brussels Gewest voor het begrotingsjaar 1986 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen frank) :

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten
Titel I			
Lopende uitgaven	4 958,5	50,0	40,0
Titel II			
Kapitaaluitgaven	4 225,2	1 040,1	392,6
Totalen	9 183,7	1 090,1	432,6

Die kredieten worden opgesomd onder titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

— Adopté.

Aangenomen

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant de 5 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire du ministère de la Région bruxelloise, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 100 000 francs.

Autorisation est donnée à ce comptable de consentir aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 100 000 francs.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers, peut également se faire par avance de fonds, quel qu'en soit le montant.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. In afwijking van artikel 15 van de organieke wet op de inrichting van het Rekenhof van 29 oktober 1846, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 5 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtige van het ministerie van het Brussels Gewest, om onafhankelijk van de kleine uitgaven de schuldvorderingen te betalen die 100 000 frank niet te boven gaan.

Deze rekenplichtige wordt gemachtigd de nodige voorschotten te verlenen aan de ambtenaren en experten belast met een zending in het buitenland, zelfs indien deze voorschotten meer dan 100 000 frank bedragen.

De betaling van de erelonen van experten uit het buitenland en aan de kostenvoortspruitend uit regelingen met vreemde landen mag eveneens per geldvoorschotten gebeuren, wat ook het bedrag ervan weze.

— Adopté.

Aangenomen

Art. 3. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, §§ 1^{er} et 2, et de l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes des crédits non dissociés et les soldes des crédits dissociés au 31 décembre 1986 sont reportés à l'année suivante et réunis à l'allocation correspondante du budget de ladite année.

Art. 3. In afwijking op de beschikkingen van artikel 1, §§ 1 en 2, en van artikel 2, 1^o, van het koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986 houdende wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijksboekhouding, worden de saldi van de niet-gesplitste kredieten en de saldi van de gesplitste kredieten op 31 december 1986 overgedragen naar het volgend jaar en samengevoegd met de overeenkomstige goedkeuring van de begroting voor dit laatste jaar.

— Adopté.

Aangenomen

Art. 4. Le Roi peut, en cas de besoin, et dans le cadre des crédits totaux prévus au titre I du tableau annexé à la présente loi, opérer des transferts entre crédits d'ordonnancement, entre crédits non dissociés. Les arrêtés de transfert sont soumis à l'accord de l'Exécutif de la Région bruxelloise.

Art. 4. De Koning kan, indien daaraan noodzaak bestaat, binnen het kader van de totale kredieten voorzien in titel I van de tabel in bijlage gevoegd bij onderhavige wet, overdrachten doorvoeren tussen de ordonnancingskredieten, tussen niet-gesplitste kredieten. De overdrachtsbesluiten worden aan de Executieve van het Brusselse Gewest ter goedkeuring voorgelegd.

— Adopté.

Aangenomen

Art. 5. Sur les crédits du titre I, Dépenses courantes, reportés à l'année budgétaire 1986, des transferts sont effectués entre les articles, et au prorata des montants indiqués dans le tableau ci-dessous :

Titre I (en francs)

	Réductions de crédits	Majorations de crédits
Section 31		
Art. 01.01.00.50	6 600 000	—
Art. 01.09.00.74	100 000	—
Art. 11.03.00.49	7 000 000	—
Art. 12.01.00.52	—	449 528
Art. 12.19.00.09	6 900 000	—
Section 32:		
Art. 12.01.00.79	347 295	—
Art. 43.01.00.67	4 000 000	—
Art. 43.02.00.70	521 500 000	—
Section 33:		
Art. 12.01.00.09	31 233	—
Art. 12.28.00.90	—	500 000
Art. 12.29.00.93	500 000	—
Art. 14.02.00.30	—	2 300 000
Art. 33.03.00.10	2 300 000	—
Section 34:		
Art. 12.23.00.05	4 000 000	—
Art. 32.04.00.31	28 000 000	—
Art. 41.01.00.06	28 000 000	—
Art. 41.01.01.07	—	56 000 000
Art. 41.04.00.15	11 000 000	—
Art. 41.07.00.24	—	39 600 000
Section 35:		
Art. 12.23.00.32	500 000	—
Art. 12.32.00.86	—	500 000
Art. 33.04.00.67	2 000 000	—
Art. 33.06.00.73	—	2 000 000
Section 36:		
Art. 12.01.00.90	71 000	—
Art. 41.61.01.47	—	521 500 000
Section 41:		
Art. 12.32.00.27	—	3 000 000
Art. 32.60.00.97	3 000 000	—
Totaux	625 849 528	625 849 528

Art. 5. Op de kredieten van titel I, lopende uitgaven, overgedragen naar het begrotingsjaar 1986, worden transferten verricht tussen de artikelen *a ratio* van de bedragen vermeld in de tabel hieronder :

Titel I (in franken)

	Kredietver- minderingen	Kredietver- meerderingen
Sectie 31:		
Art. 01.01.00.50.	6 600 000	—
Art. 01.09.00.74	100 000	—
Art. 11.03.00.49.	7 000 000	—
Art. 12.01.00.52.	—	449 528
Art. 12.19.00.09	6 900 000	—
Sectie 32:		
Art. 12.01.00.79	347 295	—
Art. 43.01.00.67	4 000 000	—
Art. 43.02.00.70.	521 500 000	—
Sectie 33:		
Art. 12.01.00.09	31 233	—
Art. 12.28.00.90.	—	500 000
Art. 12.29.00.93.	500 000	—
Art. 14.02.00.30.	—	2 300 000
Art. 33.03.00.10	2 300 000	—
Sectie 34:		
Art. 12.23.00.05	4 000 000	—
Art. 32.04.00.31.	28 000 000	—
Art. 41.01.00.06.	28 000 000	—
Art. 41.01.01.07.	—	56 000 000
Art. 41.04.00.15.	11 000 000	—
Art. 41.07.00.24	—	39 600 000
Sectie 35:		
Art. 12.23.00.32	500 000	—
Art. 12.32.00.86	—	500 000
Art. 33.04.00.67.	2 000 000	—
Art. 33.06.00.73	—	2 000 000
Sectie 36:		
Art. 12.01.00.90.	71 000	—
Art. 41.61.01.47.	—	521 500 000
Sectie 41:		
Art. 12.32.00.27.	—	3 000 000
Art. 32.60.00.97.	3 000 000	—
Totalen	625 849 528	626 849 528

— Adopté.

Aangenomen

Art. 6. Par dérogation aux dispositions contenues à l'article 3 de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, l'Office national de l'Emploi — Région bruxelloise — est autorisé à reporter à l'année budgétaire 1986, le solde des subventions non utilisées à la fin de l'année budgétaire 1985.

Art. 6. In afwijking op de beschikkingen vervat in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen, is de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening — Brusselse Gewest — ertoe gemachtigd het saldo van de niet-gebruikte toelagen op het einde van het begrotingsjaar 1985 over te dragen naar het begrotingsjaar 1986.

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières aux dépenses de capital

Art. 7. Le ministre de la Région bruxelloise est autorisé, en dérogation à l'article 78 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, à inscrire une dotation complémentaire de 115 millions de francs au Fonds des communes.

Bijzondere beschikkingen inzake de kapitaaluitgaven

Art. 7. De minister van het Brusselse Gewest wordt, in afwijking op artikel 78 van de wet van 5 januari 1976 met betrekking tot de begrotingsvoorstellen 1975-1976, gemachtigd een aanvullende dotatie van 115 miljoen in te schrijven op het Gemeentefonds.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, §§ 1^{er} et 2, et de l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes des crédits non dissociés et les soldes des crédits dissociés au 31 décembre 1986 sont reportés à l'année suivante et réunis à l'allocation correspondante du budget de ladite année.

Art. 8. In afwijking op de beschikkingen van artikel 1, §§ 1 en 2, en van artikel 2, 1^o, van het koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986 houdende wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijksboekhouding, worden de saldi van de niet-gesplitste kredieten en de saldi van de gesplitste kredieten op 31 december 1986 overgedragen naar het volgend jaar en samengevoegd met de overeenkomstige goedkeuring van de begroting voor dit laatste jaar.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Le Roi peut, en cas de besoin, et dans le cadre des crédits totaux prévus au titre II du tableau annexé à la présente loi, opérer des transferts entre crédits d'ordonnancement, entre crédits non dissociés.

Les arrêtés de transfert sont soumis à l'accord de l'Exécutif de la Région bruxelloise.

Art. 9. De Koning kan, indien daaraan noodzaak bestaat, binnen het kader van de totale kredieten voorzien in titel II van de tabel in bijlage gevoegd bij onderhavige wet, overdrachten doorvoeren tussen de ordonnanceringskredieten, tussen de niet-gesplitste kredieten.

De overdrachtbesluiten worden aan de Executieve van het Brusselse Gewest ter goedkeuring voorgelegd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Sur les crédits du titre II, Dépenses de capital, reportés à l'année budgétaire 1986, des transferts sont effectués entre les articles et au prorata des montants indiqués dans le tableau ci-dessous :

Titre II (en francs)

	Réductions de crédits	Majorations de crédits
Partie I		
Section 32:		
Art. 63.01.00.37	27 900 000	—
Section 33:		
Art. 63.09.00.88. — Crédits d'ordon-		
nancement	109 000 000	—
Art. 71.01.00.39. — Crédits d'engage-		
ment	262 000 000	—
Art. 71.01.00.39. — Crédits d'ordon-		
nancement	101 000 000	—
Art. 71.01.01.40. — Crédits d'engage-		
ment	—	—
Art. 71.01.01.40. — Crédits d'ordon-		
nancement	—	50 000 000
Art. 71.01.02.41. — Crédits d'engage-		
ment	—	—
Art. 71.01.02.41. — Crédits d'ordon-		
nancement	—	51 000 000
Art. 73.11.00.87. — Crédits d'engage-		
ment	130 000 000	—
Art. 73.11.00.87. — Crédits d'ordon-		
nancement	50 000 000	—
Art. 73.11.01.88. — Crédits d'engage-		
ment	—	262 000 000
Art. 73.11.01.88. — Crédits d'ordon-		
nancement	—	25 000 000
Art. 73.11.02.89. — Crédits d'engage-		
ment	—	130 000 000
Art. 73.11.02.89. — Crédits d'ordon-		
nancement	—	25 000 000
Section 38:		
Art. 51.82.00.43. — Crédits d'engage-		
ment	16 124 177	—
Art. 51.90.00.67. — Crédits d'engage-		
ment	5 000 000	—
Art. 63.82.00.54. — Crédits d'engage-		
ment	1 000 000	—
Art. 63.83.00.57. — Crédits d'engage-		
ment	—	37 031 177
Art. 63.84.00.60. — Crédits d'engage-		
ment	14 907 000	—
Section 40:		
Art. 61.86.00.05.	—	109 000 000
Section 41:		
Art. 71.60.00.44. — Crédits d'engage-		
ment	14 500 000	—
Art. 73.60.00.62. — Crédits d'engage-		
ment	—	14 500 000
Partie II		
Section 11:		
Art. 74.01.00.54.	—	700 801
Section 31:		
Art. 74.01.00.12.	—	2 035 354
Section 32:		
Art. 63.05.00.49.	—	368 500 000
Section 33:		
Art. 52.03.00.68.	—	11 000 000
Art. 74.02.00.69.	8 736 155	—
Art. 81.01.00.32.	5 000 000	—
Section 34:		
Art. 61.06.00.88.	—	27 900 000
Art. 81.01.00.59.	—	3 060 000
Art. 81.03.00.65.	3 060 000	—
Section 36:		
Art. 61.63.00.22.	—	144 900 000
Art. 61.90.01.07.	374 900 000	—
Art. 61.90.02.08.	138 500 000	—
Totaux	558 096 155	667 096 155
Crédits d'engagement	443 531 177	443 331 177
Crédits d'ordonnancement	260 000 000	151 000 000

Art. 10. Op de kredieten van titel II, Kapitaaluitgaven, overgedragen naar het begrotingsjaar 1986, worden overdrachten doorgevoerd tussen de artikelen, en a rato van de bedragen vermeld in de onderstaande tabel:

Titel II (in franken)

	Kredietverminderingen	Kredietvermeerderingen
Deel I		
Sectie 32:		
Art. 63.01.00.37	27 900 000	—
Sectie 33:		
Art. 63.09.00.88. — Ordonnanceskredieten.	109 000 000	—
Art. 71.01.00.39. — Vastleggingskredieten.	262 000 000	—
Art. 71.01.00.39. — Ordonnanceskredieten.	101 000 000	—
Art. 71.01.01.40. — Vastleggingskredieten.	—	—
Art. 71.01.01.40. — Ordonnanceskredieten.	—	50 000 000
Art. 71.01.02.41. — Vastleggingskredieten.	—	—
Art. 71.01.02.41. — Ordonnanceskredieten.	—	51 000 000
Art. 73.11.00.87. — Vastleggingskredieten.	130 000 000	—
Art. 73.11.00.87. — Ordonnanceskredieten.	50 000 000	—
Art. 73.11.01.88. — Vastleggingskredieten.	—	262 000 000
Art. 73.11.01.88. — Ordonnanceskredieten.	—	25 000 000
Art. 73.11.02.89. — Vastleggingskredieten.	—	130 000 000
Art. 73.11.02.89. — Ordonnanceskredieten.	—	25 000 000
Sectie 38:		
Art. 51.82.00.43. — Vastleggingskredieten.	16 124 177	—
Art. 51.90.00.67. — Vastleggingskredieten.	5 000 000	—
Art. 63.82.00.54. — Vastleggingskredieten.	1 000 000	—
Art. 63.83.00.57. — Vastleggingskredieten.	—	37 031 177
Art. 63.84.00.60. — Vastleggingskredieten.	14 907 000	—
Sectie 40:		
Art. 61.86.00.05.	—	109 000 000
Sectie 41:		
Art. 71.60.00.44. — Vastleggingskredieten.	14 500 000	—
Art. 73.60.00.62. — Vastleggingskredieten.	—	14 500 000
Deel II		
Sectie 11:		
Art. 74.01.00.54	—	700 801
Sectie 31:		
Art. 74.01.00.12	—	2 035 354
Sectie 32:		
Art. 63.05.00.49	—	368 500 000
Sectie 33:		
Art. 52.03.00.68	—	11 000 000
Art. 74.02.00.69	8 736 155	—
Art. 81.01.00.32	5 000 000	—

Sectie 34:

Art. 61.06.00.88	—	27 900 000
Art. 81.01.00.59	—	3 060 000
Art. 81.03.00.65	3 060 000	—

Sectie 36:

Art. 61.63.00.22	—	144 900 000
Art. 61.90.01.07	374 900 000	—
Art. 61.90.02.08	138 500 000	—

	Totalen	558 096 155	667 096 155
Vastleggingskredieten.		443 531 177	443 331 177
Ordonnanceskredieten.		260 000 000	151 000 000

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (titre IV)

Art. 11. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à 9 967 300 000 francs pour les recettes et à 14 054 500 000 francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 11. De verrichtingen op de speciale fondsen, die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 9 967 300 000 frank voor de ontvangsten en 14 054 500 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 12. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau annexé à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes, sont désignés par l'indice C.

Art. 12. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het visum van het Rekenhof worden voorgelegd, zijn door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomsten van de minister van Financiën wordt beschikt, zijn door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. § 1. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 60.01.A, section 34 — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale — du titre IV du tableau annexé à la présente loi, sont accordées pour l'année 1986 à concurrence de 2 200 000 000 de francs pour le secteur « Affaires économiques », dont 1 200 000 000 de francs pour les dépenses courantes et 1 000 000 000 de francs pour les dépenses de capital, à concurrence de 728 500 000 francs pour le secteur « Classes moyennes », dont 575 000 000 de francs pour les dépenses courantes et 153 500 000 francs pour les dépenses de capital et à concurrence de 200 000 000 de francs pour le secteur « Travaux publics » en dépenses de capital.

§ 2. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 66.10.A, section 34 — Fonds des prototypes — du titre IV du tableau annexé à la présente loi, sont accordées pour l'année 1986 à concurrence de 168 000 000 de francs.

§ 3. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 60.04.A, section 40 — Fonds de lutte contre les nuisances — du titre IV du tableau annexé à la présente loi, sont accordées pour l'année 1986 à concurrence de 615 000 000 de francs.

Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes dans les formes de la réglementation en la matière.

Art. 13. § 1. Met betrekking tot het artikel 60.01.A, sectie 34 — Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie — van titel IV, van de tabel gevoegd bij deze wet, worden voor het jaar 1986 nieuwe vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 2 200 000 000 frank voor de sector « Economische Zaken », waarvan 1 200 000 000 frank voor de lopende uitgaven en 1 000 000 000 frank voor de kapitaaluitgaven, tot beloop van 728 500 000 frank voor de sector « Middenstand », waarvan 575 000 000 frank voor de lopende uitgaven en 153 500 000 frank voor de kapitaaluitgaven en tot beloop van 200 000 000 frank voor de sector « Openbare werken » voor de kapitaaluitgaven.

§ 2. Met betrekking tot het artikel 66.10.A, sectie 34 — Fonds voor de prototypen — van titel IV, van de tabel gevoegd bij deze wet, worden voor het jaar 1986 nieuwe vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 168 000 000 frank.

§ 3. Met betrekking tot het artikel 60.04.A, sectie 40 — Fonds bestemd voor de strijd tegen de hinder — van titel IV, van de tabel gevoegd bij deze wet, worden voor het jaar 1986 nieuwe vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 615 000 000 frank.

Elke verbintenis aan te gaan uit deze hoofde wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof volgens de desbetreffende reglementering.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 14. Moyennant l'autorisation de l'Exécutif de la Région bruxelloise, le ministre de ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise pour les objets qui relèvent de sa compétence, peut disposer, en ce qui concerne l'article 60.01.A — partie I — du titre IV, des crédits prévus, à toutes fins utiles, dans le cadre de la politique économique régionale du gouvernement quelle que soit la nature des dépenses à prendre en charge.

Dans les limites des autorisations d'engagement visées à l'article 11, § 1^{er}, b, de la loi du 3 octobre 1976 contenant le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1975, des transferts d'engagement et d'ordonnancement simultanés peuvent être effectués par arrêté royal délibéré en Exécutif de la Région bruxelloise de l'article 60.01.A de la partie II du titre IV, au même article figurant à la partie I du titre IV.

Art. 14. Met toestemming van de Executieve van het Brussels Gewest, mag de bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest, inzake artikel 60.01.A — deel I — van titel IV, voor de onder zijn bevoegdheid vallende materies, beschikken over de kredieten die zijn uitgetrokken tot al wat dienen kan in het raam van het regionaal economisch expansiebeleid van de regering ongeacht de aard van de ten laste te nemen uitgaven.

Binnen de perken van de vastleggingsmachtigingen bedoeld bij artikel 11, § 1, b, van de wet van 3 oktober 1976, houdende de begroting van de Brussels Gewestelijke Aangelegenheden voor het jaar 1975 kunnen vastleggings- en ordonnanceringsoverdrachten tegelijkertijd verwezenlijkt worden bij koninklijk besluit, beraadslaagd in de Executieve voor het Brussels Gewest, van het artikel 60.01.A van deel II van titel IV, naar hetzelfde artikel van deel I van titel IV.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 15. Le ministre de la Région bruxelloise est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, au Crédit communal de Belgique, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés à la Société de développement régional de Bruxelles en vue de l'acquisition de terrains et d'immeubles.

Ces engagements pourront porter en 1986 sur un volume de prêts ne dépassant pas 190 millions de francs.

Les charges des prêts seront imputées à l'article 60.01.A — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, secteur « Affaires économiques » du titre IV, du tableau annexé à la présente loi.

Art. 15. De minister van het Brussels Gewest is gemachtigd, in naam van de Staat, de verbintenis aan te gaan, bij de vervaldatum, aan het Gemeentekrediet van België de interest en de aflossing te betalen met een termijn van maximum 20 jaar, op de leningen aan de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel toegestaan met het oog op de verwerving van terreinen en gebouwen.

In 1986 zullen deze vastleggingen kunnen strekken op een leningenvolume dat de 190 miljoen frank niet overschrijdt.

De lasten van de leningen worden geïmputeerd op artikel 60.01.A — Fonds voor economische expansie en gewestelijke reconversie, sector « Economische Zaken » van titel IV, van de tabel gevoegd bij onderhavige wet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 16. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fond, qui fait l'objet de l'article 60.03.02.A, section 32, partie I du titre IV du tableau annexé à la présente loi se trouvera en position débitrice. Ces avances sont limitées au solde disponible au compte du fonds qui fait l'objet de l'article 60.03.A, section 32, partie II, du même titre.

Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fond, qui fait l'objet de l'article 60.02., section 32, partie I du titre IV du tableau annexé à la présente loi se trouvera en position débitrice.

Art. 16. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt van het artikel 60.03.02.A, sectie 32, deel I van titel IV van de bij deze wet gevoegde tabel zich in debettoestand zal bevinden. Die voorschotten worden beperkt tot het beschikbaar saldo van de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt voor het artikel 60.03.A, sectie 32, deel II, van dezelfde titel.

De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt van het artikel 60.02., sectie 32, deel I van titel IV van de bij deze wet gevoegde tabel zich in debettoestand zal bevinden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 17. Les sommes versées au receveur de l'enregistrement en application dans la Région bruxelloise, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970 et 22 décembre 1970, sont mises à la disposition du secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise pour être affectées au paiement des dépenses résultant de l'application, dans la Région bruxelloise, de la même loi modifiée du 29 mars 1962, à charge de l'article 66.03.A du titre IV — Section particulière, partie I.

Art. 17. De sommen gestort aan de ontvanger der registratie bij toepassing, in het Brussels Gewest, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en 22 december 1970, worden ter beschikking gesteld van de staatssecretaris voor het Brussels Gewest met het oog op de betaling van de uitgaven verschuldigd ingevolge de toepassing, in het Brussels Gewest, van dezelfde gewijzigde wet van 29 maart 1962, ten laste van artikel 66.03.A van titel IV — Afzonderlijke sectie, deel I.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 18. A charge des crédits de l'article 60.04.A de la section 40 de la partie II du titre IV dont dispose le ministre de ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent et à sa demande, le ministre des Finances acquiert les terrains nécessaires à la réalisation des projets d'installations d'épuration des eaux d'égout. Ces terrains seront mis à la disposition du ministre de ou du secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent tant qu'il sera maître de l'ouvrage des travaux. Ils seront mis ultérieurement à la disposition de l'organisme qui sera désigné comme maître de l'ouvrage en matière d'épuration dans la Région bruxelloise.

A charge des crédits du même fonds, le ministre de ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent peut assurer le financement intégral de l'étude de projets de travaux et la réalisation de ceux-ci, en

vue de l'épuration des eaux d'égout et des études relatives à la politique de l'eau.

Art. 18. Ten laste van de kredieten van artikel 60.04.A van afdeling 40 van deel II van titel IV, waarover de bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest beschikt, en op zijn aanvraag verwerft de minister van Financiën de terreinen die nodig zijn voor het verwezenlijken van de ontwerpen van zuiveringsinstallaties voor rioolwateren. Die terreinen zullen ter beschikking van de bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest worden gesteld zolang hij de bouwmeester van de werken is. Ze zullen later ter beschikking van het organisme worden gesteld, dat zal worden aangeduid als bouwmeester inzake zuivering in het Brussels Gewest.

Met het oog op de rioolwaterzuivering en de studies inzake het waterbeleid kan de bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest de volledige financiering van de ontwerpstudies van werken verzekeren en de uitvoering van deze werken, ten laste van de kredieten van hetzelfde fonds.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 19. En dérogation à l'article 3, premier alinéa, de la loi du 28 juin 1963, le fonds 60.02.01.A, section 33, partie II du titre IV, alimenté principalement par des crédits budgétaires, peut percevoir des recettes provenant des avances récupérables visées par l'article 7, § 3, de l'arrêté royal du 28 mars 1977 organique de la rénovation d'îlots dans la Région bruxelloise et par l'article 7, 2°, de l'arrêté royal du 8 février 1980 organique de la rénovation d'immeubles isolés de communes et des CPAS, du remboursement de subventions ainsi que toute recette liée à la politique de rénovation urbaine, de reconstruction, des espaces verts et des terrains industriels et artisanaux. Les recettes précitées peuvent être également affectées à la réalisation de la politique de la rénovation urbaine, des espaces verts, des terrains industriels et artisanaux.

Art. 19. In afwijking van artikel 3, eerste lid, van de wet van 28 juni 1963 kan het fonds 60.02.01.A, sectie 33, deel II van titel IV, voornamelijk gestijfd door begrotingskredieten, ontvangsten invorderen voortkomend uit terugvorderbare voorschotten beoogd door artikel 7, § 3, van het koninklijk besluit van 28 maart 1977 houdende organisatie van de woonkernvernieuwing in het Brussels Gewest en door artikel 7, 2°, van het koninklijk besluit van 8 februari 1980 houdende organisatie van de vernieuwing van afzonderlijke onroerende goederen van de gemeenten en van de OCMW's, uit de terugbetaling van toelagen alsook uit alle ontvangsten verbonden aan het beleid inzake stadskernvernieuwing, wederopbouw, groene ruimten en industriële en artisanale terreinen. De voornoemde ontvangsten mogen tegelijk worden toegekend voor de verwezenlijking van het beleid inzake stadskernvernieuwing, groene ruimten en industriële en artisanale terreinen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 20. Est autorisé le transfert du crédit de 354,6 millions nécessaire pour couvrir la charge des intérêts supplétifs dus par la Région bruxelloise pour l'emprunt de 4,7 milliards, contracté pour rencontrer les problèmes urgents de trésorerie des communes bruxelloises (arrêté royal n° 43 du 20 avril 1982), du fonds 60.03.00.61, partie II, section 32 du titre IV vers le fonds 60.03.02.79, partie I, section 32 du même titre.

Art. 20. Wordt gemachtigd de overdracht van het krediet van 354,6 miljoen noodzakelijk voor het dekken van de overige interestlast, verschuldigd door het Brussels Gewest op de lening van 4,7 miljard, aangegaan om tegemoet te komen aan de dringende thesauriebehoeften van de Brusselse gemeenten (koninklijk besluit nr. 43 van 20 april 1982), van het fonds 60.03.00.61, deel II, sectie 32 van titel IV, naar het fonds 60.03.02.79, deel I, sectie 32 van dezelfde titel.

— Adopté.

Aangenomen.

*Autres engagements couverts
par le budget de la Région bruxelloise*

Art. 21. Les crédits prévus dans le tableau ci-après peuvent être engagés et ordonnancés par arrêté royal délibéré au sein de l'Exécutif de la

Région bruxelloise, après constatation de l'approbation par ce dernier de plans d'assainissement financier stricts, par commune, et d'un plan de restructuration (en millions de francs).

Titre I:

Section 32, article 43.67: 887,9;

Section 33, article 01.01: 65,0.

Titre II — Partie I:

Section 33, article 01.01: 260,0;

Section 36, article 61.01: 191,8;

Section 36, article 61.02: 133,2.

Titre II — Partie II:

Section 32, article 63.04: 619,4.

*Andere verbintenissen toegelaten
door de begroting van het Brussels Gewest*

Art. 21. De kredieten in bijgaande tabel vermeld kunnen vastgelegd en geordnancéerd worden bij in de Executieve van het Brussels Gewest overlegd koninklijk besluit, nadat wordt vastgesteld dat deze haar goedkeuring heeft gehecht aan strenge financiële saneringsplannen per gemeente en aan een herstructureringsplan (in miljoenen franken).

Titel I:

Sectie 32, artikel 43.67: 887,9;

Sectie 33, artikel 01.01: 65,0.

Titel II — Deel I:

Sectie 33, artikel 01.01: 260,0;

Sectie 36, artikel 61.01: 191,8;

Sectie 36, artikel 61.02: 133,2.

Titel II — Deel II:

Sectie 32, artikel 63.04: 619,4.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 22. Les soldes disponibles des autorisations d'engagement ouvertes par la présente loi ainsi que par les lois budgétaires antérieures peuvent être reportés à l'année suivante.

Art. 22. De beschikbare saldi van de machtigingen om verbintenissen aan te gaan verleend door deze wet, evenals door de vorige begrotingswetten, mogen naar het volgend jaar worden overgedragen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 23. Le ministre de ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent peut autoriser les organismes indiqués ci-après à souscrire des engagements jusqu'au montant indiqué:

— Société nationale du logement: 500 000 000 de francs.

— Ligue des Familles nombreuses de Belgique: 500 000 000 de francs.

Art. 23. De bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest wordt ertoe gemachtigd de hieronder vermelde instellingen toe te laten verbintenissen te onderschrijven, tot het aangegeven bedrag:

— Nationale Maatschappij voor de huisvesting: 500 000 000 frank.

— Bond der Kroostrijke Gezinnen van België: 500 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 24. Tout engagement à prendre sur les autorisations d'engagement reportées, en vertu de l'article 22 de la présente loi, est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Avant le dix de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des comptes avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires, mentionnant, d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

Le relevé du mois de décembre constitue le relevé récapitulatif annuel.

La Cour des comptes renvoie aux ministres des Finances et de la Région bruxelloise, dans les dix jours suivant leur réception, deux exemplaires arrêtés par elle du relevé récapitulatif annuel.

Art. 24. Elke verbintenis aan te gaan op de overgedragen vastleggings-machtigingen, krachtens artikel 22 van deze wet wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Vóór de tiende van iedere maand, legt de controleur der vastleggingen aan het Rekenhof een in drievoud opgemaakte lijst met de verantwoordingsstukken voor, die, eensdeels, het bedrag vermeldt van de vastleggingen die tijdens de afgelopen maand geveerd werden, en, anderdeels, het bedrag aangeeft van de vastleggingen die geveerd werden sinds het begin van het jaar.

De lijst van de maand december maakt de jaarlijkse verzamelstaat uit.

Binnen de tien dagen na ontvangst van de jaarlijkse verzamelstaat, zendt het Rekenhof twee door het Hof afgesloten exemplaren naar de ministers van Financiën en het Brusselse Gewest.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1985

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTÈRE VAN HET BRUSSELSE GEWEST VAN HET BEGROTINGSJAAR 1985

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget du ministère de la Région bruxelloise de 1985.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van het Brusselse Gewest van 1985.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir document n° 6-XXV-1, session 1985-1986, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stuk nr. 6-XXV-1, zitting 1985-1986, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — Dépenses courantes, et au titre II — Dépenses de capital, du budget du ministère de la Région bruxelloise de l'année budgétaire 1985, sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

Ajustements	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	52,0	—	—
Réductions	13,2	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	0,4	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	6,6	—	—
Réductions	48,1	1,3	3,1
Crédits supplémentaires pour années antérieures	—	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder titel I — Lopende uitgaven, en onder titel II — Kapitaaluitgaven, van de begroting van het ministerie van het Brusselse Gewest voor het begrotingsjaar 1985, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen frank) :

Aanpassingen	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten
TITEL I			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	52,0	—	—
Verminderings	13,2	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	0,4	—	—
TITRE II			
<i>Kapitaaluitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	6,6	—	—
Verminderings	48,1	1,3	3,1
Bijkredieten voor vroegere jaren	—	—	—

— Adopté.

Aangenomen.

II. Dispositions diverses

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen van de Schatkist gedekt worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Complémentairement aux réductions inscrites au Titre I du tableau annexé à la présente loi, le solde de crédit reporté à l'année 1985 est annulé à concurrence d'un montant de 2 millions de francs à l'article

41.60, section 36, du Titre I, en compensation partielle du crédit nouveau inscrit à l'article 41.67 de la même section pour 1985.

Art. 3. Ter aanvulling van de verminderingen ingeschreven op Titel I van de bij deze wet gevoegde tabel, wordt het saldo van het naar het jaar 1985 overgedragen krediet geannuleerd ten belope van een bedrag van 2 miljoen frank op artikel 41.60, sectie 36, van Titel I, ter gedeeltelijke compensatie van het nieuw krediet ingeschreven op artikel 41.67 van dezelfde sectie voor 1985.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Les autorisations nouvelles d'engagement inscrites à l'article 12 de la loi du 26 juin 1985 contenant le budget du ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1985 et se rapportant à l'article 60.01.A du Titre IV sont portées de 450 000 000 francs à 550 000 000 francs pour les dépenses de capital — secteur Affaires économiques.

Art. 4. De nieuwe vastleggingsmachtigingen, met betrekking tot het artikel 60.01.A van Titel IV, ingeschreven op artikel 12 van de wet van 26 juni 1985 houdende de begroting van het ministerie van het Brussels Gewest worden van 450 000 000 frank tot 550 000 000 frank verhoogd voor de kapitaaluitgaven — sector Economische Zaken.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. En exécution de l'article 96, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, le solde disponible des dotations-subventions octroyées au Conseil régional bruxellois est restitué au budget du ministère de la Région bruxelloise pour 1985.

Ce solde est affecté au fonds 60.24, section 36, Partie I, du Titre IV du budget.

Art. 5. In uitvoering van artikel 96, § 1, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale maatregelen en andere bepalingen, wordt het beschikbaar saldo van de dotaties-subsidies toegekend aan de Brusselse Gewestraad teruggestort op de begroting van het ministerie van het Brussels Gewest voor 1985.

Dit saldo wordt aangerekend op het fonds 60.24, sectie 36, Deel I, van Titel IV van de begroting.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1987

Discussion de vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN HET BRUSSELS GEWEST VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère de la Région bruxelloise pour 1987.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1986-1987
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1986-1987

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van het Brussels Gewest voor 1987.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir document n° 5-XXV-1, session 1986-1987, du Sénat.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stuk nr. 5-XXV-1, zitting 1986-1987, van de Senaat.*)

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden:

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I) en voor de kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel 1. Voor de uitgaven van de begroting van het ministerie van het Brussels Gewest voor het begrotingsjaar 1987 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken):

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITEL I			
Lopende uitgaven	4 965,2	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven	4 644,1	1 613,6	728,5
Totaal	9 609,3	1 613,6	728,5

Die kredieten worden opgesomd onder titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses du budget du ministère de la Région bruxelloise afférentes à l'année budgétaire 1987 des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs):

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten
TITRE I			
Dépenses courantes	4 965,2	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital	4 644,1	1 613,6	728,5
Totaux	9 609,3	1 613,6	728,5

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. In afwijking van artikel 15 van de organieke wet op de inrichting van het Rekenhof van 29 oktober 1846, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 5 000 000 frank verleend worden aan de buitenge-

wone rekenplichtigen van het ministerie van het Brusselse Gewest, om onafhankelijk van de kleine uitgaven de schuldvoordringen te betalen die 100 000 frank niet te boven gaan.

Deze rekenplichtigen worden gemachtigd de nodige voorschotten te verlenen aan de ambtenaren en experts belast met een zending in het buitenland, zelfs indien deze voorschotten meer dan 100 000 frank bedragen.

De betaling van de erelonen van experts uit het buitenland en van de kosten voortspruitend uit regelingen met vreemde landen mag eveneens per geldvoorschotten gebeuren, wat ook het bedrag ervan weze.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant de 5 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du ministère de la Région bruxelloise, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 100 000 francs.

Autorisation est donnée à ces comptables de consentir aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 100 000 francs.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers, peut également se faire par avance de fonds, quel qu'en soit le montant.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. In afwijking van de beschikkingen van artikel 1, §§ 1 en 2, en van artikel 2, 1^o, van het koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986 houdende wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit worden de saldi van de niet-gesplitste kredieten op 31 december 1987 overgedragen naar het volgend jaar en gevoegd bij het overeenstemmend krediet van de begroting van dit jaar.

Uitgaven van vroegere jaren mogen aangerekend worden op de niet-gesplitste kredieten.

Art. 3. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, §§ 1^{er} et 2, et de l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes des crédits non dissociés au 31 décembre 1987 sont reportés à l'année suivante et réunis à l'allocation correspondante du budget de ladite année.

Des dépenses d'années antérieures peuvent être imputées à charge des crédits non dissociés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. De Koning kan, indien daaraan noodzaak bestaat, binnen het kader van de totale kredieten voorzien in titel I van de tabel in bijlage gevoegd bij onderhavige wet, overschrijvingen doorvoeren tussen niet-gesplitste kredieten van de secties 32 tot 43. De overschrijvingsbesluiten worden aan de Executieve van het Brusselse Gewest ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 4. Le Roi peut, en cas de besoin, et dans le cadre des crédits totaux prévus au titre I du tableau annexé à la première loi, opérer des transferts entre crédits non dissociés des sections 32 à 43. Les arrêtés de transfert sont soumis à l'accord de l'Exécutif de la Région bruxelloise.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. Op de kredieten van titel I, Lopende uitgaven, overgedragen naar het begrotingsjaar 1987, worden overschrijvingen verricht tussen de artikelen a rato van de bedragen vermeld in de tabel hieronder:

Titel I (in franken)

	Kredietverminderingen	Kredietvermeerderingen
Sectie 31:		
Art. 11.03	85 000 000	—
Art. 12.01	—	5 000 000
Art. 12.19	10 000 000	—
Sectie 32:		
Art. 43.03	240 000 000	—
Art. 43.68	—	240 000 000
Sectie 33:		
Art. 01.01	45 000 000	—
Art. 12.32	—	49 000 000
Art. 33.05	49 000 000	—
Art. 41.01	—	45 000 000
Sectie 34:		
Art. 12.09	—	4 500 000
Art. 32.02	4 500 000	—
Art. 32.03	200 000	—
Art. 32.08	—	200 000
Art. 41.07	—	90 000 000
Sectie 35:		
Art. 12.23	400 000	—
Art. 12.32	—	400 000
Art. 33.04	2 000 000	—
Art. 42.01.01	—	2 000 000
Sectie 36:		
Art. 12.32	—	3 200 000
Art. 41.61.44	3 200 000	—
Totaal	439 300 000	439 300 000

Art. 5. Sur les crédits du titre I, Dépenses courantes, reportés à l'année budgétaire 1987, des transferts sont effectués entre les articles, et au prorata des montants indiqués dans le tableau ci-dessous:

Titre I (en francs)

	Réductions de crédits	Majorations de crédits
Section 31:		
Art. 11.03	85 000 000	—
Art. 12.01	—	5 000 000
Art. 12.19	10 000 000	—
Section 32:		
Art. 43.03	240 000 000	—
Art. 43.68	—	240 000 000
Section 33:		
Art. 01.01	45 000 000	—
Art. 12.32	—	49 000 000
Art. 33.05	49 000 000	—
Art. 41.01	—	45 000 000
Section 34:		
Art. 12.09	—	4 500 000
Art. 32.02	4 500 000	—
Art. 32.03	200 000	—
Art. 32.08	—	200 000
Art. 41.07	—	90 000 000
Section 35:		
Art. 12.23	400 000	—
Art. 12.32	—	400 000
Art. 33.04	2 000 000	—
Art. 42.01.01	—	2 000 000
Section 36:		
Art. 12.32	—	3 200 000
Art. 41.61.44	3 200 000	—
Totaux	439 300 000	439 300 000

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 6. De kredieten bedoeld in de artikelen 42.01.03 van sectie 35 en 41.67 van sectie 36 worden vrijgemaakt respectievelijk ten bedrage van 215,6 miljoen en 8,7 miljoen op het ogenblik van de overheveling van de betrokken parastatale instellingen van de centrale Staat naar het Brusselse Gewest.

Art. 6. Les crédits visés aux articles 42.01.03 de la section 35 et 41.67 de la section 36 sont libérés respectivement à concurrence de 215,6 millions et de 8,7 millions au moment du transfert des parastataux concernés de l'Etat central vers la Région bruxelloise.

— Aangenomen.

Adopté.

Bijzondere beschikkingen inzake de kapitaaluitgaven

Art. 7. De minister van het Brusselse Gewest wordt, in afwijking op artikel 78 van de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976, gemachtigd een aanvullende dotatie van 100,1 miljoen frank in te schrijven op het Gemeentefonds.

Dispositions particulières aux dépenses de capital

Art. 7. Le ministre de la Région bruxelloise est autorisé, par dérogation à l'article 78 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, à inscrire une dotation complémentaire de 100,1 millions de francs au Fonds des communes.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 8. In afwijking van de beschikkingen van artikel 1, §§ 1 en 2, en van artikel 2, 1°, van het koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986 houdende wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, worden de saldi van de niet-gesplitste kredieten en de saldi van de gesplitste kredieten op 31 december 1987 overgedragen naar het volgend jaar en gevoegd bij het overeenstemmend krediet van de begroting van dit jaar.

Uitgaven van vroegere jaren mogen aangerekend worden op de niet-gesplitste kredieten.

Art. 8. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, §§ 1^{er} et 2, et de l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes des crédits non dissociés et les soldes des crédits dissociés au 31 décembre 1987 sont reportés à l'année suivante et réunis à l'allocation correspondante du budget de ladite année.

Des dépenses d'années antérieures peuvent être imputées à charge des crédits non dissociés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 9. De Koning kan, indien zulks noodzakelijk is, binnen het kader van de totale kredieten voorzien in titel II van de tabel in bijlage gevoegd bij onderhavige wet, overschrijvingen doorvoeren tussen de ordonnanceringskredieten, tussen de niet-gesplitste kredieten van de secties 32 tot 43.

De overschrijvingsbesluiten worden aan de Executieve van het Brusselse Gewest ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 9. Le Roi peut, en cas de besoin, et dans le cadre des crédits totaux prévus au titre II du tableau annexé à la présente loi, opérer des transferts entre crédits d'ordonnancement, entre crédits non dissociés des sections 32 à 43.

Les arrêtés de transfert sont soumis à l'accord de l'Exécutif de la Région bruxelloise.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 10. Op de kredieten van titel II, Kapitaaluitgaven, overgedragen naar het begrotingsjaar 1987, worden overschrijvingen doorgevoerd tussen de artikelen, en a rato van de bedragen vermeld in de onderstaande tabel:

Titel II (in franken)

	Kredietverminderingen	Kredietvermeerderingen
DEEL I		
Sectie 33:		
Art. 51.05. — Vastleggingskredieten	35 000 000	—
Art. 63.09. — Vastleggingskredieten	500 000 000	—
Art. 63.09.02. — Vastleggingskredieten	—	25 500 000
Ordonnanceringskredieten	—	25 500 000
Art. 63.09.03. — Vastleggingskredieten	—	500 000 000
Art. 63.09.04. — Vastleggingskredieten	—	35 000 000
Ordonnanceringskredieten	—	5 000 000
Art. 71.01.01. — Vastleggingskredieten	25 500 000	—
Ordonnanceringskredieten	25 500 000	—
Art. 73.12. — Ordonnanceringskredieten	5 000 000	—
Art. 01.01	260 000 000	—
DEEL II		
Sectie 33:		
Art. 81.02	—	260 000 000
Sectie 36:		
Art. 61.62	—	70 000
Art. 81.01	70 000	—
Totale niet-gesplitste kredieten	260 070 000	260 070 000
Vastleggingskredieten	560 500 000	560 500 000
Ordonnanceringskredieten	30 500 000	30 500 000

Art. 10. Sur les crédits du titre II, Dépenses de capital, reportés à l'année budgétaire 1987, des transferts sont effectués entre les articles et au prorata des montants indiqués dans le tableau ci-dessous:

Titre II (en francs)

	Réductions de crédits	Majorations de crédits
PARTIE I		
Section 33:		
Art. 51.05. — Crédits d'engagement	35 000 000	—
Art. 63.09. — Crédits d'engagement	500 000 000	—
Art. 63.09.02. — Crédits d'engagement	—	25 500 000
Crédits d'ordonnance-	—	25 500 000
ment		
Art. 63.09.03. — Crédits d'engagement	—	500 000 000
Art. 63.09.04. — Crédits d'engagement	—	35 000 000
Crédits d'ordonnance-	—	5 000 000
ment		
Art. 71.01.01. — Crédits d'engagement	25 500 000	—
Crédits d'ordonnance-	25 500 000	—
ment		
Art. 73.12. — Crédits d'ordonnance-	5 000 000	—
ment	260 000 000	—
Art. 01.01		
PARTIE II		
Section 33:		
Art. 81.02	—	260 000 000
Section 36:		
Art. 61.62	—	70 000
Art. 81.01	70 000	—
Totaux des crédits non dissociés	260 070 000	260 070 000
Crédits d'engagement	560 500 000	560 500 000
Crédits d'ordonnancement	30 500 000	30 500 000

— Aangenomen.

Adopté.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 11. De verrichtingen op de speciale fondsen, die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 12 886 300 000 frank voor de ontvangsten en 13 287 200 000 frank voor de uitgaven.

Section particulière (titre IV)

Art. 11. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à 12 886 300 000 francs pour les recettes et à 13 287 200 000 francs pour les dépenses.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, zijn door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomsten van de minister van Financiën wordt beschikt, zijn door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Art. 12. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau annexé à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes, sont désignés par l'indice C.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 13. § 1. Met betrekking tot het artikel 60.01.A, sectie 34, Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie, van titel IV, van de tabel gevoegd bij deze wet, worden voor het jaar 1987 nieuwe vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 1 155 000 000 frank voor de sector « Economische Zaken », waarvan 230 000 000 frank voor de lopende uitgaven en 925 000 000 frank voor de kapitaaluitgaven, tot beloop van 580 000 000 frank voor de sector « Middenstand », waarvan 460 000 000 frank voor de lopende uitgaven en 120 000 000 frank voor de kapitaaluitgaven en tot beloop van 100 000 000 frank voor de sector « Openbare werken » voor de kapitaaluitgaven.

§ 2. Met betrekking tot het artikel 66.10.A, sectie 34, Fonds voor de prototypen, van titel IV, van de tabel gevoegd bij deze wet, worden voor het jaar 1987 nieuwe vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 100 000 000 frank.

§ 3. Met betrekking tot het artikel 60.04.A, sectie 40, Fonds bestemd voor de strijd tegen de hinder, van titel IV, van de tabel gevoegd bij deze wet, worden voor het jaar 1987 nieuwe vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 466 000 000 frank.

Elke verbintenis aan te gaan uit hoofde van dit artikel wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof volgens de desbetreffende reglementering.

Art. 13. § 1. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 60.01.A, section 34, Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, du titre IV du tableau annexé à la présente loi, sont accordées pour l'année 1987 à concurrence de 1 155 000 000 de francs pour le secteur « Affaires économiques », dont 230 000 000 de francs pour les dépenses courantes et 925 000 000 de francs pour les dépenses de capital, à concurrence de 580 000 000 de francs pour le secteur « Classes moyennes », dont 460 000 000 de francs pour les dépenses courantes et 120 000 000 de francs pour les dépenses de capital et à concurrence de 100 000 000 de francs pour le secteur « Travaux publics » en dépenses de capital.

§ 2. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 66.10.A, section 34, Fonds des prototypes, du titre IV du tableau annexé à la présente loi, sont accordées pour l'année 1987 à concurrence de 100 000 000 de francs.

§ 3. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 60.04.A, section 40, Fonds de lutte contre les nuisances, du titre IV du tableau annexé à la présente loi, sont accordées pour l'année 1987 à concurrence de 466 000 000 de francs.

Tout engagement à prendre du chef de cet article est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes dans les formes de la réglementation en la matière.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 14. Met toestemming van de Executieve van het Brussels Gewest, mag de bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest, inzake artikel 60.01.A, deel I, van titel IV, voor de onder zijn bevoegdheid vallende materies, beschikken over de kredieten die zijn uitgetrokken tot al wat dienen kan in het raam van het regionaal economisch expansiebeleid van de regering ongeacht de aard van de ten laste te nemen uitgaven.

Art. 14. Moyennant l'autorisation de l'Exécutif de la Région bruxelloise, le ministre de ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise pour les objets qui relèvent de sa compétence, peut disposer, en ce qui concerne l'article 60.01.A, partie I, du titre IV, des crédits prévus, à toutes fins utiles, dans le cadre de la politique économique régionale du gouvernement quelle que soit la nature des dépenses à prendre en charge.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 15. De minister van het Brussels Gewest is gemachtigd, in naam van de Staat, de verbintenis aan te gaan, op de vervaldag, aan het Gemeentekrediet van België de interest en de aflossing te betalen binnen een termijn van maximum 20 jaar, op de leningen toegestaan aan de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel met het oog op de verwerving van terreinen en gebouwen.

In 1987 zullen deze vastleggingen kunnen slaan op een leningenvolume dat de 190 miljoen frank niet overschrijdt.

De lasten van de leningen worden geïmputeerd op artikel 60.01.A, Fonds voor economische expansie en gewestelijke reconversie, sector « Economische Zaken », van titel IV, van de tabel gevoegd bij onderhavige wet.

Art. 15. Le ministre de la Région bruxelloise est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, au Crédit communal de Belgique, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés à la Société de développement régional de Bruxelles en vue de l'acquisition de terrains et d'immeubles.

Ces engagements pourront porter en 1987 sur un volume de prêts ne dépassant pas 190 millions de francs.

Les charges des prêts seront imputées à l'article 60.01.A, Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, secteur « Affaires économiques », du titre IV, du tableau annexé à la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 16. § 1. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt van het artikel 60.03.02.A, sectie 32, deel I, van titel IV van de bij deze wet gevoegde tabel zich in debettoestand zal bevinden. Die voorschotten worden beperkt tot het beschikbaar saldo van de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt van het artikel 60.03.A, sectie 32, deel II, van dezelfde titel.

§ 2. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt van het artikel 60.02, sectie 32, deel I van titel IV van de bij deze wet gevoegde tabel zich in debettoestand zal bevinden.

Art. 16. § 1. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fonds, qui fait l'objet de l'article 60.03.02.A, section 32, partie I, du titre IV du tableau annexé à la présente loi se trouvera en position débitrice. Ces avances sont limitées au solde disponible au compte du fond qui fait l'objet de l'article 60.03.A, section 32, partie II, du même titre.

§ 2. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fonds qui fait l'objet de l'article 60.02, section 32, partie I, du titre IV du tableau annexé à la présente loi, se trouvera en position débitrice.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 17. De sommen gestort aan de ontvanger der registratie bij toepassing, in het Brussels Gewest, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en 22 december 1970, worden ter beschikking gesteld van de staatssecretaris voor het Brussels Gewest met het oog op de betaling van de uitgaven verschuldigd ingevolge de toepassing, in het Brussels Gewest, van dezelfde gewijzigde wet van 29 maart 1962, ten laste van artikel 66.03.A van titel IV, afzonderlijke sectie, deel I.

Art. 17. Les sommes versées au receveur de l'enregistrement en application dans la Région bruxelloise, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970 et 22 décembre 1970, sont mises à la disposition du secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise pour être affectées au paiement des dépenses résultant de l'application, dans la Région bruxelloise, de la même loi modifiée du 29 mars 1962, à charge de l'article 66.03.A du titre IV, section particulière, partie I.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 18. Ten laste van de kredieten van artikel 60.04.A van afdeling 40 van deel II van titel IV, waarover de bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest beschikt, en op zijn aanvraag verwerft de minister van Financiën de terreinen die nodig zijn voor het verwezenlijken van de ontwerpen van zuiveringsinstallaties voor rioolwateren. Die terreinen zullen ter beschikking van de bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest worden gesteld zolang hij de bouwmeester van de werken is. Ze zullen later ter beschikking van het organisme worden gesteld, dat zal worden aangeduid als bouwmeester inzake zuivering in het Brussels Gewest.

Met het oog op de rioolwaterzuivering en de studies inzake het waterbeleid kan de bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest de volledige financiering van de ontwerpstudies van werken verzekeren alsook de uitvoering van deze werken, ten laste van de kredieten van hetzelfde fonds.

Art. 18. A charge des crédits de l'article 60.04.A de la section 40 de la partie II du titre IV dont dispose le ministre de ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent et à sa demande, le ministre des Finances acquiert les terrains nécessaires à la réalisation des projets d'installations d'épuration des eaux d'égout. Ces terrains seront mis à la disposition du ministre de ou du secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent tant qu'il sera maître de l'ouvrage des travaux. Ils seront mis ultérieurement à la disposition de l'organisme qui sera désigné comme maître de l'ouvrage en matière d'épuration dans la Région bruxelloise.

A charge des crédits du même fonds, le ministre de ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent peut assurer le financement intégral de l'étude de projets de travaux et la réalisation de ceux-ci, en vue de l'épuration des eaux d'égout et des études relatives à la politique de l'eau.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 19. In afwijking van artikel 3, eerste lid, van de wet van 28 juni 1963 kan het fonds 60.02.01.A, sectie 33, deel II van titel IV, voornamelijk gestijfd door begrotingskredieten, ontvangsten invorderen voortkomend uit terugvorderbare voorschotten beoogd door artikel 7, § 3, van het koninklijk besluit van 28 maart 1977 houdende organisatie van de woonkernvernieuwing in het Brussels Gewest en door artikel 7, 2°, van het koninklijk besluit van 8 februari 1980 houdende organisatie van de vernieuwing van afzonderlijke onroerende goederen van de gemeenten en van de OCMW's, uit de terugbetaling van toelagen alsook alle ontvangsten verbonden aan het beleid inzake stadskernvernieuwing, wederopbouw, groene ruimten en industriële en artisanale terreinen. De voornoemde ontvangsten mogen tegelijk worden toegekend voor de verwezenlijking van het beleid inzake stadskernvernieuwing, groene ruimten en industriële en artisanale terreinen.

Art. 19. En dérogation à l'article 3, premier alinéa, de la loi du 28 juin 1963, le fonds 60.02.01.A, section 33, partie II du titre IV, alimenté principalement par des crédits budgétaires, peut percevoir des recettes provenant des avances récupérables, visées par l'article 7, § 3, de l'arrêté royal du 28 mars 1977 organique de la rénovation d'îlots dans la Région bruxelloise et par l'article 7, 2°, de l'arrêté royal du 8 février 1980 organique de la rénovation d'immeubles isolés des communes et des CPAS, du remboursement de subventions ainsi que toute recette liée à la politique de rénovation urbaine, de reconstruction, des espaces verts et des terrains industriels et artisanaux. Les recettes précitées peuvent être également affectées à la réalisation de la politique de la rénovation urbaine, des espaces verts, des terrains industriels et artisanaux.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 20. Wordt gemachtigd de overschrijving van het krediet van 331,9 miljoen noodzakelijk voor het dekken van de overige interestlast, verschuldigd door het Brussels Gewest op de lening van 4,7 miljard, aangegaan om tegemoet te komen aan de dringende thesauriebehoeften van de Brussels gemeenten (koninklijk besluit nr. 43 van 20 april 1982), van het fonds 60.03.00.61, deel II, sectie 32, van titel IV, naar het fonds 60.03.02.79, deel I, sectie 32, van dezelfde titel.

Art. 20. Est autorisé le transfert du crédit de 331,9 millions nécessaire pour couvrir la charge des intérêts supplétifs dus par la Région bruxelloise pour l'emprunt de 4,7 milliards, contracté pour rencontrer les

problèmes urgents de trésorerie des communes bruxelloises (arrêté royal n° 43 du 20 avril 1982), du fonds 60.03.00.61, partie II, section 32, du titre IV vers le fonds 60.03.02.79, partie I, section 32, du même titre.

— Aangenomen.

Adopté.

*Andere verbintenissen toegelaten
door de begroting van het Brussels Gewest*

Art. 21. De beschikbare saldi van de machtigingen om verbintenissen aan te gaan verleend door deze wet, evenals door de vorige begrotingswetten, mogen naar het volgend jaar worden overgedragen.

*Autres engagements couverts
par le budget de la Région bruxelloise*

Art. 21. Les soldes disponibles des autorisations d'engagement ouvertes par la présente loi ainsi que par les lois budgétaires antérieures peuvent être reportés à l'année suivante.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 22. De bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest wordt ertoe gemachtigd de hieronder vermelde instellingen toe te laten verbintenissen te onderschrijven, tot het aangegeven bedrag:

— Nationale Maatschappij voor de Huisvesting: 500 000 000 frank.

— Bond der Kroostrijke Gezinnen van België: 500 000 000 frank.

Art. 22. Le ministre de ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent peut autoriser les organismes indiqués ci-après à souscrire des engagements jusqu'au montant indiqué:

— Société nationale du Logement: 500 000 000 de francs.

— Ligue des Familles nombreuses de Belgique: 500 000 000 de francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 23. De bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brussels Gewest wordt ertoe gemachtigd, namens de Staat, de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale besturen, van de intrest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor uitvoering van werken die onder zijn hoog toezicht staan. Deze verbintenissen mogen in 1987 slaan op een leningentotaal van ten hoogste 118 400 000 frank voor de sector openbare werken.

Art. 23. Le ministre de ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à son haut contrôle. Ces engagements pourront porter en 1987 sur un volume de prêts ne dépassant pas 118 400 000 francs pour les travaux publics.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 24. § 1. Bij toepassing van artikel 3, tweede lid, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, wordt de opbrengst van de verkoop van hakhout binnen het Brussels Gewest, inzonderheid in het domein van het Zoniënwoud, bestemd voor het fonds 66.05.B, sectie 41, Deel II, van de afzonderlijke sectie van de gewestelijke begroting 1987.

Ten laste van het fonds 66.05.B kunnen alle uitgaven worden gebracht die noodzakelijk zijn voor het behoud van het bosbezit.

§ 2. Bij toepassing van artikel 3, tweede lid, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, alsmede artikel 5 van de domaniale wet van 2 juli 1969, wordt de

opbrengst van de verkoop van onroerende goederen verkregen door kredieten met regionale bestemming, bestemd voor het fonds 63.01.A, sectie 34, Deel II, van de afzonderlijke sectie.

Art. 24. § 1. En application de l'article 3, deuxième alinéa, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, le produit de la vente des coupes de bois, réalisée en Région bruxelloise, notamment dans la forêt domaniale de Soignes, est affecté au fonds 66.05.B, section 41, Partie II, de la section particulière du budget régional 1987.

A charge du fonds 66.05.B, peuvent être imputées toutes les dépenses nécessaires à assurer la conservation du patrimoine forestier.

§ 2. En application de l'article 3, deuxième alinéa, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, et de l'article 5 de la loi domaniale du 2 juillet 1969, le produit de la vente des biens immeubles acquis par des crédits à vocation régionale est affecté au fonds 63.01.A, section 34, Partie II, de la section particulière.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 25. Elke verbintenis aan te gaan op de vastleggingsmachtigingen van deze wet wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Vóór de tiende van iedere maand, legt de controleur der vastleggingen aan het Rekenhof één in drievoud opgemaakte lijst met de verantwoordingsstukken voor, die, eensdeels, het bedrag vermeldt van de vastleggingen die tijdens de afgelopen maand geviséerd werden, en, anderdeels, het bedrag aangeeft van de vastleggingen die geviséerd werden sinds het begin van het jaar.

De lijst van de maand december maakt de jaarlijkse verzamelstaat uit.

Binnen de tien dagen na ontvangst van de jaarlijkse verzamelstaat, zendt het Rekenhof twee door het Hof afgesloten exemplaren naar de ministers van Financiën en van het Brussels Gewest.

Art. 25. Tout engagement à prendre sur les autorisations d'engagement de la présente loi est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Avant le dix de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des comptes avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires, mentionnant, d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

Le relevé du mois de décembre constitue le relevé récapitulatif annuel.

La Cour des comptes renvoie aux ministres des Finances et de la Région bruxelloise, dans les dix jours suivant leur réception, deux exemplaires arrêtés par elle du relevé récapitulatif annuel.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE A L'IMPLANTATION ET A LA MISE EN SERVICE D'UNE HUITIEME CENTRALE NUCLEAIRE

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE AU PLAN D'EQUIPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE POUR 1987-1997

PROPOSITION DE RESOLUTION VISANT A DIFFERER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL D'EQUIPEMENT EN MOYENS DE PRODUCTION ET DE TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE POUR LA PERIODE 1985-1995

Discussion

VOORSTEL VAN RESOLUTIE BETREFFENDE DE VESTIGING EN HET OPSTARTEN VAN EEN ACHTSTE KERNCENTRALE

VOORSTEL VAN RESOLUTIE BETREFFENDE HET UITRUSTINGSPLAN VAN DE ELEKTRICITEITSSECTOR VOOR 1987-1997

VOORSTEL VAN RESOLUTIE TOT HET UITSTELLEN VAN HET NATIONAAL UITRUSTINGSPLAN VOOR PRODUCTIE EN TRANSPORT VAN ELEKTRISCHE ENERGIE 1985-1995

Beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons la discussion des propositions de résolution relatives à l'énergie.

Wij vatten de bespreking aan van de voorstellen van resolutie met betrekking tot de energie.

La discussion est ouverte.

De beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Langendries, rapporteur.

M. Langendries, rapporteur. — Je me réfère à mon rapport, monsieur le Président.

De Voorzitter. — De heer Laverge verwijst eveneens naar zijn verslag. La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je suis déjà intervenu de façon très claire, lors du débat relatif au budget du ministère des Affaires économiques. Il suffit donc de se rapporter à la déclaration que j'y ai faite, au nom du groupe PRL, concernant les décisions à prendre le plus rapidement possible.

Moyennant un assentiment de principe du ministre, nous avons accepté que ces décisions soient reportées au-delà du 30 novembre 1987, mais prises avant le 31 décembre 1987.

L'esprit de la résolution, votée en commission et relative aux travaux de la commission dite « commission Tchernobyl », est très clair. Tant le fond que la forme de ces résolutions ont reçu l'approbation du président de cette commission, également membre effectif de la commission de l'Economie et, on l'a indiqué il y a un instant, rapporteur des résolutions relatives à la centrale nucléaire N8 et au plan d'équipement du secteur de l'électricité.

Pour permettre au gouvernement de prendre sa décision entre le 30 novembre et le 31 décembre 1987, il devra être en possession, à fin novembre 1987, du rapport de la partie des travaux de la commission Tchernobyl qui concerne la sécurité des centrales.

Compte tenu de l'ampleur des travaux que cette commission a encore devant elle et de la difficulté de disposer du rapport global pour fin novembre — la commission Tchernobyl a été créée, je le rappelle, pour toute la durée de la législature —, le groupe PRL marque son accord sur l'engagement pris de déposer sur le bureau du Sénat, pour le 30 novembre 1987, les trois rapports essentiels relatifs à l'appréciation du risque par le gouvernement. Il s'agit du rapport relatif aux mesures de radioactivité, qui est presque terminé, du rapport relatif au plan de protection de la population, qui a fait l'objet d'une première lecture en commission et dont une seconde lecture interviendra au début du mois d'octobre et, enfin, du rapport relatif à la sécurité des centrales, qui sera incessamment

entamé par la commission et qui devrait être déposé sur le bureau du Sénat, le 30 novembre 1987 au plus tard.

Le gouvernement disposera ainsi des documents nécessaires pour éclairer sa prise de décision relative à la centrale nucléaire N8.

Pour le surplus, je vous renvoie à la longue discussion que nous avons eue, dans le cadre du budget des Affaires économiques.

Le groupe PRL note également que les autres rapports qui résulteront des travaux de la commission Tchernobyl, sans impact sur la décision gouvernementale, seront réalisés au cours de la législature, comme prévu lors de la constitution de cette commission. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Langendries, rapporteur.

M. Langendries, rapporteur. — Monsieur le Président, je voudrais confirmer ce que vient de dire M. Hatry au sujet des travaux de la commission dite « commission Tchernobyl ». Tout a été mis en œuvre pour que les rapports relatifs au système de mesures, au plan de secours et à la sécurité des centrales nucléaires soient déposés sur le bureau du Sénat pour le 30 novembre 1987, au plus tard. Le rapport relatif au système de mesures est terminé. Quant à celui qui est relatif au plan de secours, il a fait l'objet, ainsi que l'a indiqué M. Hatry, d'une première lecture en commission et sera soumis à une seconde lecture, dans le courant du mois de septembre. Les deux premiers rapports pourront ainsi être déposés en octobre sur le bureau du Sénat. Il nous restera alors — et c'est je crois la volonté des groupes PSC et PRL et des autres groupes, membres de la commission Tchernobyl — à tout mettre en œuvre pour que le troisième rapport, relatif à la sécurité dans les centrales nucléaires, soit effectivement déposé avant le 30 novembre 1987.

Les travaux de la commission se poursuivront ultérieurement dans divers autres domaines que nous n'avons pas encore pu évoquer, faute de temps. La matière, il faut le reconnaître, est très vaste.

Le premier souci du groupe PSC est de voir le Sénat se prononcer sur les propositions de résolution qui lui sont soumises et, ensuite, de faire en sorte qu'il soit en possession, pour le 30 novembre 1987, des trois rapports attendus par le gouvernement pour prendre sa décision.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, dit waarschijnlijk vrij korte debat is voor mij in essentie een debat over de gevolgdte en de te volgen procedure. Daarmee wil ik geenszins het debat ontwijken over de vraag of er al dan niet een achtste kerncentrale dient te komen. Ikzelf en de hele SP-fractie zijn tot een debat bereid, maar ik meen dat dit nu niet moet worden gevoerd. Zoals de heer Hatry erop heeft gewezen bij de bespreking van de begroting van Economische Zaken 1986-1987, neem ik aan dat het debat in het najaar zal worden gevoerd in het kader van het aangekondigde energiedebat.

Voor degenen die er nog zouden aan twijfelen, wil ik terloops zeggen dat onze fractie van oordeel is dat Doel V — want dat zal het wellicht worden — uit den boze is. Recentelijk — en dit kan voor sommigen een opluchting betekenen en voor anderen misschien een bijkomende oorzaak van onrust — heeft het ABVV, bij monde van zijn voorzitter, duidelijk gesteld dat deze achtste kerncentrale er voor hen niet moet komen. Tegelijkertijd werd erop gewezen dat het ACV eigenlijk hetzelfde standpunt inneemt. Dit was in het nabije verleden misschien niet zo duidelijk, gelet op het feit dat de voorzitter van het ACV ook voorzitter was van het controlecomité. Een aantal punten die meer bepaald met procedure hebben te maken, hebben ons wel enigszins verontrust, maar daar kom ik op terug.

Wat ons hier bezighoudt, is een antwoord op de vraag: werd er reeds een definitieve beslissing door de regering genomen en zijn er redenen om een definitieve beslissing ter zake uit te stellen?

Wat de eerste vraag betreft, moet ik vaststellen dat er een meningsverschil bestaat tussen de woordvoerder van de PRL, in casu de heer Hatry, en de minister van Economische Zaken, daarin gesteund door leden van andere meerderheidspartijen. Daar waar de heer Hatry van oordeel is dat een definitieve beslissing werd genomen en er nog alleen kan worden gediscussieerd over de datum van uitvoering, heeft minister Maystadt — hierin niet tegengesproken door zijn staatssecretaris voor Energie — aangekondigd dat de beslissing ten gronde wordt opgeschort zolang de Bijzondere parlementscommissies hun werkzaamheden niet hebben afgerond. Ik wens de nadruk te leggen op deze laatste zin. Het is wellicht ook van belang erop te wijzen dat collega Langendries, fractieleider van

de PSC en tevens talentrijk voorzitter van de Informatiecommissie over nucleaire veiligheid, tijdens het recente begrotingsdebat over Economische Zaken waar hij optrad als rapporteur, duidelijk heeft gesteld dat in de energiediscussie voortaan moet worden gesproken over de periode vóór Tsjernobyl en de periode na Tsjernobyl.

Een eerste resolutie met betrekking tot het uitstellen van een beslissing over de achtste kerncentrale werd ingediend op 22 juli 1986. Ze werd ingediend door uw dienaar en medeondertekend door leden van vrijwel alle oppositiepartijen.

Daar dit voorstel van resolutie pas een jaar later in dit halfroond wordt behandeld, heeft het veel van zijn oorspronkelijke betekenis verloren. Ik heb er nochtans — de heer Hatry zal mij daarin niet tegenspreken — bij de voorzitter van de commissie voor de Economische Aangelegenheden herhaaldelijk op aangedrongen die resolutie zo spoedig mogelijk in behandeling te nemen. De reden van mijn aandringen zal iedereen kunnen begripen.

Het heeft uiteraard weinig of geen zin de regering te verzoeken geen enkele beslissing te nemen met betrekking tot de bouw van een achtste kerncentrale zolang de Informatiecommissie met betrekking tot nucleaire veiligheid haar werkzaamheden niet heeft beëindigd, op een ogenblik dat die commissie in de eindfase van het eerste gedeelte van haar werkzaamheden is getreden.

De heer Basecq, eerste ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Ten grondslag aan ons oorspronkelijk voorstel van resolutie lagen twee motieven, die allebei met elkaar concurreerden inzake bescheidenheid. Graag kreeg ik, ten eerste, de garantie dat het werk van de informatiecommissie zinvol bleef tijdens de hele duur van haar werkzaamheden en ten tweede beklemtoon ik dat ik in deze materie de woorden van de regering ernstig neem.

In mijn toelichting verwees ik naar een verklaring van minister Maystadt van 14 juli 1986, volgens welke de regering de conclusies van het parlementair debat over de gevolgen van Tsjernobyl wil afwachten alvorens een beslissing over een achtste kerncentrale te nemen.

Terloops wijs ik erop dat hier sprake is van het parlementair debat, waarmee zowel het debat in de Kamer als in de Senaat wordt bedoeld. Ik benadruk dit terloops opdat we niet zouden vergeten dat er ook in de Kamer een informatiecommissie werkzaam is of was en dat de regering ook met de besluiten van die commissie rekening wenst te houden.

Toen dan eindelijk ons voorstel van resolutie ter sprake kwam in de commissie voor de Economische Aangelegenheden, gekoppeld aan de discussie over de begrotingen van Economische Zaken voor 1986 en 1987, zijn er merkwuurde dingen gebeurd. De discussie die op 5 mei 1987 in de commissie begon, leidde vrij vlug tot een geamendeerde versie waarover werd gestemd met 17 stemmen vóór, bij 1 onthouding. Via die amendering werd voor het eerst gewag gemaakt van een datum, november 1987, waarvoor de commissie geacht werd haar verslag bij het bureau van de Senaat in te dienen.

Gelet op de grote consensus over de geamendeerde tekst, kon worden verondersteld dat daarmee de discussie in de commissie was afgerond. Groot was evenwel de verbazing van vele commissieleden — ik verwijs naar het gedrukte verslag bij het voorstel van resolutie 556 — toen deze geamendeerde tekst als een gloednieuw voorstel van resolutie bij het bureau van de Senaat werd ingediend. Dit lijkt ons volkomen in strijd met alle eerbiedwaardige geplogenheden van dit huis.

De vervelende traditie dat initiatieven komende van de oppositie door de meerderheid met heel veel tegenzin worden behandeld, laat staan gesteund, is geen afdoende verklaring voor die zeer zonderlinge procedure.

De reden voor deze ongewone, zeg maar unfaire, handelwijze kan maar worden verklaard door de onrust die was ontstaan en de alarmbel die was gaan rinkelen bij de «elektriciëns», voor wie iedere verdere vertraging in verband met een beslissing over N8 een onuitstaanbare gedachte was en is.

Dat de parlementaire spelregels dan maar eventjes moesten worden geforceerd, vormde voor de elektriciteitsproducenten geen noemenswaardig probleem. Hun vrienden in de Senaat — ze zijn niet talrijk maar wel vasthoudend — zouden die klus wel klaren, en het is hun nog bijna gelukt ook. Te grote ijver en hartstocht zijn echter zelden goede raadgevers. In een vlaag van overmoed gingen sommigen zo ver het nieuwe voorstel van resolutie — gekend als het voorstel-Capoen — opnieuw te amendementen, dus nadat er reeds over gestemd was, op een manier die volgens

kenners van het parlementaire huishouden uniek, maar daarom niet minder onaanvaardbaar, moet worden genoemd. De commissie voor de Economische Aangelegenheden zou nu eens gaan zeggen hoe een andere commissie, de Tsjernobylcommissie om ze niet te noemen, haar werkzaamheden zou moeten regelen... De commissie voor de parlementaire werkzaamheden — gelukkig bestaat die ook nog — heeft daar vorige week, unaniem, een stokje voor gestoken door ten minste aan de Informatiecommissie inzake nucleaire veiligheid de gelegenheid te geven zelf haar agenda te bepalen en haar de kans te geven mede te delen wanneer zij denkt haar werkzaamheden over de eerste drie rapporten te kunnen beëindigen. Ik meen dat dit de betekenis is van wat de heer Langendries zoëven heeft gezegd. De drie rapporten betreffen de meetsystemen, de noodplannen en de veiligheid van de kerncentrales. De constructieve geest en de ernst waarin en waarmee de Informatiecommissie sinds ongeveer een jaar werkt, hebben het mogelijk gemaakt dat er vrij vlot een overeenstemming werd bereikt, in de commissie, om tegen einde november 1987 de eerste drie rapporten in te dienen. Dit op voorwaarde, vanzelfsprekend, dat de commissie in de mogelijkheid wordt gesteld om in ordentelijke omstandigheden te arbeiden en mits haar daarvoor de nodige logistieke steun wordt geboden. Wij hopen daarom dat er niet te veel commissievergaderingen worden afgelast zoals dat gisteren voor de Informatiecommissie bijna het geval was.

Voorzitter, ik wil in deze zaak pleiten voor een minimum aan correctheid en coherentie in onze besprekingen.

Op 22 juli 1986 heb ik een voorstel van resolutie ingediend met het verzoek dat het dringend zou worden behandeld «gezien de beperkte draagwijdte ervan en de brede steun waarop het voorstel normaliter moet kunnen rekenen in deze Senaat». Ik blijf er meer dan ooit van overtuigd dat de tekst van ons voorstel redelijk is en een poging is om uiting te geven aan het zelfrespect van de Senaat. Daarom dring ik in de eerste plaats aan op de eenvoudige goedkeuring van het voorstel van resolutie dat als parlementair document nummer 348 heeft gekregen en dat grondig besproken werd in de commissie voor de Economische Aangelegenheden en waarvan het besprekingsverslag in ons aller bezit is.

Aangezien dit voorstel van resolutie noch door de hoofdindieners, noch door de voltallige groep van medeondertekenaars ooit werd ingetrokken maar hooguit door enkelen onder hen werd geamendeerd, kwam het de commissie voor de Economische Aangelegenheden niet toe bij meerderheid zomaar te beslissen dat die resolutie «niet meer bestaat», zoals we kunnen lezen *in fine* van het verslag van de commissie.

Over het al dan niet bestaan van een voorstel van wet of van een voorstel van resolutie — let wel: ik spreek niet over de goed- of afkeuring — kan alleen worden beslist door de indieners of minstens door de verschillende fracties waarvan leden het voorstel hebben onderschreven. Welnu, ondanks de verwarde discussie kan er niet de minste twijfel over bestaan dat in elk geval de collega's van Agalev-Ecolo, medeondertekenaars van ons oorspronkelijk voorstel van resolutie, op geen enkel moment hun akkoord hebben gegeven in verband met een eventuele intrekking van het voorstel. Voorts gingen leden van mijn fractie hooguit akkoord met een amendement van het voorstel en zeker niet met de intrekking ervan.

Ik vraag dus dat er eerst zou worden gestemd over het voorstel van resolutie nummer 348, dat de versterking heeft, chronologisch het oudste is en nog steeds bestaat.

Indien aan mijn verzoek geen gevolg wordt gegeven — ik kan het mij nauwelijks voorstellen — dan pleit ik voor de aanvaarding van mijn amendement op het voorstel van resolutie nummer 556.

Het amendement dat ik in subsidiaire orde heb ingediend, trek ik bij deze in omdat ik meen dat het amendement dat werd ingediend door de heren André Geens en de Wasseige beter uitdrukt wat ik bij amendement in subsidiaire orde heb willen verdedigen. (*Applaus op verschillende banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, ayant été mis en cause personnellement par l'intervenant, je souhaite préciser trois points.

Tout d'abord, c'est avec le plein accord des sept signataires de la proposition 348 que cette dernière a été jointe à l'examen du budget des Affaires économiques. Il n'apparaissait alors pas clairement que son dépôt serait aussi tardif.

En second lieu, la proposition a été inscrite à l'ordre du jour de la commission de l'Economie les 2, 7 et 9 avril, les 5 et 19 mai, ainsi que

les 3 et 16 juin. Le 19 juin enfin, le rapport a été mis au point. Par conséquent, on peut clairement y lire les éléments de controverse auxquels l'intervenant a fait allusion, ainsi que les réponses. J'invite donc tous les membres à s'y référer.

Enfin, je demande bien entendu un vote en temps utile sur les conclusions de la commission qui estime, en effet, que la proposition à laquelle se réfère l'intervenant n'existe plus.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Gryp.

De heer Gryp. — Mijnheer de Voorzitter, aangezien collega's die hier ook al aan het woord zijn geweest het debat hebben onderbroken, ben ik zo vrij dat eveneens te doen om erop te wijzen dat noch ik, noch collega Trussart, als medeondertekenaars van het voorstel van resolutie nummer 348, werden geraadpleegd. Ik wens dat formeel vast te stellen.

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, avant d'en venir au vif du sujet, je formulerai deux observations.

La première: je regrette l'absence du ministre des Affaires économiques qui est aussi le président du Comité national de l'Energie. Une grande partie de mon intervention est relative à la procédure qui le concerne.

La deuxième, c'est qu'une procédure très curieuse et certainement rare dans les annales du Sénat a été suivie en commission des Affaires économiques. En effet, on y a discuté de deux propositions de résolution. Au cours des débats, une autre proposition susceptible d'être approuvée par la quasi-totalité des membres a été déposée. Les deux résolutions ont alors été adoptées, la première à l'unanimité, moins une abstention, et la seconde à la quasi-unanimité, un membre votant contre et un autre s'abstenant. J'ai ensuite été étonné de revoir ces deux propositions de résolution inscrites à l'ordre du jour d'une séance de la commission. En fait, le vote n'avait soi-disant pas porté sur le fond, mais sur le dépôt. Ces propositions de résolution ont donc été examinées au cours des séances rappelées par M. Hatry et ont fait l'objet d'amendements qui ont été adoptés, majoritairement contre opposition, environ trois semaines après le premier vote, ce qui est très curieux.

J'en arrive à l'essentiel de mon intervention qui portera, non pas sur la construction d'une huitième centrale nucléaire, mais sur un point que je juge essentiel et qui a retenu toute mon attention, à savoir le plan d'équipement du secteur de l'électricité pour 1987-1997 qui, conformément à l'article 173 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires, doit être établi.

Je vais développer quatre types d'arguments.

En premier lieu, il existe une loi, qui est très claire: «Le programme d'équipement des moyens de production et de grand transport d'énergie électrique doit être approuvé, avant mise en œuvre, par le ministre des Affaires économiques, qui se prononce dans un délai de deux mois de sa réception après avis du Comité national de l'Energie — c'est pourquoi je faisais allusion à la présence du ministre des Affaires économiques — qui dispose d'un mois pour remettre celui-ci. Si le ministre ne se prononce pas endéans les deux mois, le programme est adopté.»

Depuis 1985, aucun programme n'a été déposé conformément à cette obligation de la loi. On rétorque à cette observation que la loi ne précise pas que le dépôt d'un plan doit être annuel. Je réponds, à mon tour, que la loi ne le précise pas, mais qu'elle est basée sur une situation de fait selon laquelle, contractuellement, en vertu de la convention sur l'électricité et le gaz, ce plan est déposé chaque année. Avant 1980, il s'agissait de plans quinquennaux. J'ai sous les yeux les plans relatifs aux années 1978, 1979, 1980 — il n'y en a pas eu pour 1981 —, 1982, 1983 et 1985; aucun plan n'a été établi en 1984 parce que les sociétés d'électricité négociaient à l'époque avec la France les accords que vous connaissez.

M. Leemans reprend la présidence de l'assemblée

Cette énumération prouve bien que, sauf les années exceptionnelles, un plan a été déposé chaque année depuis le vote de la loi de 1980; le Comité national de l'Energie en a été saisi.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1986-1987
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1986-1987

Ceci est tellement vrai que l'on peut lire, en préambule des plans d'équipement, la mention suivante: «Conformément aux prescriptions de l'article 173 de la loi du 8 août 1980, le document présenté...» etc.

Ceci constitue bien une réponse à l'exigence légale et c'est pourquoi j'estime qu'il est indispensable de déposer un plan 1987-1997 puisqu'il n'y a pas eu de plan ni en 1986 ni en 1987.

Je passe à un deuxième type d'argument. Vous admettez que, depuis le plan 1985-1995, les conditions ont sensiblement changé. Nous ne nous trouvons plus aujourd'hui dans une situation identique à celle de 1985 en ce qui concerne la production d'électricité. J'ai repéré quatorze points qui ont subi des modifications et qui justifient aujourd'hui l'élaboration d'un nouveau plan. Je les énumère rapidement.

1. Baisse du prix du pétrole et du dollar en 1986; stabilisation en 1987. Cette situation entraîne la baisse des prix du charbon et du gaz naturel et, en conséquence, une baisse du prix des kWh produits suivant les différents types de centrales. On sait aujourd'hui que le prix du kWh nucléaire n'est pas moins cher que celui du kWh charbon, à égalité d'heures de fonctionnement sur l'année.

2. Hausse du coût de construction des centrales nucléaires. Les chiffres sont cités; je n'invente rien.

3. Diminution du taux de croissance de la consommation d'électricité par rapport aux prévisions de 1985 sur base des années précédentes. Le taux atteint en 1987, 1,8 p.c. au lieu de 2,5 p.c.

4. Changement assez fondamental dans la structure de la croissance de la consommation. La consommation industrielle n'augmente plus; la consommation domestique continue à augmenter, et, si l'on se réfère aux informations livrées dans le rapport relatif au budget du ministère des Affaires économiques, on s'aperçoit qu'elle augmente essentiellement, sinon quasi exclusivement, en raison du développement du chauffage domestique intégral, alors que l'on considérait depuis toujours que la consommation domestique résultait plutôt de l'éclairage et des appareils. Le fait mérite réflexion.

5. Il était question, en 1985, que «Electricité de France» prenne la moitié de la production d'électricité de la nouvelle centrale N8. En fait, EDF se retire comme consommateur d'électricité. D'où situation nouvelle.

6. Il convient de tirer les conséquences de l'accident survenu à Tchernobyl, qui font d'ailleurs l'objet des travaux de la commission spéciale.

Cependant, tant au niveau du Comité national de l'énergie qu'à celui des ministres, ce n'est pas la sûreté des centrales que je mets en cause, mais bien l'implantation d'une nouvelle centrale dans un site qui en compte déjà quatre. Est-ce bien opportun, sachant que l'accident survenu à Tchernobyl a immobilisé, pendant de nombreux mois, trois autres centrales, les privant ainsi de toute production?

La concentration de centrales me paraît un sujet nouveau par rapport à 1985, époque où l'on parlait d'une nouvelle centrale N8 sans pour autant la localiser. Aujourd'hui, on sait qu'elle sera implantée à Doel.

7. Des déclassements de centrales étaient prévus en 1985, parce qu'elles n'étaient plus intéressantes sur le plan économique et avaient fait leur temps. En raison des modifications survenues dans le coût des combustibles, ces centrales thermiques classiques redevenaient peut-être aujourd'hui rentables. La situation est nouvelle. Faut-il, dès lors, construire du neuf?

8. Il existe des excédents considérables de gaz naturel dont on ne sait que faire et qui engendreront, de toute manière, des surprises. Ne serait-il pas préférable de consommer un peu de gaz dans des centrales classiques? Cette question mérite d'être étudiée. Elle ne se posait pas en 1985.

9. La construction aujourd'hui d'une unité de grande taille — et N8 est une unité de 1 390 mégawatts, soit une puissance supérieure à celle des centrales nucléaires existantes — entraîne comme conséquence que la puissance de l'ensemble des unités dépasse la demande aux heures creuses, si bien que l'on est appelé nécessairement à devoir, comme le disent les techniciens, moduler la charge des centrales. Jusqu'à présent, les sociétés d'électricité ont toujours cherché à l'éviter, parce que ni le donneur de licence de la centrale ni les fournisseurs de combustible ne garantissent leur équipement avec une modulation de la charge. L'accident de Tchernobyl, par exemple — c'est vrai aussi pour deux ou trois autres accidents qui se sont produits aux Etats-Unis voici plusieurs

années —, est survenu alors que la centrale avait fonctionné plusieurs heures à 50 p.c., voire un peu moins, de sa puissance nominale.

C'est un fait nouveau et il mérite d'être étudié.

10. Les taux de réserve actuels sont largement suffisants. Durant la seule heure la plus chargée, à la pointe de l'année, 35 p.c. du parc actuel reste inemployé. Les chiffres d'évaluation des réserves sont bien plus élevés que dans d'autres pays.

11. Voyons ce qu'il en est à la pointe d'hiver. Les sociétés belges d'électricité, qui sont propriétaires, ne l'oublions pas, peuvent disposer du courant d'une centrale ou plutôt de 25 p.c. du courant des quatre centrales nucléaires de Tricastin. Celles-ci alimentent normalement une usine d'enrichissement isotopique du minerai. Comme cette usine est surdimensionnée, on peut la faire fonctionner au ralenti, voire l'arrêter en période hivernale, et disposer de la production des quatre unités. La disponibilité hivernale est donc de 1 000 mégawatts pour satisfaire aux besoins au moment de la pointe.

En conséquence, on n'est sans doute pas obligé de construire une centrale N8. Je demande que ce point, nouveau par rapport à 1985, soit étudié.

12. Si, par la construction de N8, le nucléaire représente près de 75 p.c. de la production globale d'énergie, on peut s'interroger sur la diversification des sources d'énergie, qui me paraît indispensable. Nous sommes tenus par le choix d'une seule source, alors qu'il serait préférable, dès à présent, de les diversifier.

13. Il conviendrait de tenir compte de tous les éléments qui interviennent dans le prix de revient du kilowatt-heure nucléaire: les intérêts intercalaires, les charges financières, l'énergie électrique hydraulique de pompage qui exploite les kilowatts-heure produits durant les heures creuses de nuit par les centrales avec un rendement déplorable, les plans de secours, la recherche.

14. Des études récentes montrent que le prix du kilowatt-heure en Belgique est un des plus élevés d'Europe, pour les consommateurs privés en tout cas, un effort ayant été fait pour les gros consommateurs industriels, alors que l'objectif de la coordination et de la planification des plans d'équipement est d'aboutir à une amélioration du prix de l'énergie.

Tels sont les quatorze éléments qui appellent à tout le moins des réponses.

Troisième type de raisons qui justifient un plan 1987/1997.

On entend dire qu'il faut appliquer le plan 1985/1995. Ce plan a fait l'objet d'une étude et d'une recommandation, celle-ci étant, je le rappelle, l'avis unanime des parties au Comité national de l'Energie.

Je vous en lis quelques extraits des plus importants, que le ministre doit connaître, d'ailleurs: «Le Comité national de l'Energie estime que des études doivent être poursuivies sur des bases non contestables, afin que la comparaison des coûts des différents types de production puisse se faire dans les plus brefs délais.»

Ces études n'existent pas. Si elles existaient avant 1986, elles sont à revoir en raison notamment de la variation des prix pétroliers et d'autres éléments dont j'ai parlé.

Avant toute décision, il importe donc de répondre à la recommandation de 1985.

Autre point soulevé en 1985: «Le Comité national de l'Energie recommande de ne pas courir le risque d'introduire à 100 p.c. dans le parc belge de production une unité N8 de 1 390 mégawatts à un moment où la demande ne se justifierait pas.»

Et voilà qu'on va maintenant l'introduire à 100 p.c., en contradiction avec la recommandation de 1985! C'est pourquoi je plaide pour un nouvel examen.

Je poursuis la lecture: «La décision de principe de construire N8 ayant été prise en 1984, il convient d'examiner la décision de commande de N8 — et ceci est important — dans le prochain plan...» — en 1985, on parlait donc d'un prochain plan qui, jusqu'à présent, n'existe pas et n'a pas été soumis au Comité national de l'Energie — «...et de s'en tenir pour le moment aux procédures administratives préalables aux préparations du site.» D'accord. Mais il faut donc «un prochain plan». Le texte le dit.

«Le Comité national de l'Energie recommande que le secteur de l'électricité puisse maintenir au niveau le plus élevé possible sa consommation de charbon belge, de bas produits d'extraction et de terrils, et de gaz fatal disponible.»

Pas de réponse non plus à cet égard.

Le Comité national de l'Energie demande «que le programme de conversion au charbon soit examiné dans son ensemble dans le prochain plan d'équipement. Il demande de laisser la place dans un plan à des moyens de production que les autoproduleurs industriels pourraient décider d'ici à 1995 en tenant compte des délais courts de ces réalisations de centrales industrielles». Pas de réponse non plus sur ce plan-là.

Voilà des raisons supplémentaires qui justifient l'existence d'un plan 1987-1997, qui découlerait de la recommandation du Comité national de l'Energie énoncée en 1985.

Le quatrième et dernier type d'arguments, je le trouve dans l'accord de gouvernement. Ceci doit intéresser la majorité. «Le gouvernement approuvera le plan d'équipement et de production d'électricité pour la période 1985-1995, en tenant compte de l'avis du Comité de contrôle du gaz et de l'électricité et des conclusions du débat énergétique intervenu à la Chambre et au Sénat en 1982-1983.»

Ces résolutions de 1982-1983 prévoyaient principalement:

Primo, d'accorder la priorité à toutes les politiques d'utilisation rationnelle de l'énergie;

Secundo, d'admettre le nucléaire, mais à la condition de faire des études comparatives;

Tertio, de maintenir le développement de centrales au charbon.

Ces conclusions étaient les mêmes que celles du Comité national de l'Energie.

Sur ces points, aucune étude, aucune réponse, aucun examen.

Voilà pourquoi je continue à croire qu'un plan 1987-1997 est nécessaire, même si l'on suit strictement et correctement l'accord de gouvernement.

J'y relève encore que: «Les besoins complémentaires en courant électrique doivent être couverts par l'adjonction d'une centrale nucléaire, éventuellement dans le cadre d'une collaboration internationale — Chooz B1 et B2 —, par la construction de centrales au charbon avec une préférence pour des types à lits fluidisés, et par la production combinée de chaleur-électricité.

Dans tous les cas, on tiendra compte — ceci est important — de l'ampleur des besoins, des coûts relatifs du kilowatt-heure et de l'impact sur l'environnement.»

En ce qui concerne ces trois domaines, aucune réponse n'a été fournie jusqu'à présent; il n'existe d'ailleurs ni document ni étude à ce sujet. De toute manière, ces procédures doivent, pour être conformes aux prescriptions des lois d'août 1980, être soumises au Comité national de l'Energie.

Je dirai en conclusion qu'il faut un plan 1987-1997. Il est d'ailleurs impossible d'échapper à cette logique; c'est une obligation légale qui répond aux exigences du plan 1985-1995 et se retrouve dans la déclaration gouvernementale. Les raisons économiques et techniques, qui ont varié de 1985 à 1987, le justifient pleinement.

Si, par susceptibilité, vous voulez parler, non pas d'un plan 1987-1997, mais plutôt d'une adaptation du plan 1985-1995 qui soit un quasi-plan 1987-1997, je ne suis pas chatouilleux sur les titres, pour autant, cela va de soi, que l'ensemble des études et les quatorze points que je viens de mentionner, soient rassemblés dans un document à soumettre pour examen au Comité national de l'Energie.

Enfin, et je terminerai par là, je voudrais que le rapport attendu de la commission d'information en matière de sécurité nucléaire — commission appelée en abrégé «commission Tchernobyl» — concerne exclusivement les mesures de radioactivité, le plan de secours à la population et la sûreté des centrales nucléaires. Comme le précise le texte de la résolution, très malencontreusement d'ailleurs, ce rapport doit être remis pour le 30 novembre.

Lorsque le rapport, concernant les trois domaines que j'ai évoqués, sera achevé et déposé, la mission de la commission d'information ne sera pas, pour autant, terminée. En effet, il lui restera de nombreux points à examiner, notamment les normes, le plan de secours médical, le transport des matières nucléaires, etc. Il s'agit de points importants qui requièrent un examen urgent. Il ne faudrait pas prendre prétexte de cette résolution pour dire que, le rapport étant remis le 30 novembre, la mission de la commission est terminée.

Voilà, monsieur le ministre, les différents points que je souhaitais développer et à propos desquels j'attends votre réponse. (Applaudisse-

ments sur les bancs socialistes, sur les bancs Ecolo et Agalev et sur ceux de la Volksunie.)

M. le Président. — Permettez-moi de vous faire remarquer, monsieur de Wasseige, que le ministre n'est pas obligé de répondre à vos questions. Soyons clairs, il s'agit de résolutions. Vous avez, en fait, développé une argumentation au sujet de votre amendement, mais il appartient à l'assemblée de se prononcer.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, je n'ouvre pas le débat sur le fond, mais sur la procédure. Je voudrais que le ministre réponde si, oui ou non, il y aura un plan 1987-1997.

De heer Luyten. — De heer de Wasseige heeft een poging gedaan om de minister te overtuigen.

M. le Président. — Je rappelle qu'il s'agit de résolutions. Si le ministre veut s'exprimer, il peut le faire, mais il n'y est pas tenu. Je suis très strict sur ce point.

Monsieur de Wasseige, vous avez défendu votre amendement. Si vous obtenez le consensus de l'assemblée, tant mieux! Si, par la suite, le gouvernement veut en tenir compte, c'est encore mieux. Mais il ne lui appartient pas de prendre position sur le contenu de résolutions.

M. Lallemand. — C'est incontestable!

De Voorzitter. — De heer Victor Van Eetvelt had ook het woord gevraagd, maar hij is verontschuldigd.

La parole est à M. Langendries.

M. Langendries. — Monsieur le Président, M. Victor Van Eetvelt, dans l'impossibilité de faire cet après-midi une déclaration au nom de son groupe, m'a demandé d'associer celui-ci aux propos que j'ai tenus précédemment, au nom du mien.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Gryp.

De heer Gryp. — Mijnheer de Voorzitter, allereerst wil ik uiting geven aan mijn diepe verontwaardiging over de onduidelbare manipulaties die hebben plaatsgevonden bij de behandeling van deze resoluties. Vóór ik tot deze hoge vergadering werd toegelaten zou ik nooit hebben geloofd dat zo iets in de Belgische Senaat kon gebeuren. Dit zijn praktijken die thuishoren in een of andere bananenrepubliek, maar ondenkbaar zijn in een Westeuropese parlementaire democratie.

De heer Luyten. — Heeft dit u verwonderd?

De heer Gryp. — Eigenlijk niet. Het blijkt dat ik me vergist heb. Blijkbaar is het dus toch mogelijk een voorstel van resolutie te bespreken en erover te stemmen in commissie en achteraf, onder druk van enkele ontstemde industriëlen, want daar gaat het over, terug te krabbelen en het in commissie aangenomen voorstel als een nieuw voorstel te beschouwen en als dusdanig in te dienen, teneinde een bijkomende amendement ten gunste van de nucleaire industrie in de commissie mogelijk te maken, wat reglementair enkel in openbare vergadering kan gebeuren.

Wat de zaak zo mogelijk nog erger maakt, is het feit dat dit maneuver mogelijk werd gemaakt dank zij de onbegrijpelijke medewerking van leden van de oppositiepartijen PS, SP en VU.

Bovendien moeten wij vaststellen dat de uiteindelijk in commissie — meerderheid tegen oppositie — aangenomen tekst, die we thans in openbare vergadering voorgeschoteld krijgen, van geen kanten klopt en inhoudelijk een enorme miskleun is.

Ik verklaar mij nader hieromtrent. Minister Maystadt verklaart bij de bespreking van zijn begroting in de commissie voor de Economische Aangelegenheden letterlijk het volgende:

«De regering zal geen beslissing nemen over het uitrustingsplan alvorens de besluiten van die parlementaire werkzaamheden gekend zijn.» Met dit laatste bedoelt hij de werkzaamheden van de Informatiecommissie. Geen woord dus over een limietdatum!

Bij zijn inleidende uiteenzetting over het energiebeleid is de staatssecretaris voor Energie in dezelfde commissie zo mogelijk nog duidelijker; hij verklaart immers letterlijk het volgende:

«De regering heeft ter zake een standpunt ingenomen dat het niet aangewezen is enige beslissing te nemen met betrekking tot de volgende kerncentrale, vooraleer het onderzoek betreffende de nucleaire veiligheid voldoende ver gevorderd is in het Parlement.»

Alweer geen einddatum, collega's!

Bij de eigenlijke bespreking in de commissie van dit voorstel wordt dit regeringsstandpunt nogmaals bevestigd door de minister. Ik citeer opnieuw uit het verslag: «De minister van Economische Zaken herinnert eraan dat de procedure aan de orde is die betrekking heeft op de werkzaamheden van de Informatiecommissie bij de Senaat inzake de veiligheid in de kerncentrale en de bescherming van de bevolking. Onder meer via de Eerste minister heeft de regering reeds aangekondigd dat zij geen beslissing zou nemen en dus het uitrustingsplan en de bouw van een bijkomende kerncentrale niet zou goedkeuren vóór die bijzondere Senaatscommissie haar werkzaamheden heeft afgerond.»

Er is dus in hoofdte van de Eerste minister geen enkele intentie om deze werkzaamheden aan een opgelegde termijn te onderwerpen. En met reden. Want de resolutie van 15 mei 1986 waarbij de Informatiecommissie werd ingesteld bepaalt nadrukkelijk in haar artikel 1 dat dit geld voor de duur van de zittingsperiode en de enige tijdsverplichting is verwoord in artikel 4 dat stelt: «De commissie brengt minstens eenmaal per jaar verslag uit aan de Senaat.»

Als minister Maystadt dan bij de bespreking van deze resolutie aan zijn geciteerde verklaring toevoegt dat de Premier en hijzelf «menen dat die werkzaamheden voor het reces beëindigd zouden kunnen zijn», houdt dit dus hoegenaamd niet in dat hieruit mag worden afgeleid dat de regering een beslissing zou nemen zonder het einde van de werkzaamheden van de Informatiecommissie af te wachten, en vooral zonder haar besluiten af te wachten, zoals verkeerdelijk geïnterpreteerd werd in het tweede lid van dit voorstel van resolutie.

Om alle twijfel hierover weg te nemen heeft de minister het zelfs nodig geacht het regeringsstandpunt nogmaals te formuleren, en ik citeer opnieuw uit het verslag: «De minister wijst erop dat de regering gehoor heeft gegeven aan de bezorgdheid dat het belang van de werkzaamheden van de bijzondere Senaatscommissie onderschat zou worden. Dat brengt mee dat de regering de besluiten zal afwachten van de drie delen, te weten meetsystemen, bescherming van de bevolking en veiligheid in de kerncentrales.» Hierbij ontbreekt alweer iedere eis in verband met het tijdstip waarop zulks dient te gebeuren.

Waarom heeft de commissie voor Economische Aangelegenheden het dan toch nodig geacht deze resolutie in te dienen, en waarom wil zij, of liever willen sommige van hun leden zich heiliger voordoen dan de paus?

Mijnheer de Voorzitter, toen ik het woord heb genomen in de bespreking bij de begroting heb ik dit al duidelijk gesteld. De bedoeling van deze resolutie is de regering dwingen een beslissing over de bouw van de achtste kerncentrale te nemen vóór het einde van het jaar. Over de aard van deze beslissing hoeft niemand te twijfelen. Over de reden van deze haast al evenmin. Het gaat over de boetes aan Framatom en de enorme leningen die reeds door nucleaire bedrijven zijn aangegaan.

Daarvoor moet dan maar de hele gemeenschap opdraaien en moet zij nutteloze risico's aanvaarden voor een overbodige kerncentrale. Terloops wil ik in dat verband nog maar eens wijzen op het duidelijke antwoord van de staatssecretaris in de commissie. Ik citeer opnieuw uit het verslag: «In verband met Chooz bestaat er vanwege de Belgische regering geen verplichting. Er zijn uitsluitend besprekingen geweest tussen de maatschappijen.»

Tijdens het begrotingsdebat heeft de staatssecretaris dan nogmaals zeer duidelijk bevestigd dat iedereen zijn verantwoordelijkheid op zich moet nemen en dat de regering niet gehouden is aan de verplichtingen aangegaan door privé-maatschappijen. Indien deze privé-maatschappijen beoordelingsfouten hebben gemaakt, is het in elk geval niet de gebruiker die hiervoor moet opdraaien.

Aan de vertegenwoordigers van de nucleaire industrie wil ik een oud Vlaams gezegde in herinnering brengen, namelijk «Een goed verstaander heeft maar een half woord nodig». Bij hen is dat echter blijkbaar niet het geval, ofwel zijn ze hardhorig.

We kunnen dus niet anders dan besluiten dat deze resolutie, zowel wat de procedure waarop ze is tot stand gekomen als wat haar inhoud betreft, een echt wangedrocht is. We zullen met groot enthousiasme tegenstemmen en het hoofdamendement van collega Pataer steunen.

Wat resolutie nummer 557 betreft, kan ik kort zijn. In verband met de procedure werd hier dezelfde wansmakelijke klucht opgevoerd als bij de vorige resolutie.

Namens onze fractie protesteer ik met klem tegen deze gang van zaken en betreur ik ten zeerste de houding van de commissievoorzitter, die in deze materie duidelijk blijk heeft gegeven van een partijdigheid die niet thuis hoort in de Senaat. Ik wil er enkel op wijzen, zoals ik dat trouwens eerder heb gedaan, dat het niet opgaat koudweg te stellen dat sedert de actualisering in maart 1986 van het uitrustingsplan 1985-1995, zich geen nieuw economisch feit heeft voorgedaan. Ik sluit mij hier aan bij wat de heer de Wasseige zoëven heeft gezegd.

Welnu, afgezien van het cynische om uitgerekend naar deze datum te verwijzen en met geen woord te reppen over 26 april 1986, wil ik de collega's die deze zienswijze tot de hunne maken, opmerkzaam maken op de resem nieuwe economische feiten die zich wel degelijk sinds die datum hebben voorgedaan, zoals de daling van de olieprijs, de daling van de dollarkoers, de verplichting de aardgascontracten n^o te leven en de beslissing van EDF geen 50 pct. van de produktie van Doel V af te nemen. Meer dan genoeg dus om een nieuw uitrustingsplan 1987-1997 op te maken. Wij zullen dus ook tegen deze resolutie stemmen en het amendement van de heer de Wasseige steunen.

Tot slot enkele opmerkingen bij de behandeling die resolutie 348 is te beurt gevallen. Bij het lezen van het verslag hierover zijn de weinige haren die mij nog resten, letterlijk te berge gerezen.

De redeneringen die daarin verwoord zijn, getuigen van een verregaande intellectuele oneerlijkheid, die men niet zou verwachten bij leden van de Senaat.

Ten eerste kan het feit dat een aantal medeondertekenaars akkoord gaan met een nieuw voorstel, niet worden ingeroepen om eruit af te leiden dat de andere medeauteurs hun voorstel hebben ingetrokken.

Bovendien werden wij niet geraadpleegd, niet tegenstaande zowel collega Trussart als ikzelf medeondertekenaars waren. Het is niet omdat wij geen erkende fractie vormen dat wij niet op dezelfde wijze en met hetzelfde respect moeten worden behandeld als alle andere senatoren. Wij hebben net zo goed het recht betrokken te worden bij de procedures waarmee voorstellen behandeld worden waarvan wij mede-indieners zijn, bijvoorbeeld door gebruik te maken van artikel 51 van het reglement om een voorstel over te nemen.

Of zou het soms kunnen dat een Senaatscommissie, die erin slaagt met een stemming een ingediend en in overweging genomen voorstel als niet-bestaand te verklaren, bij dezelfde stemming een aantal senatoren ook niet-bestaand heeft verklaard? Bij de evolutie in de gebruiken en geplogenheden die we op het ogenblik in de Senaat beleven, zou ons dat niet verwonderen. (*Applaus op de banken van Agalev en Ecolo, de Volksunie en op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, puisque j'ai été mis en cause par M. Gryp, permettez-moi de préciser deux points.

En ce qui concerne les résolutions numéros 556 et 557, sur lesquelles la commission de l'Economie s'est prononcée positivement et qui sont soumises à l'approbation du Sénat, il est parfaitement exact qu'un premier vote positif, dont le résultat a été rappelé par M. de Wasseige, est intervenu en commission.

Dès lors, au moment où ces résolutions vous ont été transmises, monsieur le Président, je dois avouer que je considérais que la commission de l'Economie avait accompli sa tâche. Il est cependant apparu que ces résolutions devaient d'abord être prises en considération, en séance publique, par le Sénat avant que la commission puisse se prononcer valablement à leur égard, ce qui fut le cas. Voilà l'explication du double passage en commission des deux résolutions présentées aujourd'hui, en séance publique du Sénat.

J'en viens à la résolution numéro 348, considérée comme inexistante par la majorité de la commission.

A ce sujet, je me permets de rappeler un passage du rapport que certains — et notamment le préopinant — ne paraissent pas avoir lu. Il y est dit, en effet, que le président se disposait à permettre à la commission de l'Economie de se prononcer sur la proposition de M. Pataer, mais qu'une majorité de sénateurs estimant que cette résolution ne pouvait plus être mise aux voix puisqu'elle avait été remplacée, après de nombreux amendements, par une autre, il avait jugé, probablement par inexpérience — je n'ai, en effet, été président de la commission des Finances que pendant deux ans et ne suis président de la commission de l'Economie que depuis deux ans — qu'il convenait que la commission se prononce d'abord sur ce préalable. Ce point de vue s'étant révélé

majoritaire lors du vote intervenu en commission, il n'a plus été possible de le prononcer sur la résolution de M. Pataer, devenue inexistante.

Je souhaite faire cette mise au point en séance publique puisque d'aucuns n'ont, semble-t-il, pas pris, ou pas voulu prendre connaissance du rapport.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Gryp.

De heer Gryp. — Mijnheer de Voorzitter, ik protesteer omdat de heer Hatry vóór mijn uiteenzetting heeft verklaard dat de zeven ondertekenaars van deze resolutie werden geraadpleegd. Dit is onjuist; noch de heer Trussart noch ikzelf werden op enig ogenblik geconsulteerd.

De Voorzitter. — De Senaat zal de gelegenheid hebben zich bij de stemming over deze resolutie uit te spreken.

Le Sénat aura l'occasion de se prononcer au moment du vote.

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, avant d'aborder le fond du problème, permettez-moi de lire quelques brefs passages d'articles parus récemment dans la presse et qui, me semble-t-il, reflètent assez bien l'ambiance dans laquelle baigne le débat en cours.

Tout d'abord, tirée du magazine *Industrie* de ce mois de juillet, sous le titre «De l'influence du nucléaire sur le prix de l'électricité», une interview commentée d'André Claude, président du comité de direction d'Intercom: «Résultats positifs pour l'exercice 1986, chez Intercom, qui propose un dividende en hausse de 4,4 p.c. par rapport à l'exercice précédent.» Une ombre noire au tableau cependant pour le président du comité de direction de la société: l'absence de décision concernant le plan d'équipement 1985-1995 qui prévoit, entre autres, la construction de Doel V.

Son crédo à l'égard du nucléaire, André Claude n'est pas le seul à le répéter puisque les producteurs d'électricité, sans exception, souhaitent que «dans l'intérêt de tous, la part relative du nucléaire se maintienne, dans l'avenir, au niveau actuel, soit environ les deux tiers». Et cela, dans le contexte où la consommation d'électricité ne cesse de croître!

«C'est dire qu'une huitième unité nucléaire est, plus que jamais, justifiée, si l'on veut éviter de devoir, de nouveau, brûler de plus en plus de combustibles fossiles», commente André Claude en rappelant les accords conclus avec la France, lesquels entraînent, depuis mars dernier, des pénalités de 50 millions de francs belges par trimestre, pénalités pouvant atteindre un milliard 700 millions, sans compter les frais d'études déjà engagés. Et tout cela, sans tenir compte du fait que la centrale nucléaire N8 représente, pour la Belgique, quarante millions d'heures de travail; de quoi fournir un emploi à cinq mille personnes, pendant cinq ans! «Mais bien entendu, l'accident survenu à Tchernobyl n'a rien fait pour accélérer la décision gouvernementale en matière nucléaire», a encore ajouté André Claude.

Voici ensuite, repris dans le même magazine, des propos de Pierre Klees, directeur général et administrateur délégué des Acec, sous le titre «Pierre Klees, écologiste du nucléaire». Plutôt exaspéré par les attermoissements du gouvernement, Pierre Klees, le grand manitou des Acec, déplore notamment l'absence totale de planification des grands programmes industriels, à une exception près, l'espace. Il déclare: «Là, il faut reconnaître que le secteur est en progression, avec le plan de M. Verhofstadt. Mais de grâce, qu'on prenne enfin une décision sur la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, à propos de laquelle, soit dit en passant, tous les contrats sont déjà signés depuis belle lurette.»

«Acec a besoin de 12 milliards de commandes par an, aussi bien dans le secteur des transports que dans celui de la défense, des télécommunications, de l'industrie nucléaire, de l'industrie privée et de l'exportation. Et, comme c'est le cas pour toutes les entreprises opérant dans ces secteurs, notre principal interlocuteur, en Belgique et à l'étranger, ce sont les pouvoirs publics.»

Mais pour exporter, il faut à la fois une vitrine et un certain volume de production. C'est cela que l'Etat nous ôte en se refusant à prendre des décisions. Continuer ces attermoissements, c'est condamner à mort des secteurs industriels entiers. Ce n'est pas responsable.»

En troisième lieu, extrait d'un article intitulé «Scènes de désolation autour de Tchernobyl» et repris par l'agence Belga le 18 juin dernier, je cite le passage suivant: «Les autorités de Kiev ont, jusqu'à présent, dépensé plus de 370 millions de roubles, soit près de 21 milliards de francs belges, de compensation, selon M. Konstantin Fursov, vice-président du

conseil de gouvernement régional de Kiev.» Il ajoute que «sur un total de 179 villages évacués, après l'accident, 27 ne seront plus jamais habités».

Enfin, en juin dernier également, dans l'*Echo syndical*, organe du Syndicat national du personnel de la Gendarmerie, on peut lire, en exergue du récit critique d'un exercice de cadre ayant eu pour thème «Un incident à la centrale nucléaire de Chooz», récit émaillé de phrases comme la suivante: «Cet exercice s'est déroulé parfaitement et sans incidents, mais aucun des participants ne s'y est leurré et n'a été convaincu de l'efficacité de notre intervention, en cas de catastrophe réelle. Actuellement, selon l'exposé de l'officier directeur de l'exercice, la gendarmerie, voire les autres services de secours, ne dispose d'aucune directive précise émanant du gouvernement», on peut donc lire, disais-je, la considération ci-après: «Selon la presse récente, l'après-Tchernobyl a activé la Commission d'étude et, actuellement, un plan de secours est établi. Nous bénéficions même d'accords d'assistance entre pays voisins. Mais, étant convaincus de la fiabilité de nos centrales, la zone de confinement est restée à un rayon de 10 kilomètres.

Bref, n'étant pas expert en la matière, je n'en discuterai pas. Les dirigeants soviétiques excluaient aussi une catastrophe débordant cette zone; pourtant, la catastrophe de Tchernobyl, en date du 25 avril 1986, a fait sentir ses effets dans un rayon de 1 600 kilomètres et le 26 avril 1986, le danger était reconnu réel par les autorités soviétiques dans un rayon de 100 à 200 kilomètres.»

Vous conviendrez avec moi que les extraits de presse que je viens de citer révèlent, même de manière schématique, deux points de vue dominants en la matière.

D'un côté, celui des représentants des secteurs industriel et financier qui font pression depuis des mois en vue de provoquer une décision favorable à la construction de la N8. Leurs arguments principaux: des millions d'heures de travail pour des milliers d'emplois pendant plusieurs années, des contrats déjà signés, des pénalités pouvant s'élever à près de deux milliards en cas de non-réalisation, une consommation d'électricité qui ne cesse de croître et un prix de l'électricité favorablement influencé par la part importante prise par l'énergie nucléaire dans notre parc de production. Je reviendrai sur ces arguments plus avant dans mon exposé. Pour eux, la prise en compte des besoins réels, de Tchernobyl et des probabilités, bien sérieuses aujourd'hui, de catastrophes futures, des perspectives d'orienter autrement le développement économique et social, ne présente aucun intérêt. C'est du moins ce que leur attitude publique laisse croire. Je doute fort, pour ma part, que c'est ce qu'ils pensent. L'intervention faite à cette tribune par notre collègue Harry, lors de la discussion du budget des Affaires économiques, est fort représentative de cette tendance.

De l'autre, celui engendré par la divulgation, goutte à goutte, des lourdes retombées de l'accident de Tchernobyl et la profonde inquiétude, voire l'angoisse, ressentie par la population dans son ensemble. Cette inquiétude a d'ailleurs un double aspect. Elle est alimentée à la fois par la connaissance des risques de plus en plus concrets liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire et par le dramatique chômage qui sévit en ce moment et qui pourrait encore gonfler en cas d'abandon du programme nucléaire. Le chantage à l'emploi est — faut-il encore le souligner? — monnaie courante aujourd'hui.

Dans ce climat, la population ne peut que se sentir forcée de choisir entre la peste et le choléra.

Et pourtant, il existe une solution pour sortir de cette impasse; elle tient, pour l'essentiel, dans la réorientation du développement socio-économique et, en particulier, dans une perspective de changement fondamental en matière de politique énergétique qui conduit à moyen terme à une utilisation optimale de l'énergie, à une production décentralisée et à un recours important aux ressources renouvelables.

Il va de soi que l'on n'est pas très rassuré en ce qui concerne l'emploi aux Acc. Mais est-ce une raison pour donner à fabriquer, à cette entreprise, une centrale nucléaire inutile? Et après la N8, pourquoi pas une N9, puis une N10, une N11? Il faudra pourtant s'arrêter un jour! Quelle absurdité ce serait, alors, que, par ailleurs, on néglige d'investir dans des secteurs socialement rentables, comme celui des communications, spécialement des transports publics! Le coût social induit par cette politique économique «qui ne voit que le bout de son nez» est très important.

Reparlons un instant des arguments présentés en faveur de la construction de la N8, notamment ceux portant sur la croissance de la consommation d'électricité et sur le prix du kilowatt-heure.

Il est vrai que l'on enregistre une légère hausse de la consommation d'électricité, mais, il faut le noter, elle survient après une longue période de stagnation. En outre, on doit considérer que la consommation d'électricité a été artificiellement gonflée du fait d'une plus forte utilisation d'énergie électrique pour des usages thermiques dans le secteur privé et dans celui des services, grâce à une stimulation publicitaire active qui conduit à des comportements aberrants sur le plan énergétique.

Pour ce qui est du kilowatt-heure, qui serait influencé à la baisse à cause de la production nucléaire, une remarque fondamentale s'impose. S'il était tenu compte, honnêtement, de quelques surcoûts, la situation serait sérieusement modifiée. Parmi ces surcoûts, relevons tout d'abord une hausse du coût du retraitement, due à la fixation de normes de radioprotection et de rejet en mer plus sévères, comme, raisonnablement, cela devrait être décidé; en second lieu, une augmentation de la couverture des risques nucléaires plus conforme à l'ampleur effective de ces risques; enfin, une réévaluation du coût du démantèlement, dans le but de le rendre plus proche de la réalité.

Je tiens à rappeler, par ailleurs, qu'au Danemark, où n'existe aucune production d'électricité d'origine nucléaire, le prix du kilowatt-heure en basse tension est le plus bas d'Europe.

Mais revenons-en à notre impasse et aux moyens d'en sortir. De plusieurs études récentes, sérieuses, indépendantes et intellectuellement de bonne foi — vous aurez compris qu'il ne s'agit donc pas d'études commanditées par les secteurs industriels ou financiers directement concernés —, il ressort que, même à politique inchangée, de nouvelles centrales nucléaires ne sont nécessaires ni du point de vue de la sécurité d'approvisionnement ni du point de vue économique.

Si, et c'est évidemment préférable, on met en place une réelle politique d'utilisation rationnelle de l'énergie, on peut stabiliser la demande en électricité sans la moindre diminution du confort individuel, au contraire.

Si, en outre, des mesures sont prises en vue de favoriser la production décentralisée, les études concordent pour dire qu'il est possible de sortir totalement du nucléaire bien avant l'an 2000 et que la fermeture de toutes les centrales nucléaires belges ne pose pas de problèmes techniques, économiques ou écologiques majeurs.

Cependant, un désengagement programmé permet d'éviter aussi bien l'écueil d'une centralisation que l'accroissement de la pollution atmosphérique. L'important est de trouver le compromis entre le nécessaire abandon d'une filière nucléaire, dont les risques sont de plus en plus évidents, et l'obligation d'éviter les inconvénients d'une sortie mal calculée. Le changement de politique que constitue l'abandon de la filière nucléaire ne peut qu'entraîner des retombées positives sur les plans économique, politique et social. Les écologistes en sont convaincus.

Aujourd'hui, la question ne doit donc plus être de savoir s'il faut une centrale nucléaire en supplément ou si la Belgique abandonne ou non le nucléaire. La seule question pertinente est la suivante: «Quand et comment sortir au plus tôt du nucléaire?»

En l'occurrence, il est bien évident que nous ne pouvons être d'accord sur une proposition de résolution qui donne toute latitude au gouvernement de décider la construction d'une centrale nucléaire supplémentaire, alors même que la Commission d'information n'aurait pas terminé ses travaux.

Il est bien vrai, comme l'a rappelé son président, que cette commission n'a pas pour objectif de juger de l'opportunité de construire une huitième centrale nucléaire. Mais, il n'empêche qu'il serait complètement fou de décider de construire cette unité nucléaire, alors que, quelques mois plus tard, ladite commission pourrait conclure à l'impossibilité d'assurer valablement la sécurité dans les centrales nucléaires et la protection de la population en cas d'accident non limité au site. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo et Agalev et sur certains autres bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer André Geens.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Voorzitter, ik sluit mij aan bij de vorige sprekers die ook hun verwondering hebben uitgedrukt over de gevolgde procedure. De bespreking van deze voorstellen van resolutie in hun huidige vorm is nog weinig zinvol.

Het eerste voorstel van resolutie pleitte voor de actualisering van het uitrustingsplan 1987-1997. Bij de bespreking in de commissie werd gepoogd te weerleggen dat dit niet noodzakelijk was. Ik heb vastgesteld dat er bij een aantal commissieleden een manifeste onwil aanwezig was om die herziening te eisen. Ik vraag mij af wat daarvoor de reden kan zijn. Die leden, met industriële ervaring, weten toch dat tienjarenplannen

jaarlijks moeten worden herzien. Men maakt geen tienjarenplannen die niet om het jaar worden geëvalueerd en aangepast, of men gaat failliet.

Er zijn dus andere redenen waarom men zich tegen de actualisering van dit uitrustingsplan verzet. Collega de Wasseige heeft zeer duidelijk aangetoond dat in het verleden het uitrustingsplan jaarlijks werd aangepast, zoals het logischerwijze moet gebeuren bij elk meerjarenplan, want anders mislukt het.

De andere redenen liggen voor de hand. De beslissing voor de bouw van de N8 is genomen; niet door de regering weliswaar, zoals door de staatssecretaris trouwens uitdrukkelijk werd verklaard en ik heb geen reden om hem niet te geloven. Zij werd ook door de minister van Economische Zaken bevestigd. De bestellingen werden, ten minste gedeeltelijk, door de elektriciteitsmaatschappijen reeds doorgegeven.

Er is het merkwaardige en niet vergeten akkoord van Chooz, dat zich in een globale belangencontext situeert. Mijnheer de Voorzitter, degenen die denken dat zij een groep van ondernemingen kunnen redden of op lange termijn in stand kunnen houden door stelselmatig onverantwoorde overheidsopdrachten te geven, vergissen zich schromelijk.

De heer Trussart heeft er een boutade van gemaakt toen hij zei: «Waarom ook geen N9, N10, N11?» Waar eindigt dit spelletje?

De vraag over het uitrustingsplan is in wezen fundamenteel; de elementen aangebracht door collega de Wasseige tonen voldoende aan dat alles aanwezig is om het globale pakket grondig te herzien. Immers, er is in de maatschappij een nieuwe denkevolutie aan de gang, vooral inzake de rol van nucleaire sector. Dit miskennen op het niveau van het Parlement is een miskenning van wat leeft in de maatschappij, maatschappij waarvoor wij werden verkozen. De bekommelingen van die maatschappij moeten wij hier tot uitdrukking brengen. Wanneer wij officieel vaststellen dat 67 pct. van de elektriciteit uit kernenergie wordt geproduceerd, is mis schien het ogenblik gekomen om zich af te vragen of het verstandig is, zelfs om zuiver economische redenen, hiermee voort te gaan.

Afgezien van voor mij primordiale factoren, als ecologie en sociale kosten, blijft het een open vraag of kernenergie een verstandige keuze is. Onze fractie kan de eerste resolutie in zijn huidige vorm onmogelijk goedkeuren, gewoon omdat het een overbodige en zinloze resolutie geworden is.

De tweede resolutie dan. Ik kom niet meer terug op wat in de commissie is gebeurd, dat hebben andere collega's reeds gedaan. De heer Pataer heeft ook zijn ongenoegen uitgedrukt over het lot van zijn eigen resolutie.

Het verbaast mij dat alle fracties van de meerderheid hier op de tribune komen vertellen dat de tweede resolutie eigenlijk niet bedoelt wat ze zegt. Waarom aanvaardt men dan geen amendement dat zegt wat men bedoelt? Ik heb een dergelijk amendement ingediend en ik reken erop dat het wordt goedgekeurd. Dat zou ten minste blijk geven van intellectuele fair play. En ik reken daarvoor op de steun van de voorzitter die vaak pleit voor degelijk wetgevend werk. Ook als de Senaat een resolutie goedkeurt, moet het inhoudelijk een goede resolutie zijn. Een resolutie moet niet stellen dat de commissie haar verslag vóór 30 november moet indienen als dat niet wordt bedoeld. En als slechts een gedeelte van het verslag wordt verwacht, dan moet worden gezegd welk gedeelte. Een verklaring voor de stemming kan voor mij niet volstaan, ik verwacht een aangepaste en duidelijke tekst.

Deze resolutie is ook inhoudelijk uitgehold. Men heeft eraan toegevoegd dat de regering een beslissing moet nemen vóór het einde van het jaar, wat erop neerkomt dat een achtste kerncentrale moet worden besteld. Wij kunnen deze toevoeging onmogelijk aanvaarden.

Ik wil besluiten met een paar beschouwingen. Wij zouden met zijn allen eens sereen moeten nadenken over de wenselijkheid van kernenergie, van nucleaire centrales, en op een andere manier dan dit in het verleden gebeurde. Wij hebben steeds gediscussieerd op basis van economische argumenten. Ik geef grif toe dat ik dit vroeger ook heb gedaan. Ik ben niet beschaamd om dat te zeggen. Ingevolge onze huidige kennis zullen wij op een andere manier moeten discussiëren over de nucleaire energie en de gevolgen ervan. Zolang wij geen uitweg weten met het nucleair afval, met de zekerheidsnormen en met de uiteindelijke gevolgen van kernenergie op lange termijn, zaden wij toekomstige generaties op met een onverantwoorde erfenis als wij ons verder voor kernenergie engageren. Vandaar mijn pleidooi en ik hoop dat het energiedebat dat de staatssecretaris heeft aangekondigd ons gelegenheid tot herinnering zal geven. Maar vandaag reeds roep ik alle fracties op om in een geest van onafhankelijkheid dit probleem te benaderen en na te denken over een aantal andere dan economische elementen. Onze maatschappij wordt

door het economische overheerst, maar het zal de verwaarlozing zijn van sociale en ecologische elementen die ons door de komende generaties bijzonder kwalijk zal worden genomen. (*Applaus op de banken van de Volksunie, op de socialistische banken en op de banken van Agalev en Ecolo.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Aerts.

De heer Aerts, staatssecretaris voor Energie, toegevoegd aan de minister van Economische Zaken. — Mijnheer de Voorzitter, ik had het genoeg een aandachtig toehoorder te mogen zijn bij deze discussie. Ik kan echt niet akkoord gaan met degenen die menen dat dit debat niet zinvol zou zijn. Er werden hier interessante dingen gezegd.

Ik was ook een geïnteresseerd toehoorder, al was het maar omdat ik hier het standpunt van de regering ter zake wou bevestigen. Dit standpunt dat reeds eerder door de Eerste minister, door minister Maystadt en ook door mijzelf werd geformuleerd houdt in dat de regering geen beslissing zou nemen, noch omtrent het uitrustingsplan, noch omtrent de bouw van een bijkomende kerncentrale, vóór de bijzondere Senaatscommissie haar werkzaamheden zou hebben afgerond. Dat is en blijft ons standpunt.

De werkzaamheden van de commissie zijn dus wel degelijk van belang in deze aangelegenheid, vooral wat de bescherming van de bevolking en de veiligheid van de centrales betreft.

De commissie heeft zichzelf bepaalde tijdslimieten opgelegd. De regering had daartegen geen bezwaar. Ik bevestig derhalve dat de tekst door de commissie aan deze vergadering ter goedkeuring voorgelegd, door de regering volkomen wordt onderschreven.

En ce qui concerne la résolution relative au plan d'équipement du secteur électricité, le gouvernement rencontre le texte adopté en commission et marque notamment son accord pour que le plan 1985-1995 soit actualisé dans les délais les plus brefs.

Avant même qu'elle soit votée ici, au Sénat, j'ai déjà commencé à exécuter cette résolution dont le contenu me paraît de bon sens. J'ai fixé au 15 septembre le délai limite pour la réponse du Comité national de l'Energie, après préparation de la matière pour le Comité de gestion des entreprises d'électricité, et ce afin de ne pas retarder les travaux de la commission, comme nous en étions convenus, lors des dernières séances.

En conclusion, le gouvernement est d'accord de se prononcer en faveur des deux propositions de résolution telles que soumises à cette assemblée. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de bespreking, verklaar ik ze voor gesloten. Wij gaan nu over tot de beraadslaging over de tekst van elk van de voorstellen van resolutie en over de amendementen die er betrekking op hebben.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion, je la déclare close et nous passons à l'examen du texte de chacune des propositions de résolution et des amendements y afférents.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE BETREFFENDE DE VESTIGING EN HET OPSTARTEN VAN EEN ACHTSTE KERNCENTRALE

Beraadslaging over de tekst van het voorstel van resolutie en over de amendementen die er betrekking op hebben

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE A L'IMPLANTATION ET A LA MISE EN SERVICE D'UNE HUITIEME CENTRALE NUCLEAIRE

Examen du texte de la proposition de résolution et des amendements y afférents

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van de tekst van het voorstel van resolutie en van de amendementen die er betrekking op hebben.

Nous abordons l'examen du texte de la proposition de résolution et des amendements y afférents.

Je signale que des amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés.

Ik deel u mee dat amendementen ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden? (*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

Het voorstel van resolutie luidt:

«De Senaat verzoekt de regering geen enkele beslissing te nemen met betrekking tot de vestiging en het opstarten van een achtste kerncentrale, zolang de Informatiecommissie die in de Senaat werd ingesteld op 15 mei 1986 haar werkzaamheden met betrekking tot de veiligheid van de kerncentrales en de bescherming van de bevolking niet heeft beëindigd, met dien verstande dat de commissie haar verslag uiterlijk op 30 november 1987 bij het bureau van de Senaat moet indienen.»

De Senaat neemt akte van de verklaring van de minister van Economische Zaken dat de regering in ieder geval een definitieve beslissing zou kunnen nemen vóór 31 december 1987.»

«Le Sénat demande au gouvernement de ne prendre aucune décision relative à l'implantation et à la mise en service d'une huitième centrale nucléaire tant que la Commission d'information, instituée le 15 mai 1986 au Sénat, n'aura pas terminé ses travaux concernant la sécurité dans les centrales nucléaires et la protection de la population, la commission devant déposer son rapport sur le bureau du Sénat le 30 novembre 1987 au plus tard.»

Le Sénat prend acte de la déclaration du ministre des Affaires économiques de ce qu'en tout état de cause, le gouvernement pourrait prendre une décision définitive avant le 31 décembre 1987.»

De heer Pataer stelt het volgende amendement voor:

«In het eerste lid de woorden «met dien verstande dat de commissie haar verslag uiterlijk op 30 november 1987 bij het bureau van de Senaat moet indienen» te doen vervallen.»

«Au premier alinéa, supprimer les mots «la commission devant déposer son rapport sur le bureau du Sénat le 30 novembre 1987 au plus tard.»

Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb mijn amendement reeds verdedigd tijdens de algemene bespreking maar met uw toestemming had ik graag nog een vraag gesteld aan de staatssecretaris.

De Voorzitter. — Mijnheer Pataer, de staatssecretaris is strikt genomen niet betrokken bij deze bespreking.

De heer Pataer. — Inderdaad, mijnheer de Voorzitter, maar de staatssecretaris heeft hier verklaard dat hij geen bezwaar heeft tegen deze resolutie. Dat was zeer vriendelijk van hem. Ik had echter ook graag zijn mening vernomen over mijn amendement dat bij dit voorstel van resolutie werd ingediend.

De Voorzitter. — Dat is op het randje van het onbeleefde, mijnheer Pataer. De staatssecretaris is zo vriendelijk geweest iets te zeggen en nu vraagt u nog meer.

De heer Pataer. — Ik veronderstel dat de staatssecretaris ook geen bezwaar heeft tegen mijn amendement, mijnheer de Voorzitter, aangezien het nagenoeg letterlijk overeenstemt met het regeringsstandpunt.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden. Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Pataer heeft ook volgend subsidiair amendement ingediend:

Subsidiair:

«In het eerste lid de woorden «met dien verstande ... moet indienen» te vervangen door de woorden «en voor zover de commissie haar verslag op 30 november 1987 bij het bureau van de Senaat heeft ingediend.»

Subsidiarément:

«Au premier alinéa, remplacer les mots «la commission devant déposer son rapport sur le bureau du Sénat le 30 novembre 1987.»

Dit amendement werd ingetrokken.

Cet amendement a été retiré.

De heren André Geens en de Wasseige stellen eveneens volgend amendement voor:

«In het eerste lid, de zinsnede «met dien verstande dat de commissie haar verslag uiterlijk op 30 november 1987 bij het bureau van de Senaat moet indienen» te vervangen als volgt:

«voor zover de commissie haar verslag met betrekking tot de bovenvermelde onderdelen van haar opdracht vóór 30 november 1987 bij het bureau van de Senaat heeft ingediend.»

«Au premier alinéa, remplacer le membre de phrase «la commission devant déposer son rapport sur le bureau du Sénat le 30 novembre 1987 au plus tard» par:

«pourvu que la commission ait déposé sur le bureau du Sénat son rapport relatif aux parties susvisées de sa mission avant le 30 novembre 1987.»

Het woord is aan de heer André Geens.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb er in mijn uiteenzetting reeds op gewezen dat mijn amendement er alleen toe strekt om de verklaringen van verschillende leden van de meerderheid over de duur, de taak en de inhoud van het commissierapport, dat moet worden ingediend op 30 november 1987, te specificeren.

De bedoeling van mijn amendement is deze bedoeling met de tekst in overeenstemming te brengen. De tekst moet precies weergeven wat men bedoelt en mag niet interpreteerbaar zijn.

Ik handhaaf mijn amendement en hoef er niets meer aan toe te voegen.

M. le Président. — La parole est à monsieur de Wasseige.

M. de Wasseige. — Je n'ai rien trouvé de nouveau à ajouter, monsieur le Président.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het voorstel van resolutie hebben later plaats.

Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur la proposition de résolution.

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE AU PLAN D'EQUIPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE POUR 1987-1997

Examen du texte de la proposition de résolution et de l'amendement y afférent

VOORSTEL VAN RESOLUTIE BETREFFENDE HET UITRUSTINGSPLAN VAN DE ELEKTRICITEITSECTOR VOOR 1987-1997

Beraadslaging over de tekst van het voorstel van resolutie en over het amendement dat er betrekking op heeft

M. le Président. — Nous abordons l'examen du texte de la proposition de résolution et de l'amendement y afférent.

Wij vatten de bespreking aan van de tekst van het voorstel van resolutie en van het amendement dat er betrekking op heeft.

La proposition de résolution est ainsi rédigée:

«Le Sénat,

demande que le plan d'équipement du secteur de l'électricité 1985-1995 soit actualisé dans les délais les plus brefs afin de mieux tenir compte de l'évolution actuelle.»

«De Senaat,
vraagt dat het uitrustingsplan van de elektriciteitssector 1985-1995 zo spoedig mogelijk zou worden geactualiseerd teneinde beter rekening te houden met de huidige evolutie.»

M. de Wasseige et consorts présentent l'amendement que voici :

«Entre les mots «soit actualisé» et les mots «dans les délais les plus brefs», ajouter les mots : «dans un plan 1987-1997.»

«Tussen de woorden «zo spoedig mogelijk» en «zou worden geactualiseerd» in te voegen de woorden «met een plan 1987-1997.»

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, cet amendement a déjà été défendu au cours de la discussion.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden. Le vote sur l'amendement est réservé.

De aangehouden stemming en de stemming over het voorstel van resolutie hebben later plaats.

Il sera procédé ultérieurement au vote réservé ainsi qu'au vote sur la proposition de résolution.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE TOT HET UITSTELLEN VAN HET NATIONAAL UITRUSTINGSPLAN VOOR PRODUCTIE EN TRANSPORT VAN ELEKTRISCHE ENERGIE 1985-1995

Bespreking van de besluiten van de commissie

PROPOSITION DE RESOLUTION VISANT A DIFFERER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL D'EQUIPEMENT EN MOYENS DE PRODUCTION ET DE TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE POUR LA PERIODE 1985-1995

Examen des conclusions de la commission

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van de besluiten van de commissie.

Nous abordons l'examen des conclusions de la commission.

Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb dit debat aandachtig gevolgd. Ik heb niet vroeger het woord gevraagd omdat anderen de resoluties voldoende hebben besproken. Ik meende de gelegenheid te hebben om mijn standpunt bij de stemming te verklaren.

Ik heb de indruk dat ik word «gedribbeld» door de Senaat. Er is een procedurefout gebeurd in de commissie met betrekking tot het voorstel van resolutie nummer 348. Zoiets kan in iedere commissie gebeuren. Hoe zal die procedurefout worden hersteld? Ik hoopte aan het woord te komen wanneer deze problematiek ter sprake zou komen.

Hier werd niet vermeld, hoewel dat was afgesproken, dat bedoelde resolutie werd besproken in de commissie-Tsjernobyl.

De commissie heeft geen eenparige houding kunnen aannemen over resolutie nummer 348 en over het bepalen van een einddatum.

Ik stel tot mijn verbazing vast dat de regering zeer soepel is en geen tijdslimiet vraagt maar er wel graag een aanvaardt. Daar draait alles rond.

Wat gebeurt er nu met het voorstel van resolutie nummer 348? Hoe zal dat morgen worden geregeld?

De Voorzitter. — De commissie is tot het besluit gekomen dat de resolutie niet meer bestaat. De Senaat moet zich uitspreken over de conclusies van de commissie. Ook de voorzitter van de commissie stelt dit voor.

Ik lees in het verslag dat men spreekt over een bananenrepubliek. Ik heb dat niet meegemaakt, maar als de meerderheid een beslissing neemt, lijkt mij dit geen beslissing van een bananenrepubliek. Ik kan niet anders dan de meerderheid volgen, wat volgens mij in een bananenrepubliek niet steeds gebeurt.

Het woord is aan de heer Gryp.

De heer Gryp. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb vastgesteld dat de rechten van de leden van de Senaat niet worden gerespecteerd. Zij worden niet geraadpleegd over het al dan niet akkoord gaan met het intrekken van een resolutie.

Als mede-indiener vraag ik dat de Senaat zich uitsprekt, niet over de uitspraak van de commissie maar over het feit dat een medeondertekenaar in het verslag wordt geacht akkoord te gaan met het intrekken van een resolutie hoewel hij hierover niet werd geraadpleegd.

De Voorzitter. — Ik kan niet anders dan mij neerleggen bij de besluiten van de commissie.

Gisteren hebben wij een ontwerp en een voorstel van wet samen besproken omdat hun onderwerp hetzelfde was. Wij hebben beraadslaagd over het ontwerp en we zullen erover stemmen. De commissie was van oordeel dat het voorstel van wet geen voorwerp meer heeft en stelde voor af te zien van behandeling in de openbare vergadering. Dit kan best beledigend overgekomen zijn bij de indiener van het voorstel, maar de commissie heeft het recht dergelijke conclusies te formuleren en met een meerderheid aan te nemen. Ik kan mij inbeelden dat de indiener van het voorstel helemaal niet gelukkig is met die beslissing. Wij leven echter in een democratie waar de meerderheid beslist.

De heer Gryp. — Het reglement dient toch te worden nageleefd, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Ik kan mij niet voorstellen dat het reglement niet werd nageleefd en dat de meerderheid zulks zou hebben goedgekeurd. Dat is mijn standpunt. Ik was niet aanwezig in de commissie, maar als de meerderheid de beslissing genomen heeft, vermoed ik dat het er niet ondemocratisch aan toegegaan is. In een democratie beslist de meerderheid nu eenmaal.

Wij stemmen later over de besluiten van de commissie, vóór de stemming over de beide andere voorstellen van resolutie.

Le Sénat se prononcera sur les conclusions de la commission avant de passer au vote sur les deux premières propositions de résolution.

De Senaat vergadert opnieuw woensdag, 15 juli 1987, te 10 uur.

Le Sénat se réunira mercredi, 15 juillet 1987, à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 18 u. 10 m.)

(La séance est levée à 18 h 10 m.)